



BNP PARIBAS

AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL AU 30 JUIN 2019

DEPOSE AUPRES DE L'AMF LE 31 OCTOBRE 2019

Document de référence et rapport financier annuel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 mars 2019 sous le numéro D.19-0114

1^{ère} actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 mai 2019 sous le numéro D.19-0114-A01.

Document d'enregistrement universel au 30 juin 2019 et rapport financier semestriel déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2019, sous le numéro D.19-0731.

Société anonyme au capital de 2 499 597 122 euros
Siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 PARIS
R.C.S. : PARIS 662 042 449

1. RAPPORT D'ACTIVITE TRIMESTRIEL	3
2. RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES – PILIER 3 [NON AUDITE]	80
3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	104
4. RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES	107
5. RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL	108
6. TABLES DE CONCORDANCES	109

AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS



L'amendement au document d'enregistrement universel au 30 juin 2019 a été déposé le 31 octobre 2019 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) n°2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n°2017/1129.

(a) l'amendement au document d'enregistrement universel a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers, en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement;

(b) le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est approuvé par l'Autorité des marchés financiers ainsi que ses éventuels amendements, et une note relative aux valeurs mobilières et le résumé approuvés conformément au règlement (UE) 2017/1129.

1. RAPPORT D'ACTIVITE TRIMESTRIEL

1.1 Le groupe BNP Paribas

BNP Paribas, leader européen des services bancaires et financiers, possède quatre marchés domestiques en banque de détail en Europe : la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg. Le Groupe est présent dans 71 pays et compte plus de 201 000 collaborateurs, dont près de 153 000 en Europe. Il détient des positions clés dans ses deux grands domaines d'activité :

- Retail Banking and Services regroupant :
 - un ensemble Domestic Markets composé de :
 - Banque De Détail en France (BDDF),
 - BNL banca commerciale (BNL bc), banque de détail en Italie,
 - Banque De Détail en Belgique (BDDB),
 - Autres activités de Domestic Markets qui comprend la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) ;
 - un ensemble International Financial Services composé de :
 - Europe Méditerranée,
 - BancWest,
 - Personal Finance,
 - Assurance,
 - Gestion Institutionnelle et Privée ;
- Corporate and Institutional Banking (CIB) regroupant :
 - Corporate Banking,
 - Global Markets,
 - Securities Services.

BNP Paribas SA est la maison mère du Groupe BNP Paribas.

1.2 Résultats du 3^{ème} trimestre 2019

PROGRESSION DE L'ACTIVITÉ ET BONNE MAITRISE DES COÛTS

L'activité de BNP Paribas est en hausse ce trimestre dans les trois pôles opérationnels dans un contexte où la croissance économique ralentit mais est toujours positive en Europe, notamment en France. Les nouvelles mesures de politique monétaire sont intervenues en fin de trimestre et ne produiront leur plein effet qu'en 2020.

Le produit net bancaire, à 10 896 millions d'euros, augmente de 5,3% par rapport au troisième trimestre 2018 (+4,0% à périmètre et change constants).

Dans les pôles opérationnels, il augmente de 5,1%, avec une hausse dans tous les pôles : +0,5% dans Domestic Markets¹ où l'effet de l'environnement de taux bas dans les réseaux est plus que compensé par la croissance de l'activité, notamment des métiers spécialisés ; +5,1%² dans International Financial Services en lien avec le bon développement de l'activité et +12,0% dans CIB qui réalise une forte performance avec une hausse des revenus dans tous ses métiers.

Les frais de gestion du Groupe, à 7 421 millions d'euros, sont en hausse de 2,0% par rapport au troisième trimestre 2018 (+0,4% à périmètre et change constants). Ils incluent les éléments exceptionnels suivants : coûts de transformation du plan 2020 (178 millions d'euros), coûts de restructuration des acquisitions³ (48 millions d'euros) et mesures supplémentaires d'adaptation dans BNL bc et l'Asset Management (30 millions d'euros pour des plans de départ) pour un total de 256 millions d'euros (267 millions au troisième trimestre 2018).

Les frais de gestion des pôles opérationnels augmentent de 2,9% par rapport au troisième trimestre 2018 : ils sont en légère hausse de 0,1% pour Domestic Markets¹ avec une baisse dans les réseaux (-0,9%) et une hausse dans les métiers spécialisés en lien avec le développement de l'activité, progressent de 4,0% pour International Financial Services (+0,4% à périmètre et change constants) pour accompagner la croissance, et augmentent de 4,8% chez CIB en lien avec la progression de l'activité.

La bonne maîtrise des coûts permet de dégager un effet de ciseau positif de 3,3 points (avec un effet de ciseau positif dans chacun des pôles opérationnels) grâce à la mise en œuvre, en ligne avec le plan 2020, des mesures de réduction de coûts (166 millions d'euros d'économies récurrentes générées ce trimestre pour un total cumulé de 1,7 milliard d'euros depuis le lancement du programme début 2017 et un objectif de 3,3 milliards d'euros en 2020). Les coûts de transformation sont en ligne avec les objectifs annoncés et viendront à leur terme, conformément au plan, fin 2019.

Le résultat brut d'exploitation du Groupe s'établit ainsi à 3 475 millions d'euros, en hausse de 13,0%. Il augmente de 9,5% pour les pôles opérationnels.

Le coût du risque, à 847 millions d'euros, augmente de 161 millions d'euros par rapport à une base faible au troisième trimestre 2018 où CIB enregistrait des reprises de provisions significatives. A 41 points de base des encours de crédit à la clientèle, il est toujours à un niveau bas en lien notamment avec la bonne maîtrise du risque à l'origination, l'environnement de taux bas et la poursuite de l'amélioration du portefeuille de crédit en Italie.

Le résultat d'exploitation du Groupe, à 2 628 millions d'euros, est ainsi en hausse de 10,0%. Il est en hausse de 6,1% pour les pôles opérationnels.

¹ Intégrant 100% des Banques Privées des réseaux domestiques (hors effets PEL/CEL)

² +1,9% à périmètre et change constants

³ Coûts de restructuration liés notamment à l'intégration de Raiffeisen Bank Polska et Opel Bank SA

Les éléments hors exploitation s'élèvent à 177 millions d'euros, en baisse sensible par rapport au troisième trimestre 2018 (427 millions d'euros) qui enregistrait l'impact exceptionnel d'une plus-value de cession de 30,3% de First Hawaiian Bank pour 286 millions d'euros.

Le résultat avant impôt, à 2 805 millions d'euros (2 816 millions d'euros au troisième trimestre 2018), est ainsi en baisse de 0,4% mais en hausse de 9,4% hors éléments exceptionnels.

L'impôt sur les sociétés, à 767 millions d'euros, augmente par rapport au même trimestre de l'année dernière (583 millions d'euros) qui avait bénéficié du faible taux de taxation de la plus-value à long terme sur First Hawaiian Bank.

Le résultat net part du Groupe s'élève ainsi à 1 938 millions d'euros, en baisse de 8,8% par rapport au troisième trimestre 2018 mais en hausse de +3,4% hors éléments exceptionnels.

Au 30 septembre 2019, le ratio « common equity Tier 1 » s'élève à 12,0%, en hausse de 10 points de base par rapport au 30 juin 2019. Le ratio de levier¹ s'établit à 4,0%. La réserve de liquidité du Groupe, instantanément mobilisable, est de 351 milliards d'euros, soit plus d'un an de marge de manœuvre par rapport aux ressources de marché.

L'actif net comptable par action s'élève à 78,0 euros soit un taux de croissance moyen annuel de 5,1% depuis le 31 décembre 2008, illustrant la création de valeur continue au travers du cycle.

Le Groupe finalise activement son plan 2020 tout en renforçant son système de contrôle interne et de conformité. Il mène une politique ambitieuse d'engagement dans la société avec des initiatives fortes en faveur de la responsabilité éthique, de l'innovation sociale et environnementale et d'une économie bas carbone. Son action dans ce domaine est reconnue : le Groupe est ainsi noté A1+ et classé 4^{ème} entreprise dans le monde par Vigeo Eiris pour l'ensemble de son action RSE.

*
* *

Pour les neuf premiers mois de 2019, le produit net bancaire, à 33 264 millions d'euros, augmente de 2,8% (+2,8% à périmètre et change constants) par rapport aux neuf premiers mois de 2018.

Dans les pôles opérationnels, le produit net bancaire augmente de 4,0%. Il est stable dans Domestic Markets² où l'effet de l'environnement de taux bas est compensé par le bon développement de l'activité, notamment des métiers spécialisés et est en hausse de +5,9% dans International Financial Services (+3,6% à périmètre et change constants) et de +6,3% dans CIB avec une croissance dans tous les métiers. Le produit net bancaire est en baisse dans les Autres Activités du fait de la déconsolidation de First Hawaiian Bank en 2018³.

Les frais de gestion du Groupe, à 23 305 millions d'euros, sont en hausse de 1,7% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 (+0,6% à périmètre et change constants) et dégagent un effet de ciseau positif de 1,1 point. Les frais de gestion incluent l'impact exceptionnel des coûts de transformation, des coûts de restructuration des acquisitions⁴ et des mesures supplémentaires d'adaptation dans BNL bc et l'Asset Management (plans de départ) pour 797 millions d'euros (753 millions sur les neuf premiers mois de 2018).

¹ Calculé conformément à l'acte délégué de la Commission Européenne du 10 octobre 2014

² Intégrant 100% des Banques Privées des réseaux domestiques (hors effets PEL/CEL)

³ Arrêt de la consolidation par intégration globale de First Hawaiian Bank à compter du 01.08.2018

⁴ Coûts de restructuration liés notamment à l'intégration de Raiffeisen Bank Polska et Opel Bank SA

Les frais de gestion des pôles opérationnels augmentent de 2,6% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 : ils sont stables pour Domestic Markets¹ avec une baisse dans les réseaux (-0,7%) et une hausse dans les métiers spécialisés en lien avec le développement de l'activité, progressent de 4,9% pour International Financial Services du fait de la croissance des métiers et des effets de périmètre et de change (+1,4% à périmètre et change constants), et augmentent de 3,0% chez CIB en lien avec la croissance de l'activité. Ils sont en baisse dans les Autres Activités du fait de la déconsolidation de First Hawaiian Bank en 2018².

L'effet de ciseau est positif grâce à la concrétisation, en ligne avec le plan 2020, des mesures d'économies de coûts (534 millions d'euros d'économies générées sur les neuf premiers mois de l'année pour un total de 1,7 milliards d'euros depuis le lancement du programme début 2017).

Le résultat brut d'exploitation du Groupe s'établit ainsi à 9 959 millions d'euros, en hausse de 5,4%. Il augmente de 6,9% pour les pôles opérationnels.

Le coût du risque, à 2 237 millions d'euros, augmente de 369 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2018 du fait de la hausse des encours de crédit et de reprises de provisions dans CIB et Personal Finance à la même période de l'année dernière. A 36 points de base des encours de crédit à la clientèle, il est à un niveau bas du fait notamment de la bonne maîtrise du risque à l'origination, de l'environnement de taux bas et de la poursuite de l'amélioration en Italie.

Le résultat d'exploitation du Groupe, à 7 722 millions d'euros (7 583 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018), est en hausse de 1,8%. Il est en hausse de 3,6% pour les pôles opérationnels.

Les éléments hors exploitation s'élèvent à 1 143 millions d'euros (942 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018). Ils enregistrent l'impact exceptionnel de la plus-value de cession de 16,8% de SBI Life en Inde suivie de la déconsolidation de la participation résiduelle (+1 450 millions d'euros) ainsi que de la dépréciation de survaleurs (-818 millions d'euros, notamment sur BancWest). Ils incluaient sur les neuf premiers mois de 2018 la plus-value de cession d'un immeuble pour +101 millions d'euros ainsi que la plus-value de cession de 30,3% de First Hawaiian Bank pour +286 millions d'euros.

Le résultat avant impôt, à 8 865 millions d'euros (8 525 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018), est ainsi en hausse de 4,0%.

Le taux moyen d'impôt sur les bénéfices s'établit à 24,2%, du fait notamment de la faible taxation de la plus-value de cession à long terme sur SBI Life.

Le résultat net part du Groupe s'élève ainsi à 6 324 millions d'euros, en hausse de 3,9% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 (+1,1% hors éléments exceptionnels).

La rentabilité annualisée des fonds propres tangibles³ est de 10,3%, traduisant la bonne performance d'ensemble du Groupe.

¹ Intégrant 100% des Banques Privées des réseaux domestiques (hors effets PEL/CEL)

² Arrêt de la consolidation par intégration globale de First Hawaiian Bank à compter du 01.08.2018

³ Calculée sur la base du résultat sur 9 mois

RETAIL BANKING & SERVICES

DOMESTIC MARKETS

Domestic Markets poursuit sa dynamique commerciale. Les encours de crédit augmentent de 4,1% par rapport au troisième trimestre 2018 avec une progression des crédits tant dans les réseaux domestiques que dans les métiers spécialisés (Arval, Leasing Solutions). Les dépôts augmentent de 8,0% par rapport au troisième trimestre 2018, en hausse dans tous les pays. La banque privée enregistre un bon niveau de collecte nette (+1,6 milliard d'euros).

Le pôle amplifie les usages mobiles des particuliers avec plus de 78 millions de connexions aux apps soit une hausse de 35% par rapport au troisième trimestre 2018. Il digitalise et simplifie le crédit immobilier avec une souscription digitale de bout-en-bout en France, Belgique et Italie. Il accompagne les nouvelles attentes des clients de la banque privée avec le lancement d'un modèle novateur de relation totalement à distance *e-Private* pour les clients en France souhaitant plus d'autonomie. Il digitalise l'expertise et les services de la banque privée avec un conseil plus pro-actif au travers de nouvelles solutions en ligne de conseil financier (*myImpact* en France pour les investissements responsables) et patrimonial (*PaxFamilia* en Belgique). Domestic Markets poursuit l'adaptation de ses offres aux nouveaux usages avec le succès de *LyfPay*, solution de paiement mobile qui a enregistré déjà 2,4 millions de téléchargements en France et dont le réseau d'acceptation progresse significativement avec 1200 points d'encaissement supplémentaires ce trimestre grâce à de nouveaux partenaires (franprix, Groupe Etam). Nickel dépasse pour sa part désormais 1,4 million de comptes ouverts soit une hausse de 35% par rapport au 30 septembre 2018 et poursuit le développement de son réseau de distribution qui compte désormais 5 745 buralistes, en hausse de 49% par rapport au 30 septembre 2018.

Domestic Markets simplifie et optimise le réseau commercial de proximité afin d'améliorer le service aux clients et de réduire les coûts (356 agences fermées depuis fin 2016 en France, Belgique et Italie). Il poursuit la transformation de son modèle opérationnel en digitalisant de bout en bout ses principaux parcours clients et en automatisant ses processus.

Le produit net bancaire¹, à 3 892 millions d'euros, est en hausse de 0,5% par rapport au troisième trimestre 2018, la croissance des métiers spécialisés et la hausse de l'activité étant beaucoup compensées par l'effet de l'environnement de taux bas sur les réseaux de détail.

Les frais de gestion¹ (2 607 millions d'euros) augmentent de 0,1% par rapport au troisième trimestre 2018, et dégagent un effet de ciseau positif (+0,4 point). Ils sont en baisse dans les réseaux (-0,9%²) mais augmentent dans les métiers spécialisés (avec un effet de ciseau positif) en lien avec le développement de l'activité.

Le résultat brut d'exploitation¹, à 1 285 millions d'euros, est en hausse de 1,3% par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Le coût du risque est bas, à 245 millions d'euros (-5 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2018). Il poursuit sa baisse chez BNL bc.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), le résultat avant impôt³ du pôle s'établit à 975 millions d'euros, en hausse par rapport au troisième trimestre 2018 (+2,0%).

Pour les neuf premiers mois de 2019, le produit net bancaire¹, à 11 778 millions d'euros, est stable par rapport aux neuf premiers mois de 2018 du fait de la bonne croissance des métiers spécialisés et de la hausse de l'activité compensées par l'environnement de taux bas. Les frais de gestion¹

¹ Intégrant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg

² BDDF, BNL bc et BDDB

³ Hors effets PEL/CEL de -10 millions d'euros contre +4 millions d'euros au troisième trimestre 2018

(8 107 millions d'euros) sont stables par rapport aux neuf premiers mois de 2018 avec une baisse dans les réseaux (-0,7%¹) mais une hausse dans les métiers spécialisés (où l'effet de ciseau est cependant positif dans tous les métiers) en lien avec le développement de l'activité. Le résultat brut d'exploitation², à 3 671 millions d'euros, est en légère baisse de 0,2% par rapport à la même période de l'année dernière. Le coût du risque est toujours bas. Il augmente de 42 millions d'euros par rapport à une base très faible sur les neuf premiers mois de 2018 qui enregistrait des reprises de provisions. Il poursuit sa baisse chez BNL bc. Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), le résultat avant impôt³ du pôle s'établit à 2 705 millions d'euros, en légère baisse par rapport aux neuf premiers mois de 2018 (-1,5%).

Banque De Détail en France (BDDF)

BDDF poursuit sa bonne dynamique commerciale dans le contexte de croissance économique en France. Les encours de crédit augmentent de 5,9% par rapport au troisième trimestre 2018 avec une hausse notamment des crédits aux entreprises. Les dépôts sont en hausse de 10,6%, tirés par la forte croissance des dépôts à vue. La nouvelle offre d'assurance dommages lancée en mai 2018 dans le cadre d'un partenariat entre BNP Paribas Cardif et Matmut (Cardif IARD) continue sa progression avec 210 000 contrats vendus au 30 septembre 2019.

Le métier poursuit avec succès le développement du digital avec 485 000 clients chez Hello bank! soit une progression de 20% par rapport au 30 septembre 2018. Il enregistre par ailleurs une hausse de 29% des utilisateurs actifs mobiles avec une moyenne de 14 connexions par utilisateur et par mois.

Le produit net bancaire⁴ s'élève à 1 568 millions d'euros, en baisse de 0,2% par rapport au troisième trimestre 2018. Les revenus d'intérêt⁴ sont en hausse de 0,6%, la hausse des volumes étant de plus en plus compensée par l'effet des taux bas. Les commissions⁴ sont en baisse de 1,3% notamment du fait de la baisse des tarifs pour les clientèles fragiles en début d'année.

Les frais de gestion⁴, à 1 163 millions d'euros, baissent de 0,5% par rapport au troisième trimestre 2018, en lien avec le plan de transformation (optimisation du réseau et simplification du dispositif de pilotage). L'effet de ciseau est positif de 0,3 point.

Le résultat brut d'exploitation⁴ s'élève ainsi à 405 millions d'euros, en hausse de 0,5% par rapport au même trimestre de l'année dernière.

A 16 points de base des encours de crédit à la clientèle, le coût du risque⁴ est toujours à un niveau bas. Il s'établit ce trimestre à 75 millions d'euros, en baisse de 15 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2018.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en France au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BDDF dégage un résultat avant impôt⁵ de 290 millions d'euros en hausse de 5,2% par rapport au troisième trimestre 2018.

Pour les neuf premiers mois de 2019, le produit net bancaire⁴ s'élève à 4 759 millions d'euros, stable par rapport aux neuf premiers mois de 2018. Les revenus d'intérêt⁴ sont en hausse de 1,6%, en lien avec la hausse des volumes partiellement compensée par l'effet des taux bas. Les commissions⁴ sont en baisse de 1,9% du fait notamment de la baisse des tarifs pour les clientèles fragiles. Les frais de gestion⁴, à 3 450 millions d'euros, baissent de 0,3% par rapport aux neuf

¹ BDDF, BNL bc et BDDB

² Intégrant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg

³ Hors effets PEL/CEL de +21 millions d'euros contre +5 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018

⁴ Avec 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL)

⁵ Hors effets PEL/CEL de -10 millions d'euros contre +4 millions d'euros au troisième trimestre 2018

premiers mois de 2018 grâce à la mise en œuvre du plan de transformation, ce qui permet de dégager un effet de ciseau positif de 0,3 point. Le résultat brut d'exploitation¹ s'élève ainsi à 1 309 millions d'euros, en hausse de 0,9% par rapport à la même période de l'année dernière. A 16 points de base des encours de crédit à la clientèle, le coût du risque¹ est à un niveau bas. Il s'établit pour les neuf premiers mois de l'année à 231 millions d'euros, en hausse de 28 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2018 où il se situait à un niveau particulièrement faible. Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en France au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BDDF dégage un résultat avant impôt² de 969 millions d'euros en baisse de 1,0% par rapport aux neuf premiers mois de 2018.

BNL banca commerciale (BNL bc)

L'activité de BNL bc progresse dans un contexte économique peu porteur. Les encours de crédit sont en baisse de 0,5% hors impact de titrisations de crédits douteux³ mais le métier poursuit la progression régulière de sa part de marché sur la clientèle des entreprises : +0,9 point en 3 ans à 6,0%⁴. Les dépôts sont en croissance de 8,1% par rapport au troisième trimestre 2018 avec notamment une hausse des dépôts à vue des particuliers. Les encours d'épargne hors-bilan sont en hausse de 4,5% par rapport au 30 septembre 2018, tirés par l'assurance-vie.

BNL bc poursuit le développement des nouveaux usages digitaux avec le succès des offres lancées conjointement avec Telepass (opérateur du télépéage en Italie) et Arval pour les PME et les particuliers pouvant combiner notamment compte bancaire, paiement des péages, location de véhicules ainsi que de nombreux services liés à la mobilité : elles comptent déjà plus de 54 000 clients, dont 78% de nouveaux clients.

Le produit net bancaire⁵ est en hausse de 0,5% par rapport au troisième trimestre 2018, à 663 millions d'euros. Les revenus d'intérêt⁵ sont en baisse de 0,7% du fait de l'environnement de taux bas persistant et du positionnement sur les clientèles présentant un meilleur profil de risque. Les commissions⁵ augmentent de 2,4% par rapport au troisième trimestre 2018 du fait de la progression des commissions bancaires (notamment sur les activités de flux⁶ pour les entreprises) ainsi que des commissions financières (en lien avec la progression de l'épargne hors-bilan).

Les frais de gestion⁵, à 446 millions d'euros, sont en hausse de 1,7% par rapport à une base faible au même trimestre de l'année précédente. Pour mieux adapter ses coûts au contexte peu porteur et à l'impact des taux bas, le métier met en œuvre de nouvelles mesures d'économies et lance un plan de départ anticipé s'appuyant sur la nouvelle loi « quota 100 » favorisant les départs en retraite.

Le résultat brut d'exploitation⁵ s'établit ainsi à 217 millions d'euros, en baisse de 1,9% par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Le coût du risque⁵, à 109 millions d'euros, confirme sa baisse et diminue de 22 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2018. Il s'élève à 56 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Italie au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BNL bc dégage un résultat avant impôt de 98 millions d'euros, en hausse de 23,7% par rapport au troisième trimestre 2018.

¹ Avec 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL)

² Hors effets PEL/CEL de +21 millions d'euros contre +5 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018

³ -2,9% y compris impact des titrisations de crédits douteux

⁴ Source : Association Bancaire Italienne

⁵ Avec 100% de la Banque Privée en Italie

⁶ Cash management et trade finance

Pour les neuf premiers mois de 2019, le produit net bancaire¹ est en recul de 2,3% par rapport aux neuf premiers mois de 2018, à 2 023 millions d'euros. Les revenus d'intérêt¹ sont en baisse de 3,0% du fait de l'environnement de taux bas persistant et du positionnement sur des clientèles présentant un meilleur profil de risque et les commissions¹ baissent de 1,2% du fait du contexte de marché défavorable et d'éléments non récurrents en début d'année. Les frais de gestion¹, à 1 349 millions d'euros, sont en baisse de 0,6% grâce aux effets du plan de transformation. Le résultat brut d'exploitation¹ s'établit ainsi à 673 millions d'euros, en baisse de 5,6% par rapport à la même période de l'année dernière. Le coût du risque¹, à 381 millions d'euros, poursuit sa baisse (-47 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2018). Il s'élève à 65 points de base des encours de crédit à la clientèle. Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Italie au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BNL bc dégage un résultat avant impôt de 261 millions d'euros en hausse de 4,1% par rapport aux neuf premiers mois de 2018.

Banque de Détail en Belgique

BDDB montre une activité commerciale soutenue. Les crédits sont en hausse de 4,3% par rapport au troisième trimestre 2018 avec une bonne progression des crédits aux entreprises et une hausse des crédits immobiliers. Les dépôts augmentent de 5,7% avec notamment une croissance des dépôts à vue.

Le métier poursuit le développement du digital et l'amélioration de l'expérience clients. L'application *Easy Banking* est ainsi enrichie de nouvelles fonctionnalités permettant de demander en ligne un crédit à la consommation, la part des ventes digitales directes s'élevant déjà à près de 15% à fin août. L'application *Easy Banking Business* pour les entreprises est un succès avec plus de 50% des clients entreprises utilisateurs actifs².

Le produit net bancaire³ de BDDB est en baisse de 3,8% par rapport au troisième trimestre 2018, à 853 millions d'euros. Les revenus d'intérêt³ baissent de 4,8% du fait de l'impact de l'environnement de taux bas. Les commissions³ baissent de 0,9% du fait de la baisse des commissions financières partiellement compensée par la hausse des commissions bancaires en lien avec la bonne production de crédits.

Le métier adapte ses coûts à l'impact des taux bas. Les frais de gestion³, à 541 millions d'euros, sont en baisse sensible (-3,9%) par rapport au troisième trimestre 2018 grâce à l'effet significatif du plan de transformation. Le métier a ainsi depuis le 30 septembre 2018 fermé 78 agences. Il prévoit de fermer encore 216 agences d'ici 2021.

Le résultat brut d'exploitation³, à 312 millions d'euros, est en baisse de 3,7% par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Le coût du risque³ s'élève à 20 millions d'euros contre une reprise nette de 4 millions d'euros au troisième trimestre 2018. A 7 points de base des encours de crédit à la clientèle, il est très bas.

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Belgique au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BDDB dégage ainsi un résultat avant impôt de 281 millions d'euros, en baisse de 11,5% par rapport au troisième trimestre 2018.

¹ Avec 100% de la Banque Privée en Italie

² Au moins une utilisation dans les trois derniers mois

³ Avec 100% de la Banque Privée en Belgique

Pour les neuf premiers mois de 2019, le produit net bancaire¹ de BDDB est en baisse de 3,4% par rapport aux neuf premiers mois de 2018, à 2 646 millions d'euros. Les revenus d'intérêt¹ baissent de 4,0% du fait de l'impact de l'environnement de taux bas partiellement compensé par la hausse des volumes et les commissions¹ baissent de 1,6%. Les frais de gestion¹, à 1 920 millions d'euros, sont en baisse de 1,5% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 grâce aux effets du plan de transformation. Hors impact de la hausse des taxes et contributions bancaires², ils sont en baisse de 2,5%. Le résultat brut d'exploitation¹, à 726 millions d'euros, est ainsi en baisse de 7,9% par rapport à la même période de l'année dernière (-4,8% hors hausse des taxes et contributions bancaires). Le coût du risque¹ augmente de 51 millions d'euros par rapport à la même période de l'année précédente où les provisions étaient compensées par des reprises. A 6 points de base des encours de crédit à la clientèle, il reste très faible. Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Belgique au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BDDB dégage ainsi un résultat avant impôt de 627 millions d'euros, en baisse de 15,4% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 (-10,3% hors impact de la hausse des taxes et contributions bancaires).

Autres métiers de Domestic Markets (Arval, Leasing Solutions, Personal Investors, Nickel et Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg)

Les métiers spécialisés de Domestic Markets poursuivent leur forte croissance : le parc financé d'Arval progresse de 8,7%³ et les encours de financement de Leasing Solutions augmentent de 6,0%³ par rapport au troisième trimestre 2018 ; Personal Investors enregistre une hausse des actifs sous gestion (+6,4% par rapport au 30 septembre 2018) et Nickel poursuit sa très forte croissance avec 85 000 ouvertures de compte ce trimestre (plus de 1,4 million de comptes ouverts au 30 septembre 2019).

Les encours de crédit de la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) augmentent de 9,1% par rapport au troisième trimestre 2018, avec une bonne progression des crédits immobiliers et aux entreprises. Les dépôts sont en hausse de 8,1% avec une forte augmentation des dépôts à vue notamment sur la clientèle des entreprises. Le métier améliore l'expérience des clients pour les crédits immobiliers avec une simplification des parcours.

Le produit net bancaire⁴ des cinq métiers, à 807 millions d'euros, est au total en hausse de 6,9% par rapport au troisième trimestre 2018, avec une croissance dans tous les métiers.

Les frais de gestion⁴ augmentent de 5,0% par rapport au troisième trimestre 2018, à 457 millions d'euros, en lien avec le développement de l'activité, permettant de dégager un effet de ciseau positif de 1,9 point.

Le coût du risque⁴ s'élève à 41 millions d'euros (33 millions d'euros au troisième trimestre 2018).

Ainsi, le résultat avant impôt de ces cinq métiers, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée domestique au Luxembourg au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), s'établit en hausse sensible, à 306 millions d'euros (+8,0% par rapport au troisième trimestre 2018), traduisant le bon dynamisme de l'activité.

Pour les neuf premiers mois de 2019, le produit net bancaire⁴ des cinq métiers, à 2 350 millions d'euros, est au total en hausse de 6,1% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 du fait de la bonne croissance de l'activité. Les frais de gestion⁴ augmentent de 3,8% par rapport aux neuf premiers mois de 2018, à 1 387 millions d'euros, en lien avec le développement des métiers,

¹ Avec 100% de la Banque Privée en Belgique

² Taxes et contributions bancaires : 296 millions d'euros, en hausse de 10 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2018.

³ A périmètre et change constants

⁴ Avec 100% de la Banque Privée au Luxembourg

permettant de dégager un effet de ciseau positif de 2,3 points. Le coût du risque¹ est en hausse de 10 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2018, à 104 millions d'euros. Ainsi, le résultat avant impôt de ces cinq métiers, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée domestique au Luxembourg au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), s'établit en forte hausse, à 848 millions d'euros (+9,4% par rapport aux neuf premiers mois de 2018).

*
* *
*

INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES

International Financial Services poursuit sa croissance et déploie une activité commerciale soutenue : les encours de crédit sont en hausse de 9,3% par rapport au troisième trimestre 2018 (+4,5% à périmètre et change constants) et le pôle enregistre une collecte nette de +3,5 milliards d'euros. Les actifs sous gestion des métiers d'épargne et d'assurance atteignent 1 110 milliards d'euros (+4,1% par rapport au 30 septembre 2018).

Le pôle met en œuvre activement dans tous ses métiers la transformation digitale et les nouvelles technologies. Chez Personal Finance, déjà 1,3 million de contrats sont ainsi signés électroniquement et 28 millions de relevés mensuels digitaux envoyés aux clients. Le pôle développe avec succès de nouvelles fonctionnalités *self care* pour faciliter l'accès aux services sur mobile et compte déjà plus de 70% des clients de Wealth Management équipés de l'application de banque privée en ligne *myWealth* et plus de 62 millions d'opérations réalisées par les clients eux-même chez Personal Finance, soit 86% du total. Le pôle développe par ailleurs les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle avec déjà 300 robots en activité (automatisation de contrôles, de reportings et de traitement des données).

Le produit net bancaire, à 4 248 millions d'euros, est en hausse de 5,1% par rapport au troisième trimestre 2018 avec un effet de change favorable ce trimestre (appréciation du dollar et de la livre turque) et un effet de périmètre lié à l'acquisition de Raiffeisen Bank Polska². A périmètre et change constants, il augmente de +1,9% en lien avec la bonne progression de l'activité.

Les frais de gestion, à 2 545 millions d'euros, sont en hausse de 4,0%. A périmètre et change constants, ils n'augmentent que de 0,4%, l'accompagnement de la croissance étant largement compensé par la mise en œuvre des mesures d'économies de coûts. L'effet de ciseau est positif de 1,1 point.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 1 704 millions d'euros, en hausse de 6,8% par rapport au troisième trimestre 2018 (+4,2% à périmètre et change constants).

Le coût du risque, à 518 millions d'euros est en hausse de 32 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2018. Il augmente de 10 millions d'euros à périmètre et change constants.

Le résultat avant impôt d'International Financial Services s'établit ainsi à 1 305 millions d'euros, en hausse de 6,7% par rapport au troisième trimestre 2018 (+5,7% à périmètre et change constants).

Pour les neuf premiers mois de 2019, le produit net bancaire, à 12 792 millions d'euros, est en hausse de 5,9% avec un effet change légèrement favorable (appréciation du dollar compensée par la dépréciation de la livre turque) et un effet de périmètre lié à l'intégration de Raiffeisen Bank

¹ Avec 100% de la Banque Privée au Luxembourg

² Bouclage de l'opération réalisé le 31 octobre 2018

Polska¹. A périmètre et change constants, il augmente de 3,6% par rapport aux neuf premiers mois de 2018, en lien avec le bon développement de l'activité. Les frais de gestion, à 7 792 millions d'euros, sont en hausse de 4,9% (+1,4% à périmètre et change constants), ce qui permet de dégager un effet de ciseau positif de 2,2 points. Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 5 001 millions d'euros, en hausse de 7,6% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 (+7,2% à périmètre et change constants). Le coût du risque, à 1 337 millions d'euros, est en hausse de 172 millions par rapport à un niveau bas aux neuf premiers mois de 2018 qui avait enregistré des reprises de provisions. Le résultat avant impôt d'International Financial Services s'établit ainsi à 4 025 millions d'euros, en hausse de 3,2% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 (+5,8% à périmètre et change constants), traduisant la bonne dynamique du pôle.

Personal Finance

Personal Finance poursuit sa croissance : les encours de crédit progressent de 8,0% sous l'effet principalement des nouveaux partenariats. Le métier réalise un nouveau soutenu de titrisations ce trimestre avec 3 opérations² pour 2,8 milliards d'euros. Il renforce son accord commercial avec BYmyCAR, 1^{er} distributeur automobile français indépendant et signe un nouveau partenariat avec Leroy Merlin au Brésil. La force de la marque Cetelem en France est par ailleurs attestée, Cetelem ayant été élue durant l'été « Marque Préférée des Français »³. La banque digitale de Findomestic, lancée en avril, en Italie, connaît un démarrage prometteur qui s'appuie sur une marque forte ainsi que sur une base de 2,5 millions de clients potentiels : elle comptabilise déjà 50 000 comptes ouverts avec un bon niveau d'activité.

Le produit net bancaire de Personal Finance, à 1 444 millions d'euros, est en hausse de 4,1% par rapport au troisième trimestre 2018 en lien avec la hausse des volumes et le positionnement sur les produits offrant un meilleur profil de risque. Il est tiré notamment par une bonne croissance en Italie, Espagne et Allemagne.

Les frais de gestion, à 664 millions d'euros, sont en hausse de 3,9% par rapport au troisième trimestre 2018, du fait du développement de l'activité et de l'effet progressif des mesures du plan de transformation. L'effet de ciseau est positif de 0,3 point.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 781 millions d'euros, en hausse de 4,4% par rapport au troisième trimestre 2018.

Le coût du risque s'élève à 366 millions d'euros, en hausse de 21 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2018 en lien avec la hausse des encours. A 154 points de base des encours de crédit à la clientèle, il est toujours bas.

Le résultat avant impôt de Personal Finance s'établit ainsi à 434 millions d'euros, en hausse de 2,4% par rapport au troisième trimestre 2018.

Pour les neuf premiers mois de 2019, le produit net bancaire de Personal Finance, à 4 311 millions d'euros, est en hausse de 4,6% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 en lien avec la hausse des volumes et le positionnement sur les produits offrant un meilleur profil de risque. Les frais de gestion, à 2 136 millions d'euros, sont en hausse de 4,9% par rapport aux neuf premiers mois de 2018, en lien avec le développement de l'activité et l'effet progressif du plan de transformation. Le métier confirme son objectif d'un effet de ciseau positif cette année. Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 2 175 millions d'euros, en hausse de 4,3% par rapport aux neuf premiers mois de 2018. Le coût du risque s'élève à 984 millions d'euros, en hausse de 98 millions d'euros par rapport à un niveau particulièrement bas sur les neuf premiers mois de 2018 qui avait

¹ Bouclage de l'opération réalisé le 31 octobre 2018

² Non déconsolidantes

³ Etude réalisée par Toluna en août 2019 sur un échantillon représentatif de français

enregistré des reprises de provisions. A 141 points de base des encours de crédit à la clientèle, il reste à un niveau bas. Le résultat avant impôt de Personal Finance s'établit ainsi à 1 228 millions d'euros, en baisse de 1,5% par rapport aux neuf premiers mois de 2018.

Europe Méditerranée

Les encours de crédit d'Europe Méditerranée baissent de 0,2%¹ par rapport au troisième trimestre 2018, avec notamment une baisse en Turquie, mais une progression en Pologne et au Maroc. Les dépôts baissent pour leur part de 2,6%¹, en lien notamment avec l'optimisation du coût des dépôts en Pologne. Le métier enregistre un bon développement du digital avec déjà 2,7 millions de clients digitaux². Il annonce par ailleurs ce trimestre la cession prochaine d'une participation de 39% dans le capital de l'UBCI en Tunisie³.

Le produit net bancaire d'Europe Méditerranée⁴, à 657 millions d'euros, augmente de 1,5%¹ par rapport au troisième trimestre 2018 du fait de la hausse des marges ainsi que du bon niveau des commissions.

Les frais de gestion⁴, à 439 millions d'euros, n'augmentent que de 0,2%¹ par rapport au même trimestre de l'année dernière traduisant la mise en œuvre des synergies de coûts en Pologne dans le cadre de l'intégration de Raiffeisen Bank Polska⁵ (fermeture de 147 agences depuis le début de l'année) et les effets du plan de transformation dans l'ensemble des géographies. L'évolution des frais de gestion permet de dégager un effet de ciseaux positif de 1,3 point.

Le coût du risque⁴ s'élève à 112 millions d'euros (-9,3%¹ par rapport au troisième trimestre 2018). A 110 points de base des encours de crédit à la clientèle, il reste à un niveau modéré. Il s'est en particulier stabilisé en Turquie par rapport au trimestre précédent.

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Turquie au métier Wealth Management, Europe Méditerranée dégage ainsi un résultat avant impôt de 150 millions d'euros en forte hausse de 15,5% à périmètre et change constants et de 26,3% à périmètre et change historiques compte tenu de l'appréciation de la livre turque.

Pour les neuf premiers mois de 2019, le produit net bancaire d'Europe Méditerranée⁴, à 1 997 millions d'euros, augmente de 5,6%¹ par rapport aux neuf premiers mois de 2018 du fait de la hausse des volumes et des marges ainsi que du bon niveau des commissions. Il est en hausse dans toutes les régions. Les frais de gestion⁴, à 1 340 millions d'euros, sont en baisse de 0,4%¹ par rapport à la même période de l'année dernière traduisant la mise en œuvre des synergies de coûts en Pologne et les mesures de transformation dans l'ensemble des géographies. Ils permettent de dégager un effet de ciseaux largement positif (+6,0 points). Le coût du risque⁴ est en hausse de 28 millions d'euros¹ par rapport à un niveau bas sur les neuf premiers mois de 2018, avec une hausse en Turquie. A 94 points de base, il est à un niveau modéré. Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Turquie au métier Wealth Management, Europe Méditerranée dégage ainsi un résultat avant impôt de 532 millions d'euros en hausse de 28,3% à périmètre et change constants et de 4,7% à périmètre et change historiques compte tenu de la forte dépréciation de la livre turque par rapport aux neuf premiers mois de 2018.

¹ A périmètre et change constants

² Clients de la banque digitale ou utilisant les services digitaux au moins une fois par mois

³ Bouclage de l'opération prévu en 2020

⁴ Avec 100% de la Banque Privée en Turquie

⁵ Acquisition le 31 octobre 2018 de l'essentiel des activités bancaires de Raiffeisen Bank Polska (hors prêts immobiliers en devises et un nombre limité d'autres actifs)

BancWest

BancWest maintient sa dynamique commerciale mais évolue dans un environnement de taux moins favorable. Les crédits progressent de 2,4%¹ par rapport au troisième trimestre 2018, avec une croissance modérée des crédits aux particuliers et aux entreprises. Les dépôts sont en hausse de +4,3%¹ avec une progression sensible des dépôts de la clientèle (+5,0%)². Les actifs sous gestion de la banque privée (15,3 milliards de dollars au 30 septembre 2019) sont en hausse de 8,1%¹ par rapport au 30 septembre 2018. Les ventes croisées avec CIB se développent avec 46 opérations déjà réalisées conjointement cette année. BancWest poursuit sa transformation digitale avec plus de 16 700 ouvertures de comptes faites en ligne ce trimestre (+23% par rapport au même trimestre de l'année dernière).

Le produit net bancaire³, à 601 millions d'euros, est en baisse de 0,9%¹ par rapport au troisième trimestre 2018. La compression de la marge d'intérêt dans un environnement de taux en baisse n'est que partiellement compensée par la hausse de l'activité et des commissions.

Les frais de gestion³ sont en contraction sensible. A 433 millions d'euros, ils baissent de 4,2%¹ par rapport au troisième trimestre 2018 du fait de la réduction des effectifs et du transfert de fonctions de support dans une localisation à moindre coûts (Arizona) ainsi que de la mutualisation de certaines fonctions avec CIB. L'effet de ciseau est largement positif (+5,1 points).

Le résultat brut d'exploitation³, à 168 millions d'euros, augmente ainsi de 8,5%¹ par rapport au troisième trimestre 2018.

A 32 points de base des encours de crédit à la clientèle, le coût du risque³ (43 millions d'euros) reste bas (35 millions d'euros au troisième trimestre 2018).

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée aux États-Unis au métier Wealth Management, BancWest dégage un résultat avant impôt de 119 millions d'euros en hausse de 7,4% à périmètre et change constants par rapport au troisième trimestre 2018. La hausse est portée à +10,5% à périmètre et change historiques compte tenu d'un effet de change positif.

Pour les neuf premiers mois de 2019, le produit net bancaire³, à 1 764 millions d'euros, est en baisse de 1,9%¹ par rapport aux neuf premiers mois de 2018 avec une baisse de la marge d'intérêt atténuée par la hausse de l'activité et des commissions. Les frais de gestion³, à 1 306 millions d'euros, baissent de 1,7%¹ par rapport aux neuf premiers mois de 2018 grâce au plan de transformation. Le résultat brut d'exploitation³, à 458 millions d'euros, baisse ainsi de 2,2%¹ par rapport aux neuf premiers mois de 2018. Le coût du risque³ (64 millions d'euros) augmente de 17 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2018. A 16 points de base des encours de crédit à la clientèle, il est à un niveau bas. Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée aux États-Unis au métier Wealth Management, BancWest dégage un résultat avant impôt de 374 millions d'euros en baisse de 5,9% à périmètre et change constants par rapport aux neuf premiers mois de 2018 mais en hausse de 0,3% à périmètre et change historiques compte tenu d'un effet de change positif.

¹ A périmètre et change constants

² Dépôts hors dépôts auprès de la trésorerie

³ Avec 100% de la Banque Privée aux États-Unis

Assurance et Gestion Institutionnelle et Privée

Les métiers Assurance et Gestion Institutionnelle et Privée poursuivent leur développement. Les actifs sous gestion¹ atteignent 1 110 milliards d'euros au 30 septembre 2019. Ils augmentent de 8,0% par rapport au 31 décembre 2018 du fait notamment d'un effet de performance fortement positif (+65,5 milliards d'euros) en lien avec le rebond des marchés financiers, d'une collecte nette de +13,8 milliards d'euros (notamment bonne collecte nette de Wealth Management en Asie, en Belgique et en Allemagne ; légère décollecte dans l'Asset Management avec une baisse sur les fonds monétaires au troisième trimestre 2019 ; collecte nette de l'Assurance avec une part significative en unités de comptes), d'un effet de change favorable de +8,3 milliards d'euros et d'un effet de périmètre de -3,6 milliards d'euros en lien avec la déconsolidation de SBI Life.

Au 30 septembre 2019, les actifs sous gestion¹ se répartissent entre : 436 milliards d'euros pour l'Asset Management, 385 milliards d'euros pour Wealth Management, 260 milliards d'euros pour l'Assurance et 30 milliards d'euros pour Real Estate.

L'Assurance poursuit le développement de son activité grâce notamment à la croissance de l'épargne et de la protection à l'international ainsi que de l'assurance dommages dans le réseau de BDDF via Cardif IARD. Le métier poursuit la mise en œuvre de la transformation digitale avec le lancement en France d'un nouveau parcours d'adhésion entièrement digitalisé avec 90% de réponses immédiates (*Cardif Libertés Emprunteur*).

Les revenus de l'Assurance, à 761 millions d'euros, augmentent de 2,7% par rapport au troisième trimestre 2018 avec une croissance tirée notamment par l'Italie, l'Asie et l'Amérique Latine. Les frais de gestion, à 370 millions d'euros, augmentent de 5,6% en lien avec le développement du métier. Le résultat avant impôt est ainsi en hausse de 0,7% par rapport au troisième trimestre 2018, à 432 millions d'euros.

Dans la Gestion Institutionnelle et Privée, l'expertise mondiale de Wealth Management est reconnue avec les titres de « Meilleure Banque Privée à Hong Kong » (*The Asset Asian Awards*) et de « Meilleure Banque Privée Mondiale en Europe » (*Private Banker International*). Le métier Asset Management poursuit son évolution et amplifie son adaptation avec le lancement d'un plan de rationalisation de l'offre, de l'organisation géographique et des structures. Son expertise est elle aussi reconnue avec 3 distinctions aux « Corbeilles 2019 » du magazine *Mieux Vivre votre Argent*. Le métier Real Estate enregistre un fort niveau d'activité, notamment en Allemagne.

Les revenus de la Gestion Institutionnelle et Privée (803 millions d'euros) enregistrent une hausse de 1,5% par rapport au troisième trimestre 2018, tirée par Real Estate et Wealth Management. Les frais de gestion s'élèvent à 649 millions d'euros. Ils baissent de 0,8% par rapport au troisième trimestre 2018 grâce aux mesures du plan de transformation, notamment dans l'Asset Management (décommissionnement progressif de 50 applications d'ici début 2020 après le déploiement réussi de la solution d'outsourcing informatique Aladdin). L'effet de ciseau est ainsi positif de 2,3 points. Le résultat avant impôt de la Gestion Institutionnelle et Privée, après prise en compte d'un tiers des résultats de la banque privée dans les marchés domestiques, en Turquie et aux Etats-Unis, est ainsi, à 170 millions d'euros, en forte hausse (+18,3% par rapport au troisième trimestre 2018).

Pour les neuf premiers mois de 2019, les revenus de l'Assurance, à 2 414 millions d'euros, augmentent de 12,9% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 du fait de l'impact positif du fort rebond des marchés financiers par rapport au 31.12.18 sur la réévaluation de certains actifs comptabilisés en valeur de marché ainsi que de la bonne croissance de l'activité à l'international. Les frais de gestion, à 1 120 millions d'euros, augmentent de 5,6% en lien avec le développement du métier, ce qui permet de dégager un effet de ciseau largement positif. Après prise en compte notamment d'une baisse du résultat des sociétés mises en équivalence, qui était à un niveau élevé

¹ Y compris les actifs distribués

aux neuf premiers mois de 2018, le résultat avant impôt est ainsi en hausse de 14,0% par rapport aux neuf premiers mois de 2018, à 1 412 millions d'euros.

Les revenus de la Gestion Institutionnelle et Privée (2 364 millions d'euros) baissent de 2,4% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 du fait d'un effet de base défavorable de Real Estate qui avait enregistré un niveau particulièrement élevé d'activité sur les neuf premiers mois de l'année dernière et de l'impact encore au premier trimestre de la forte baisse des marchés au quatrième trimestre 2018 (faible activité transactionnelle notamment des clients d'Asset Management et Wealth Management). Les frais de gestion s'élèvent à 1 922 millions d'euros, en hausse de 0,8% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 en lien notamment avec le développement de Wealth Management en Allemagne et la baisse des coûts dans l'Asset Management. Le résultat avant impôt de la Gestion Institutionnelle et Privée, après prise en compte d'un tiers des résultats de la banque privée dans les marchés domestiques, en Turquie et aux Etats-Unis, est ainsi, à 479 millions d'euros, en baisse de 10,5% par rapport aux neuf premiers mois de 2018.

*
* * *

CORPORATE AND INSTITUTIONAL BANKING (CIB)

CIB poursuit la mise en œuvre de sa transformation. Le pôle accélère son industrialisation et met en œuvre les économies de coûts (62 millions d'euros ce trimestre). Il continue sa croissance sélective sur les clientèles cible avec la signature d'un accord ferme¹ avec Deutsche Bank visant à assurer une continuité de service aux gestionnaires de fonds clients du *prime brokerage* et de l'*electronic execution*, et comprenant le transfert de technologie et de personnel nécessaire. Il poursuit l'optimisation de certaines activités avec la signature d'un accord pour l'apport d'activités de distribution de fonds à Allfunds, une des plateformes leaders de ce secteur au niveau mondial (« *Wealthtech* »), contre une participation stratégique de 22,5%¹.

Les revenus du pôle, à 2 873 millions d'euros, augmentent de 12,0% par rapport au troisième trimestre 2018 avec une croissance soutenue dans les trois métiers grâce au renforcement des positions de clientèle.

Les revenus de Global Markets, à 1 299 millions d'euros, sont en hausse de 14,7% par rapport au troisième trimestre 2018 et de 17,2% hors effet de la mise en place de la nouvelle plateforme Capital Markets². Le métier enregistre une bonne progression de l'activité de clientèle qui s'appuie sur des gains de part de marché. La VaR, qui mesure le niveau des risques de marché, est toujours à un niveau très faible (25 millions d'euros).

Les revenus de FICC³, à 915 millions d'euros, sont en hausse de 34,6% (+38,7% hors effet de la création de la nouvelle plateforme Capital Markets²) par rapport au même trimestre de l'année dernière où le contexte était peu favorable. Ils enregistrent une forte progression du crédit et des émissions primaires, un rebond sur le change et les marchés émergents et une bonne performance sur les taux. Le métier confirme ses positions fortes sur les émissions obligataires (n°1 pour les émissions en euros, n°8 pour l'ensemble des émissions internationales et n°2 mondial pour les émissions d'obligations durables). Les revenus d'Equity and Prime Services, à 384 millions d'euros, baissent pour leur part de 15,1% par rapport au troisième trimestre 2018 dans un marché peu porteur sur les activités de flux partiellement compensé par des volumes accrus d'émissions de produits structurés et une légère progression de Prime Services.

¹ Sous réserve des autorisations nécessaires

² Plateforme commune de Global Markets et Corporate Banking pour le financement des entreprises mise en place au premier trimestre 2019 (transfert de 28 M€ de revenus de Global Markets FICC à Corporate Banking ce trimestre)

³ Fixed Income, Currencies, and Commodities

Les revenus de Securities Services, à 535 millions d'euros, sont en hausse de 6,4% par rapport au troisième trimestre 2018 du fait de la croissance de l'activité. Les actifs en conservation et sous administration sont en forte hausse de 10,2% par rapport au 30 septembre 2018 en raison notamment de la migration réussie à fin mars des 180 Md\$ d'actifs de Janus Henderson. Le nombre de transactions est en hausse de 9,5% par rapport au même trimestre de l'année dernière. L'expertise du métier est reconnue avec le titre de « *Transaction Bank of the Year* » pour les activités de service titres attribué par le magazine *The Banker*.

Les revenus de Corporate Banking, à 1 039 millions d'euros, augmentent de 11,7% par rapport au troisième trimestre 2018 (+8,7% hors effet de la mise en place de la plateforme Capital Markets¹). Ils sont en progression dans toutes les zones mais tirés par le très bon développement de l'activité en Europe en lien avec un nombre significatif d'opérations et la montée en puissance de la plateforme Capital Markets auprès des clients. Les crédits, à 150 milliards d'euros, sont en hausse de 7,1%² par rapport au troisième trimestre 2018. Le métier confirme ses positions fortes sur les crédits syndiqués où il se classe n°1 dans la zone EMEA³. Dans le *trade finance*, il poursuit le renforcement de ses positions de n°1 en Europe et se classe n°2 pour la première fois en Asie. Les dépôts, à 146 milliards d'euros, augmentent pour leur part de 12,9%² par rapport au troisième trimestre 2018. Le métier confirme le succès de son développement digital avec 11 000 clients entreprises qui utilisent sa plateforme Centric pour un total de 19 000 connexions par jour. L'expertise du métier est reconnue avec le titre de « *Most Innovative Investment Bank* » attribué par le magazine *The Banker*.

Les frais de gestion de CIB, à 1 974 millions d'euros, augmentent de 4,8% par rapport au troisième trimestre 2018. L'effet de ciseau est largement positif (+7,2 points) grâce aux mesures d'économies et de transformation avec notamment la montée en charge des plateformes mutualisées, la mise en œuvre de processus digitalisés de bout en bout et l'automatisation des opérations.

Le résultat brut d'exploitation de CIB est ainsi en hausse de 32,0%, à 898 millions d'euros.

Le coût du risque de CIB est toujours bas, à 81 millions d'euros. Il augmente de 130 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2018 qui avait comptabilisé des reprises nettes de provisions de 49 millions d'euros. Il enregistre ce trimestre l'impact d'un dossier important.

CIB dégage ainsi un résultat avant impôt de 834 millions d'euros, en hausse sensible (+13,5%) par rapport au troisième trimestre 2018.

Pour les neuf premiers mois de 2019, les revenus du pôle, à 8 980 millions d'euros, augmentent de 6,3% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 avec une progression dans les trois métiers. Les revenus de Global Markets, à 4 230 millions d'euros, sont en hausse de 3,8% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 et augmentent de 5,8% hors effet de la mise en place de la nouvelle plateforme Capital Markets⁴. Les revenus de FICC⁵, à 2 743 millions d'euros, sont en hausse de 23,9% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 (+27,5% hors effet de la création de la nouvelle plateforme Capital Markets⁴) avec une bonne performance dans tous les segments et notamment un rebond sur le change. Les revenus d'Equity and Prime Services, à 1 487 millions d'euros, baissent de 20,1% par rapport à une base élevée l'année dernière. La reprise de l'activité n'a été que progressive en début d'année après le quatrième trimestre 2018 qui avait enregistré des baisses de marché extrêmes. Les revenus de Securities Services, à 1 647 millions d'euros, sont en hausse de 6,1% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 du fait notamment de la hausse des volumes, des nouveaux mandats ainsi que de l'impact positif d'une transaction spécifique. Les

¹ Plateforme commune de Global Markets et Corporate Banking pour le financement des entreprises mise en place au premier trimestre 2019 (transfert de 28 M€ de revenus de Global Markets FICC à Corporate Banking ce trimestre)

² Encours moyens à périmètre et change constants

³ Europe, Moyen-Orient, Afrique

⁴ Transfert de 81 M€ de revenus de Global Markets FICC à Corporate Banking sur les neuf premiers mois de 2019

⁵ Fixed Income, Currencies, and Commodities

revenus de Corporate Banking, à 3 102 millions d'euros, augmentent de 9,9% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 (+7,1% hors effet de la mise en place de la plateforme Capital Markets¹) tirés par le bon développement de l'activité en Europe et la poursuite de la croissance des activités de transaction (*cash management, trade finance*).

Les frais de gestion de CIB, à 6 434 millions d'euros, augmentent de 3,0% par rapport aux neuf premiers mois de 2018 en lien avec la hausse de l'activité et enregistrent l'effet des mesures de réduction des coûts et du plan de transformation (182 millions d'euros d'économies depuis le début de l'année). L'effet de ciseau est positif de 3,3 points.

Le résultat brut d'exploitation de CIB est ainsi en hausse de 15,4%, à 2 546 millions d'euros.

Le coût du risque de CIB est toujours bas, à 138 millions d'euros. Il était en reprise nette de 57 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2018 qui avaient enregistré des reprises de provisions significatives.

CIB dégage ainsi un résultat avant impôt de 2 406 millions d'euros, en hausse de 5,1% par rapport aux neuf premiers mois de 2018.

*
* *

AUTRES ACTIVITÉS

Le produit net bancaire des « Autres Activités » s'élève à 27 millions d'euros contre 9 millions d'euros au troisième trimestre 2018 qui incluait encore la contribution sur un mois de First Hawaiian Bank (55 millions d'euros)².

Les frais de gestion s'élèvent à 363 millions d'euros contre 415 millions d'euros au troisième trimestre 2018. Ils intègrent l'impact exceptionnel des coûts de transformation pour 178 millions d'euros (248 millions d'euros au troisième trimestre 2018), des coûts de restructuration des acquisitions³ pour 48 millions d'euros (19 millions d'euros au troisième trimestre 2018) et des mesures supplémentaires d'adaptation des métiers (plans de départ)⁴ pour 30 millions d'euros (0 au troisième trimestre 2018). Au troisième trimestre 2018, les frais de gestion comprenaient ceux de First Hawaiian Bank pour 27 millions d'euros.

Le coût du risque est négligeable de même qu'au troisième trimestre 2018.

Les autres éléments hors exploitation s'élèvent à 20 millions d'euros contre 285 millions d'euros au troisième trimestre 2018 qui enregistrait l'impact exceptionnel de la plus-value réalisée sur la cession de 30,3% de First Hawaiian Bank (+286 millions d'euros).

Le résultat avant impôt des « Autres Activités » s'établit ainsi à -299 millions d'euros contre -101 millions d'euros au troisième trimestre 2018.

¹ Transfert de 81 M€ de revenus de Global Markets FICC à Corporate Banking sur les neuf premiers mois de 2019

² Rappel : First Hawaiian Bank (FHB) a été sortie du périmètre de consolidation par intégration globale à compter du 1er août 2018 et sa contribution au compte de résultat a été réallouée rétroactivement en Autres Activités à compter du 1^{er} janvier 2018 (cf. nouvelles séries trimestrielles publiées le 29 mars 2019)

³ Coûts de restructuration liés notamment à l'acquisition de Raiffeisen Bank Polska et d'Opel Bank SA

⁴ BNL bc et Asset Management

Pour les neuf premiers mois de 2019, le produit net bancaire des « Autres Activités » s'élève à 117 millions d'euros contre 480 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018 qui enregistraient le produit net bancaire de First Hawaiian Bank (359 millions d'euros)¹. Les frais de gestion s'élèvent à 1 199 millions d'euros contre 1 360 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018. Ils intègrent l'impact exceptionnel des coûts de transformation pour 568 millions d'euros (721 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018), des coûts de restructuration des acquisitions² pour 148 millions d'euros (32 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018) et des mesures supplémentaires d'adaptation des métiers (plans de départ)³ pour 81 millions d'euros (0 sur les neuf premiers mois de 2018). Ils incluaient sur les neuf premiers mois de 2018 les frais de gestion de First Hawaiian Bank¹ pour 189 millions d'euros. Le coût du risque est en reprise nette de 2 millions d'euros (dotation nette de 36 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018 où il intégrait 13 millions d'euros de coût du risque de First Hawaiian Bank). Les autres éléments hors exploitation s'élèvent à 724 millions d'euros (441 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018). Ils enregistrent l'impact exceptionnel de la plus-value réalisée sur la cession de 16,8% de SBI Life en Inde suivie de la déconsolidation de la participation résiduelle de 5,2% (+1 450 millions d'euros) ainsi que de la dépréciation de goodwill (-818 millions d'euros). Ils intégraient sur les neuf premiers mois de 2018 la plus-value de cession d'un immeuble pour +101 millions d'euros ainsi que la plus-value réalisée sur la cession de 30,3% de First Hawaiian Bank (+286 millions d'euros). Le résultat avant impôt des « Autres Activités » s'établit ainsi à -291 millions d'euros contre -416 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2018.

*
* *

STRUCTURE FINANCIÈRE

Le Groupe a un bilan très solide.

Le ratio « common equity Tier 1 » s'élève à 12,0% au 30 septembre 2019, en hausse de 10 pb par rapport au 30 juin 2019, du fait principalement du résultat net du trimestre après prise en compte d'un taux de distribution de 50% (+10 pb). Les actifs pondérés sont stables à change constant grâce à l'effet plus marqué ce trimestre des titrisations compte tenu du report de certaines opérations qui n'avaient pu avoir lieu au premier semestre. Les autres effets, y compris l'effet change, sont au global négligeables sur le ratio.

Le ratio de levier⁴ s'élève à 4,0% au 30 juin 2019.

Les réserves de liquidité disponibles instantanément s'élèvent à 351 milliards d'euros et représentent une marge de manœuvre de plus d'un an par rapport aux ressources de marché.

*
* *

¹ Rappel : First Hawaiian Bank (FHB) a été sortie du périmètre de consolidation par intégration globale à compter du 1er août 2018 et sa contribution au compte de résultat a été réallouée rétroactivement en Autres Activités à compter du 1^{er} janvier 2018 (cf. nouvelles séries trimestrielles publiées le 29 mars 2019)

² Coûts de restructuration liés notamment à l'acquisition de Raiffeisen Bank Polska et d'Opel Bank SA

³ BNL bc et Asset Management

⁴ Calculé conformément à l'acte délégué de la Commission Européenne du 10 octobre 2014

BNP PARIBAS

RÉSULTATS AU 30 SEPTEMBRE 2019



31 OCTOBRE 2019



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Avertissement

Les chiffres figurant dans cette présentation ne sont pas audités.

BNP Paribas a publié le 29 mars 2019 des séries trimestrielles de l'année 2018 retraitées pour tenir compte en particulier (i) du transfert au 3^{ème} trimestre 2018 de l'activité Correspondent Banking au sein de CIB du métier Corporate Banking vers Securities Services et (ii) du transfert à partir du 1^{er} octobre 2018 de First Hawaiian Bank (FHB) du métier BancWest à Autres Activités à la suite de la cession de 43,6% de FHB en 2018 (cession du reliquat de la participation le 25 janvier 2019). Les modifications ne changent pas les résultats d'ensemble du Groupe mais seulement la ventilation analytique de IFS (BancWest), CIB (Corporate Banking, Securities Services) et Autres Activités. Les séries trimestrielles de l'exercice 2018 ont été retraitées de ces effets comme s'ils étaient intervenus au 1^{er} janvier 2018. Cette présentation reprend ces séries trimestrielles de 2018 ainsi retraitées.

Cette présentation contient des prévisions fondées sur des opinions et des hypothèses actuelles relatives à des événements futurs. Ces prévisions comportent des projections et des estimations financières qui se fondent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces prévisions qui sont soumises à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à BNP Paribas, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de BNP Paribas et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de BNP Paribas, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements étant incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats actuels pourraient différer significativement de ceux qui sont projetés ou impliqués dans les prévisions. BNP Paribas ne s'engage en aucun cas à publier des modifications ou des actualisations de ces prévisions. Il est rappelé dans ce cadre que le «Supervisory Review and Evaluation Process» est un processus conduit annuellement par la Banque Centrale Européenne, celle-ci pouvant modifier chaque année ses exigences relatives aux ratios réglementaires pour BNP Paribas.

Les informations contenues dans cette présentation, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que BNP Paribas, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement n'est donné à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni BNP Paribas ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence.

La somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté en raison des arrondis.



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 2

Messages clés 3T19

Bonne croissance de l'activité	Encours de crédits : +5,5% / 3T18
Nette progression des revenus	PNB : +5,3% / 3T18 (+4,0% à périmètre et change constants)
Effet de ciseau positif dans les trois pôles opérationnels	Frais de gestion : +2,0% / 3T18 (+0,4% à périmètre et change constants)
Coût du risque bas	41 pb*
Hausse du résultat net hors éléments exceptionnels (rappel : plus-value de cession de 30,3% de First Hawaiian Bank au 3T18**)	RNPG*** : 1 938 M€ (-8,8% / 3T18 ; +3,4% hors exceptionnels)
Poursuite de la hausse du ratio CET1	Ratio CET 1 : 12% (+10 pb / 30.06.19)

**Effet de ciseau positif
Ratio CET1 à 12%**

* Coût du risque / encours de crédit à la clientèle début de période (en pb) ; ** Plus-value de 286 M€ (cf diapositive 5) ; *** Résultat Net Part du Groupe

Résultats du Groupe

Résultats des pôles

Résultats détaillés du 9M19

Annexes

Principaux éléments exceptionnels - 3T19

Eléments exceptionnels		3T19	3T18
Frais de gestion			
■ Coûts de transformation – Plan 2020 (« Autres Activités »)		-178 M€	-248 M€
■ Coûts de restructuration* (« Autres Activités »)		-48 M€	-19 M€
■ Mesures additionnelles d'adaptation – plans de départ** (« Autres Activités »)		-30 M€	
	Total frais de gestion exceptionnels	-256 M€	-267 M€
Autres éléments hors exploitation			
■ Plus-value de cession de 30,3% de First Hawaiian Bank (« Autres Activités »)			+286 M€
	Total autres éléments hors exploitation exceptionnels		+286 M€
Total des éléments exceptionnels (avant impôt)		-256 M€	+19 M€
Total des éléments exceptionnels (après impôt)***		-178 M€	+79 M€

Effet de base défavorable du fait d'une plus-value de cession au 3T18

* Coûts de restructuration liés notamment à l'intégration de Raiffeisen Bank Polska ; ** BNL bc et Asset Management ; *** Part du Groupe

Groupe consolidé - 3T19

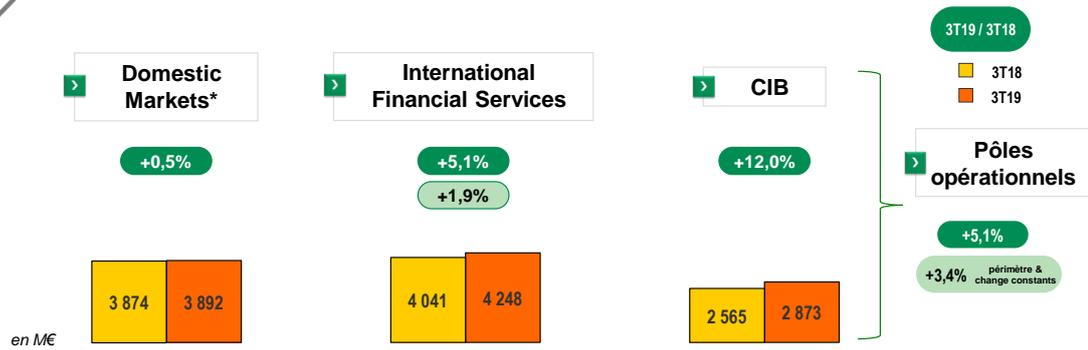
	3T19	3T18	%	
			Périmètre & change historiques	Périmètre & change constants
Produit net bancaire	10 896 M€	10 352 M€	+5,3%	+4,0%
Frais de gestion	-7 421 M€	-7 277 M€	+2,0%	+0,4%
Résultat brut d'exploitation	3 475 M€	3 075 M€	+13,0%	+12,4%
Coût du risque	-847 M€	-686 M€	+23,5%	+19,6%
Résultat d'exploitation	2 628 M€	2 389 M€	+10,0%	+10,3%
Éléments hors exploitation	177 M€	427 M€	n.s.	n.s.
Résultat avant impôt	2 805 M€	2 816 M€	-0,4%	+10,7%
Résultat avant impôt hors exceptionnels	3 061 M€	2 797 M€	+9,4%	+8,7%
Résultat net part du Groupe	1 938 M€	2 124 M€	-8,8%	
Résultat net part du Groupe hors exceptionnels*	2 116 M€	2 046 M€	+3,4%	

Rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE)** : 10,3%

Effet de ciseau positif
Hausse du résultat net hors exceptionnels

* Cf. diapositive 5 ; ** Calculée sur la base du résultat sur 9 mois ; cf. diapositive 78

Revenus des pôles opérationnels - 3T19

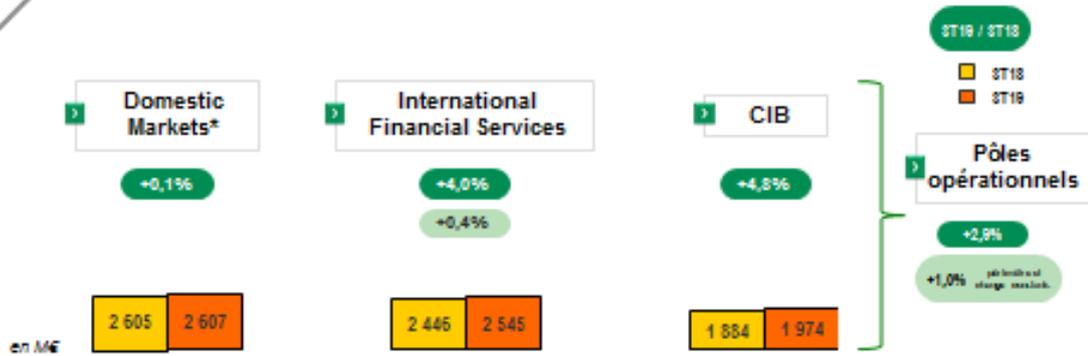


- Domestic Markets : poursuite de la croissance des métiers spécialisés mais baisse des revenus des réseaux du fait des taux bas
- IFS : poursuite de la croissance de l'activité et effet de change favorable ce trimestre
- CIB : forte performance ; hausse des revenus dans tous les métiers

Progression des revenus dans tous les pôles opérationnels

* Intégrant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg

Frais de gestion des pôles opérationnels - 3T19



- Domestic Markets : baisse des coûts dans les réseaux (-0,9%***) et hausse dans les métiers spécialisés en lien avec le développement de l'activité ; effet de ciseau positif (+0,4 pt)
- IFS : maîtrise des coûts, accompagnement de la croissance et effet de ciseau positif (+1,1 pt)
- CIB : hausse en lien avec la progression de l'activité, poursuite de la mise en œuvre active des programmes d'économies de coûts ; effet de ciseau positif (+7,2 pts)

Effet de ciseau positif dans les 3 pôles opérationnels Impact des mesures d'économies de coûts

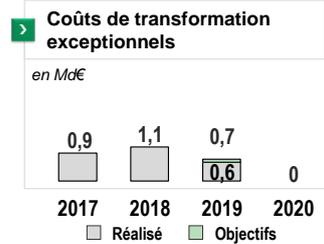
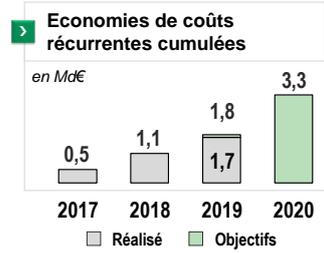
* Intégrant 100% de la Banque Privée en France, Italie, Belgique et Luxembourg ; ** 2007, 2010, 2012 et 2018

Plan de transformation 2020

5 leviers pour une nouvelle expérience clients & une banque plus digitale et efficace

1. Nouveaux parcours clients
2. Faire évoluer le modèle opérationnel
3. Adapter les systèmes d'informations
4. Mieux utiliser les données au service des clients
5. Travailler différemment

- Un programme ambitieux de nouvelle expérience clients, de transformation digitale & d'économies
- Economies de coûts : 1,7 Md€ depuis le lancement du projet
 - Dont 166 M€ enregistrées au 3T19
 - Répartition des économies de coût par pôle : 37% chez CIB ; 39% chez Domestic Markets ; 24% chez IFS
 - Rappel : objectif de 1,8 Md€ d'économies cette année
- Coûts de transformation : 178 M€ au 3T19*
 - 568 M€ sur 9M19
 - 0,7 Md€ de coûts de transformation prévus en 2019 ; pas de coûts de transformation en 2020
 - Rappel : 2,7 Md€ de coûts de transformation dans le cadre du plan



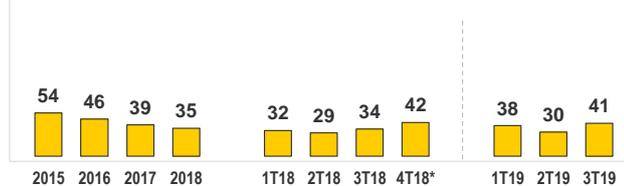
Coûts de transformation en ligne avec les objectifs Montée en charge des économies de coûts

* Répartition des coûts de transformation des métiers présentés en Autres Activités : diapositive 74

Evolution du coût du risque par métier (1/3)

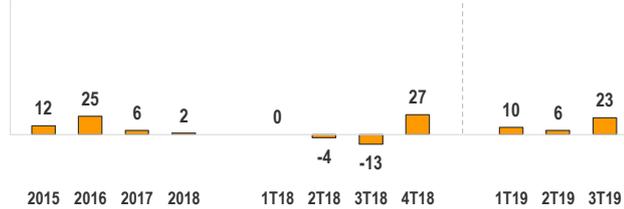
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

Groupe



- Coût du risque : 847 M€
 - +226 M€ / 2T19
 - +161 M€ / 3T18
- Rappels : reprises de provisions dans CIB au 3T18 et chez Personal Finance au 2T19

CIB - Corporate Banking



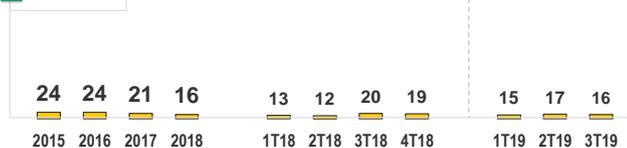
- Coût du risque : 88 M€
 - +67 M€ / 2T19
 - +134 M€ / 3T18
- Coût du risque toujours bas (impact d'un dossier significatif ce trimestre)
- Rappel : provisions plus que compensées par des reprises au 3T18

* Hors comptabilisation de la dotation en « stage 1 » du portefeuille d'encours non douteux de Raiffeisen Bank Polska

Evolution du coût du risque par métier (2/3)

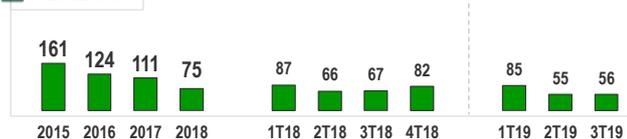
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

BDDF



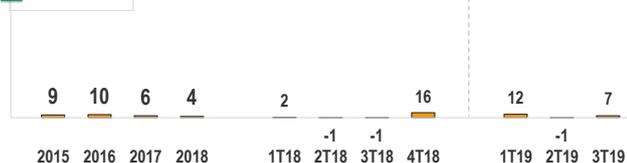
- Coût du risque : 75 M€
- 8 M€ / 2T19
- 15 M€ / 3T18
- Coût du risque toujours faible

BNL bc



- Coût du risque : 109 M€
- +2 M€ / 2T19
- 23 M€ / 3T18
- Baisse confirmée du coût du risque

BDDB

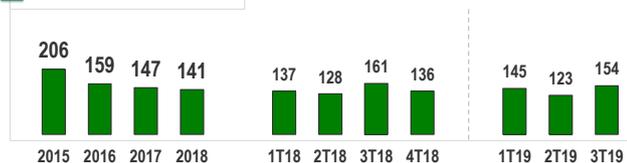


- Coût du risque : 20 M€
- +23 M€ / 2T19
- +24 M€ / 3T18
- Coût du risque toujours très bas
- Rappel 3T18 et 2T19 : dotations compensées par des reprises

Evolution du coût du risque par métier (3/3)

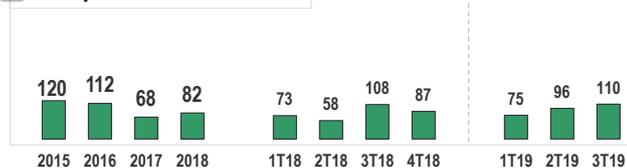
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

Personal Finance



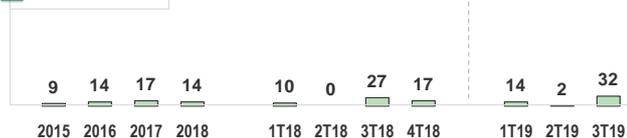
- Coût du risque : 366 M€
- +77 M€ / 2T19
- +21 M€ / 3T18
- Rappel 2T19 : coût du risque à un niveau bas du fait de reprises de provisions non récurrentes

Europe Méditerranée



- Coût du risque : 112 M€
- +14 M€ / 2T19
- +6 M€ / 3T18
- Coût du risque à un niveau modéré (stable en Turquie / 2T19)

BancWest

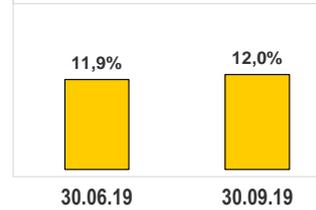


- Coût du risque : 43 M€
- +41 M€ / 2T19
- +9 M€ / 3T18
- Coût du risque toujours bas
- Rappel 2T19 : dotations compensées par des reprises

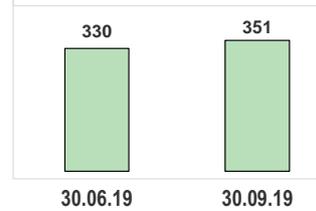
Structure financière

- Ratio CET1 : 12,0% au 30.09.19 (+10 pb / 30.06.19)
 - Résultat du 3T19 après prise en compte d'un taux de distribution de 50% (+10 pb)
 - Stabilité des actifs pondérés à change constant grâce à l'effet marqué des titrisations ce trimestre (rappel : report au premier semestre de certaines titrisations)
 - Impact limité au global des autres effets, y compris l'effet change, sur le ratio
- Ratio de levier* : 4,0% au 30.09.19
- Réserve de liquidité immédiatement disponible : 351 Md€** (330 Md€ au 30.06.19) : marge de manœuvre > 1 an / aux ressources de marché

> Ratio CET1



> Réserve de liquidité (Md€)**

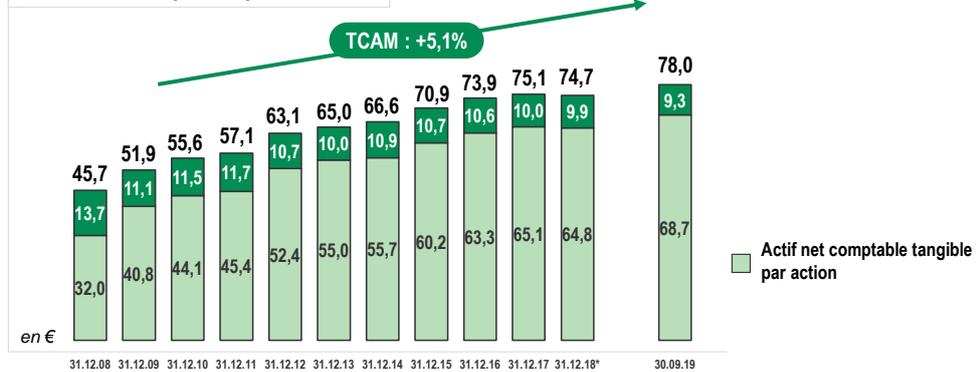


> **CET1 à 12,0%**

** Calculé conformément à l'acte délégué de la CE du 10.10.2014 sur l'ensemble des fonds propres Tier 1 : *Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales (« counterbalancing capacity ») tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, et diminués des besoins intra-journaliers des systèmes de paiement*

Actif net par action

> Actif net comptable par action



> **Croissance continue de l'actif net par action au travers du cycle**

* Rappel : impact sur les capitaux propres au 01.01.18 de la première application d'IFRS 9 : -2,5 Md€ soit 2 € par action

Une politique ambitieuse d'engagement dans la société Des impacts concrets

Un leader reconnu pour sa stratégie RSE

- 1^{ère} notation sollicitée de *Vigeo Eiris* : **A1+** ; 4^{ème} entreprise mondiale avec un score de 70/100
- Most Innovative Investment Bank** pour l'année 2019 notamment au titre des innovations en matière de développement durable (*The Banker*) *



Une stratégie RSE récompensée pour son engagement concret en faveur de :

Exemples de réalisations du 3T19

les Objectifs de Développement Durable de l'ONU (ODD)

- Membre fondateur des **Principles for Responsible Banking** à travers lesquels plus de 130 banques s'engagent à aligner leurs stratégies sur les ODD et sur l'Accord de Paris
- Adhésion au **Collective Commitment to Climate Action** : engagement des banques à s'aligner sur l'Accord de Paris pour financer une économie bas carbone
- Engagement en faveur de la **protection de l'océan** (ODD 14, « Vie Aquatique ») avec notamment 1 Md€ d'ici 2025 pour financer la transition écologique des navires
- Co-arrangeur pour **Enel** de ses 1^{ères} obligations avec des critères liés aux ODD (1,5 Md\$ et 2,5 Md€)



la société

- Membre de la **coalition mondiale Business for Inclusive Growth** qui a consacré 1 milliard de dollars à des projets pour l'égalité des chances, la promotion de la diversité et l'inclusion, et la réduction des inégalités territoriales
- Top 100 mondial pour l'égalité femmes hommes** selon l'ONG *Equileap***



* Octobre 2019 ; ** 63/100 en octobre 2019

BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 15

Un Contrôle Interne Renforcé

- Des procédures toujours plus solides en matière de conformité et de contrôle
 - Dispositif d'alerte éthique actualisé pour accroître la protection des lanceurs d'alerte
 - Poursuite de la mise en œuvre des mesures visant à renforcer les systèmes de contrôle et de conformité dans le cadre des activités de change
 - Poursuite de la convergence des outils de criblage des bases clients ainsi que de filtrage et de surveillance des transactions afin de renforcer et homogénéiser la gestion des risques de sécurité financière.
 - Finalisation du déploiement du modèle opérationnel cible du Groupe en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme pour les principales entités (harmonisation des processus et contrôles, convergence des outils et renforcement des détections)
 - MiFID II : un dispositif renforcé en cours de finalisation
 - Poursuite des missions de l'Inspection Générale dédiées à la Sécurité Financière : les entités centralisant leurs flux en dollars chez BNP Paribas New York sont auditées au moins tous les 18 mois. Le 3^{ème} cycle d'audit de ces entités, démarré début 2018, s'est terminé en juillet. Le suivant a commencé dès septembre.
- Poursuite de l'insertion opérationnelle d'une culture de conformité renforcée
 - Formations annuelles en e-learning obligatoires pour tous les collaborateurs sur la sécurité financière (Sanctions & Embargos, Lutte contre le Blanchiment & le Financement du Terrorisme) enrichies d'un module dédié à la lutte contre la corruption
 - Formation en ligne sur l'Éthique professionnelle rendue obligatoire pour tous les nouveaux entrants du Groupe
- Plan de remédiation décidé dans le cadre de l'accord global de juin 2014 avec les autorités des Etats-Unis très largement réalisé

BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 16

Résultats du Groupe

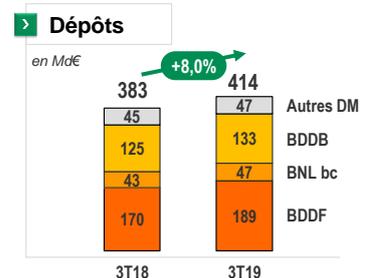
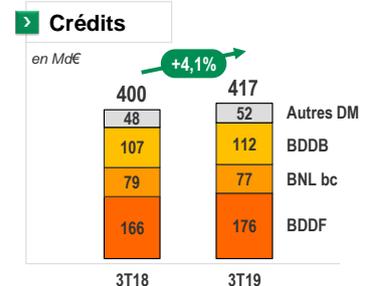
Résultats des pôles

Résultats détaillés du 9M19

Annexes

Domestic Markets - 3T19

- Hausse de l'activité commerciale
 - Crédits : +4,1% / 3T18, progression des crédits tant dans la banque de détail que dans les métiers spécialisés (Arval, Leasing Solutions)
 - Développement notamment des crédits aux entreprises : +4,4% / 3T18
 - Dépôts : +8,0% / 3T18, en hausse dans tous les pays
 - Banque privée : bon niveau de collecte nette (+1,6 Md€ au 3T19)
- Développement du digital
 - Accélération des usages mobiles de nos clients : nombre de connexions aux Apps > 78 millions au 3T19 (+35% / 3T18)
- PNB* : 3 892 M€ ; +0,5% / 3T18
 - Effet de la hausse de l'activité compensé par l'impact des taux bas
 - Poursuite de la croissance des métiers spécialisés
- Frais de gestion* : 2 607 M€ ; +0,1% / 3T18
 - Baisse dans les réseaux (-0,9%** / 3T18)
 - Hausse dans les métiers spécialisés du fait du développement de l'activité
 - Effet de ciseau positif (+0,4 pt)
- Résultat avant impôt*** : 975 M€ (+2,0% / 3T18)



 **Poursuite de la dynamique commerciale**
Effet de ciseau positif et hausse du résultat

* Intégrant 100% de la Banque Privée, hors effets PEL/CEL ; ** BDDF, BNL bc et BDDB ; *** Intégrant 2/3 de la Banque Privée, hors effets PEL/CEL

Domestic Markets - 3T19

Nouvelles expériences clients et transformation digitale

Digitaliser et simplifier le crédit immobilier

Des parcours de souscription du crédit immobilier simplifiés et digitalisés

- Souscription digitale de bout-en-bout : accord de principe instantané, offre digitale et e-signature
- Amélioration de l'expérience client : obtention de l'accord de crédit en 2 jours chez BDDF et remise de l'offre ferme en 7 jours chez BDDB

Accompagner les nouvelles attentes des clients de la Banque Privée

Faciliter les interactions avec les clients

- Lancement d'un modèle novateur de relation totalement à distance *e-Private* incluant tous les services de la Banque Privée pour les clients en France souhaitant plus d'autonomie
- Mise en place d'un centre de services *Privilege Connect* accessible sur des plages horaires élargies par « click to call »

Digitaliser l'expertise et les services & apporter un conseil plus pro-actif avec des solutions

- De conseil financier (ex : myImpact pour les investissements responsables en France)
- De conseil patrimonial (ex : PaxFamilia en Belgique)

Poursuivre l'adaptation de nos offres aux nouveaux usages

Lyf Pay : forte croissance du réseau d'acceptation* et des téléchargements

- 1 200 magasins supplémentaires ce trimestre acceptant Lyf Pay grâce à de nouveaux partenaires (ex : franprix, Groupe Etam)
- 4 000 téléchargements de l'app par jour en moyenne (2,4 millions en cumulé, +140% / 30.09.18)



Poursuite du développement de Nickel

- > 1,4 millions de comptes ouverts : +35% / 30.09.18
- 3^{ème} réseau de distribution en France avec 5 745 points de vente (buralistes) : +49% / 30.09.18

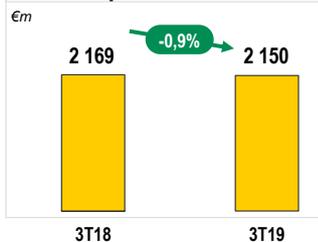


* Points de vente et autres points d'encaissement acceptant LyfPay

Domestic Markets - 3T19

Réduction des frais de gestion dans les réseaux

Frais de gestion des réseaux de banque de détail*

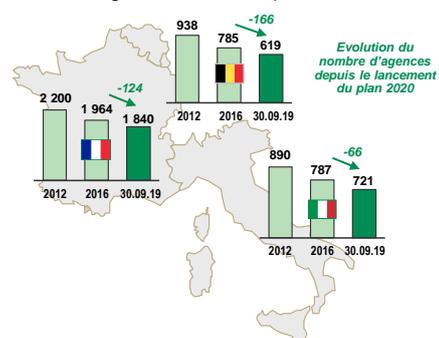


Déploiement actif de la transformation digitale et du nouveau modèle opérationnel

- Poursuite de la réduction des coûts dans les réseaux grâce à la mise en œuvre progressive du plan 2020

Poursuite de l'optimisation du réseau

- 356 agences fermées depuis le 31.12.2016



Simplification et adaptation du pilotage du dispositif d'agences

- Réalisées dans les 3 réseaux

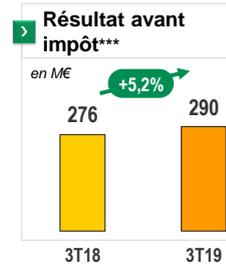
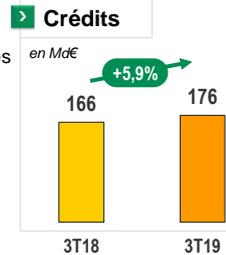
Poursuite de la réduction des coûts dans les réseaux

Transformation digitale et optimisation du réseau d'agences

* BDDF, BNL bc et BDDB, intégrant 100% de la Banque Privée

Domestic Markets Banque De Détail en France - 3T19

- Bonne dynamique commerciale dans un contexte de croissance économique
 - Crédits : +5,9% / 3T18, bonne croissance ; hausse notamment des crédits aux entreprises
 - Dépôts : +10,6% / 3T18, hausse des dépôts à vue
 - Succès de l'offre d'assurance dommages Cardif IARD* : 210 000 contrats vendus depuis le lancement en mai 2018 ; souscription d'assurances auto, habitation et scolaire désormais disponible en ligne
- Développement du digital et accélération des usages mobiles
 - Hello bank! : forte progression du nombre de clients (485 000 clients, +20% / 30.09.18)
 - Hausse sensible des utilisateurs actifs mobiles (+29% / 3T18) ; 14 connexions en moyenne par utilisateur et par mois
- PNB** : -0,2% / 3T18
 - Revenus d'intérêt : +0,6%, effet de la hausse des volumes largement compensé par l'environnement de taux bas
 - Commissions : -1,3%, baisse notamment des tarifs en début d'année sur les clientèles fragiles
- Frais de gestion** : -0,5% / 3T18
 - Effet de ciseau positif (+0,3 pt) grâce à l'adaptation des coûts à l'environnement de taux bas (optimisation du réseau et simplification du dispositif de pilotage)
- Résultat avant impôt*** : 290 M€ (+5,2% / 3T18)

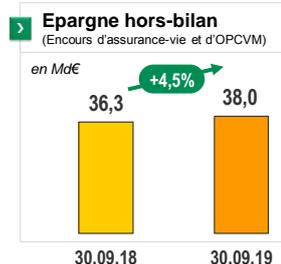
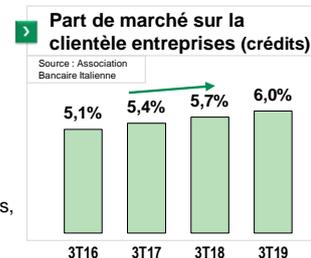


Poursuite de la dynamique commerciale Effet de ciseau positif et hausse du résultat

* Partenariat BNP Paribas Cardif et Matmut ; ** Intégrant 100% de la Banque Privée hors effets PEL/CEL ; *** Intégrant 2/3 de la BPF, hors effets PEL/CEL

Domestic Markets BNL banca commerciale - 3T19

- Progression de l'activité dans un contexte peu porteur
 - Crédits : -2,9% / 3T18, -0,5% hors impact des titrisations de crédits douteux*, gain de parts de marché sur les entreprises
 - Dépôts : +8,1% / 3T18, hausse des dépôts à vue des particuliers
 - Epargne hors-bilan : +4,5% / 30.09.18, poursuite de la hausse des encours d'assurance-vie
 - Succès des offres lancées au 3T18 avec Telepass (opérateur de télépéage) et Arval pouvant combiner notamment paiement des péages, location de véhicules, règlement du carburant : déjà > 54 000 clients, dont 78% de nouveaux clients
- PNB** : +0,5% / 3T18
 - Revenus d'intérêt : -0,7% / 3T18, impact de l'environnement de taux bas et du positionnement sur les clientèles avec un meilleur profil de risque
 - Commissions : +2,4% / 3T18, hausse des commissions bancaires et financières (progression des commissions sur épargne hors-bilan et activités de flux***)
- Frais de gestion** : +1,7% / 3T18
 - Base faible au 3T18
 - Mise en œuvre des nouvelles mesures d'économies (démarrage du plan de départ anticipé s'appuyant sur la nouvelle loi Quota 100 favorisant les départs en retraite)
- Résultat avant impôt**** : 98 M€ (+23,7% / 3T18)
 - Poursuite de la baisse du coût du risque

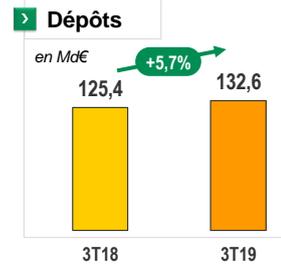
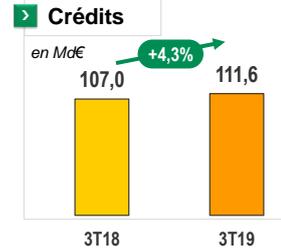


Baisse du coût du risque et hausse du résultat

* Titrisation de portefeuilles de crédits douteux de 1,0 Md€ au 2T19 et de 1,0 Md€ au 4T18 ; ** Intégrant 100% de la Banque Privée Italie ; *** Cash management et trade finance ; **** Intégrant 2/3 de la Banque Privée Italie

Domestic Markets Banque De Détail en Belgique - 3T19

- **Activité commerciale soutenue**
 - Crédits : +4,3% / 3T18, bonne progression des crédits aux entreprises et des crédits immobiliers
 - Dépôts : +5,7% / 3T18, croissance notamment des dépôts à vue
- **Développement du digital et amélioration de l'expérience client**
 - **Easy Banking** : nouvelles fonctionnalités permettant de demander en ligne un crédit à la consommation (déjà près de 15% de ventes digitales directes*)
 - **Easy Banking Business** : déjà >50% des clients entreprises utilisateurs actifs**
- **PNB*** : -3,8% / 3T18**
 - Revenus d'intérêt : -4,8% / 3T18, impact de l'environnement de taux bas
 - Commissions : -0,9% / 3T18, baisse des commissions financières mais hausse des commissions bancaires du fait de la bonne production de crédits
- **Frais de gestion*** : -3,9% / 3T18**
 - Effet de ciseau positif grâce aux mesures de réduction des coûts
 - -78 agences / 30.09.18 (-11%)
- **Résultat avant impôt**** : 281 M€ (-11,5% / 3T18)**
 - Rappel coût du risque 3T18 : dotations compensées par des reprises



Dynamique commerciale soutenue Adaptation des coûts à l'impact des taux bas

* Août 2019 ; ** Au moins une utilisation dans les 3 derniers mois ; *** Intégrant 100% de la Banque Privée Belgique ; **** Intégrant 2/3 de la Banque Privée en Belgique



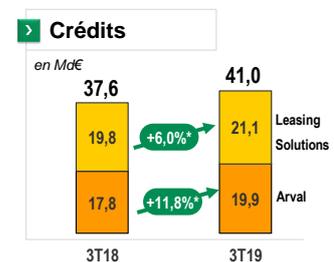
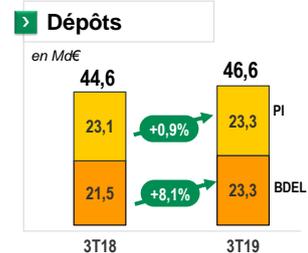
BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 23

Domestic Markets Autres Activités - 3T19



- **Croissance des métiers spécialisés**
 - Arval : progression de +8,7% du parc financé / 3T18*
 - Leasing Solutions : croissance des encours de +6,0% / 3T18*
 - Personal Investors (PI) : hausse des actifs sous gestion de +6,4% / 30.09.18
 - Nickel : 85 000 ouvertures de comptes ce trimestre ; >1,4 millions de comptes ouverts au 30.09.19
- **Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL)**
 - Hausse des crédits immobiliers et aux entreprises, bonne collecte de dépôts
 - Nouvelles expériences clients pour les crédits immobiliers : simplification du parcours client et accélération des délais d'obtention de l'accord de crédit
- **PNB** : +6,9% / 3T18**
 - En lien avec la croissance de l'activité de tous les métiers, hausse sensible des revenus de Nickel
- **Frais de gestion** : +5,0% / 3T18**
 - En lien avec le développement de l'activité
 - Effet de ciseau positif (+1,9 pts)
- **Résultat avant impôt*** : 306 M€ (+8,0% / 3T18)**



Poursuite de la dynamique de croissance Effet de ciseau positif et hausse du résultat

* A périmètre et change constants ; ** Intégrant 100% de la Banque Privée au Luxembourg ; *** Intégrant 2/3 de la Banque Privée au Luxembourg



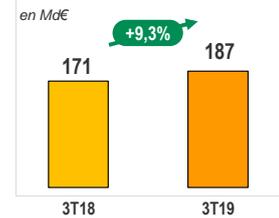
BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 24

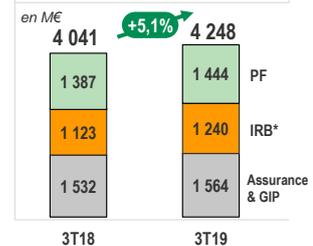
International Financial Services - 3T19

- **Activité commerciale soutenue**
 - Encours de crédits : +9,3% / 3T18 (+4,5% à périmètre et change constants)
 - Collecte nette : +3,5 Md€ ; hausse des actifs sous gestion : +4,1% / 30.09.18
 - Digital : mise en œuvre active dans tous les réseaux de banque de détail et les métiers spécialisés de la transformation digitale et des nouvelles technologies
- **PNB : 4 248 M€ ; +5,1% / 3T18**
 - En lien avec la bonne progression de l'activité
 - Effet de change favorable (appréciation du dollar et de la livre turque)
 - +1,9% à périmètre et change constants
- **Frais de gestion : 2 545 M€ ; +4,0% / 3T18**
 - Effet de ciseau positif (+1,1 pt)
 - +0,4% à périmètre et change constants : accompagnement de la croissance largement compensée par la mise en œuvre des mesures d'économie de coûts
- **Résultat d'exploitation : 1 186 M€ (+6,9% / 3T18)**
 - +5,3% à périmètre et change constants
- **Résultat avant impôt : 1 305 M€ (+6,7% / 3T18)**
 - +5,7% à périmètre et change constants

Encours de crédit



PNB



Poursuite de la croissance
Effet de ciseau positif et hausse du résultat

* Europe Med et BancWest, intégrant 2/3 de la Banque Privée en Turquie et aux Etats-Unis

International Financial Services - 3T19

Nouvelles expériences clients et transformation digitale

Optimiser l'expérience client

- ▶ **Développement de nouvelles solutions de contacts à distance avec les clients**
 - BNP Paribas Bank Polska : lancement d'un système en ligne de *video, chat and co-browsing** accessible via l'application Gomobile (306 000 utilisateurs, +95% / 30.09.18)
 - Personal Finance : lancement du Digital Lab Chatbot Generator pour permettre de développer facilement des *chatbots* dans les différents pays d'implantation
- ▶ **Généralisation de la signature électronique** : > 1,3 millions de contrats signés électroniquement et > 28 millions de relevés mensuels digitaux chez Personal Finance
- ▶ Poursuite du développement de **nouvelles fonctionnalités self care** pour faciliter l'accès aux services sur mobile
 - Wealth Management : progression de la pénétration des outils digitaux avec **>70% des clients équipés** de *myWealth*, la banque privée en ligne de Wealth Management
 - Personal Finance : **> 62 millions d'opérations self care** réalisées par le client (86% du total)



Nouvelles technologies et business modèles innovants

- ▶ **Développement soutenu de la robotique**
 - **> 300 robots** (contrôles, reportings, traitement de données) et **27 chatbots** opérationnels
- ▶ **Accélération du nombre de projets d'intelligence artificielle et d'analyse des données**
 - **>140 projets** déjà opérationnels ou en cours de développement dans différents domaines : serveurs vocaux interactifs en langage naturel, plateformes d'aide à la décision, suivi de satisfaction clientèle...



* Possibilité offerte au client d'être en interaction avec son conseiller grâce à la vidéo et la co-navigation en ligne

International Financial Services Personal Finance - 3T19

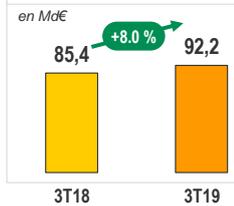


- Poursuite de la dynamique commerciale
 - Encours de crédits : +8,0% / 3T18, effet principalement des nouveaux partenariats
 - Niveau soutenu des titrisations ce trimestre : 3 opérations* réalisées pour 2,8 Md€
 - Crédit auto : renforcement du partenariat avec BYmyCAR, 1^{er} distributeur automobile français indépendant
 - Nouveau partenariat avec Leroy Merlin au Brésil
 - Démarrage prometteur en Italie de la banque digitale de Findomestic lancée en avril, s'appuyant sur une marque forte et une base de 2,5 millions de clients actifs : déjà 50 000 comptes bancaires ouverts avec un bon niveau d'activité
- Développement du digital
 - 180 robots en activité (+85% / fin 2018 ; objectif de 200 robots d'ici fin 2019)
- PNB : +4,1% / 3T18
 - En lien avec la hausse des volumes et le positionnement sur les produits offrant un meilleur profil de risque
 - Bonne croissance des revenus notamment en Italie, Espagne et Allemagne
- Frais de gestion : +3,9% / 3T18
 - Effet de ciseau positif (+0,3 point) grâce aux mesures d'économies de coûts
 - Coefficient d'exploitation : 45,9%
- Résultat avant impôt : 434 M€ (+2,4% / 3T18)

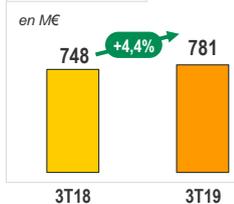
BYmyCAR

findomestic

Encours consolidés



RBE



Poursuite de la croissance et hausse du résultat

* Non déconsolidantes

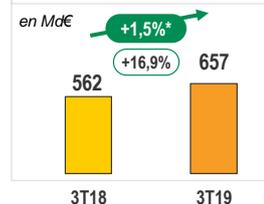
BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 27

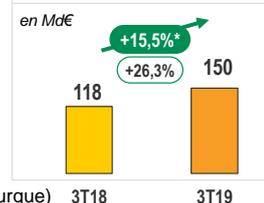
International Financial Services Europe Méditerranée - 3T19

- Activité commerciale
 - Crédits : -0,2%* / 3T18, baisse en Turquie en lien avec un positionnement sélectif mais progression notamment en Pologne et au Maroc
 - Dépôts : -2,6%* / 3T18, optimisation notamment du coût des dépôts en Pologne (réduction des dépôts les plus onéreux sur la clientèle des entreprises)
 - Développement du digital : déjà 2,7 millions de clients digitaux**
- Tunisie : annonce de la cession d'une participation de 39% dans le capital de l'UBCI (bouclage de l'opération prévu en 2020)***
- PNB**** : +1,5%* / 3T18
 - Effet de la hausse des marges et bon niveau des commissions
- Frais de gestion**** : +0,2%* / 3T18
 - Maîtrise des coûts ; effet de ciseau positif (+1,3 pt)
 - Mise en œuvre des synergies de coûts en Pologne à la suite de l'intégration de Raiffeisen Bank Polska (fermeture de 147 agences sur 9M19) et effet des mesures de transformation dans l'ensemble des géographies
- Résultat avant impôt**** : 150 M€ (+15,5%*) / 3T18
 - Baisse du coût du risque (-9,3%* / 3T18)
 - Résultat avant impôt à périmètre et change historique : +26,3% (hausse de la livre turque)

PNB****



Résultat avant impôt****



Effet de ciseau positif Forte hausse du résultat

* A périmètre et change constants (cf. données à périmètre et change historiques en annexe) ; ** Clients de la banque digitale ou utilisant les services digitaux au moins une fois par mois ; *** Cession annoncée le 28.08.19, bouclage de l'opération prévu en 2020 sous réserve des autorisations réglementaires ; **** Incluant 100% de la Banque Privée en Turquie ; ***** Incluant 2/3 de la Banque Privée en Turquie

BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 28

International Financial Services BancWest - 3T19

● Activité commerciale

- Crédits : +2,4%* / 3T18, croissance modérée des crédits aux particuliers et aux entreprises
- Dépôts : +4,3%* / 3T18, progression sensible des dépôts de la clientèle** (+5,0%)
- Banque Privée : 15,3 Md\$ d'actifs sous gestion au 30.09.19 (+8,1%* / 30.09.18)
- Ventes croisées : 46 opérations réalisées conjointement avec CIB sur 9M19



● Développement du digital et amélioration de l'expérience clients

- >16 700 ouvertures de comptes faites en ligne au 3T19 (+23% / 3T18)

● PNB*** : -0,9%* / 3T18

- Baisse de la marge d'intérêt dans un environnement de taux moins favorable partiellement compensée par la hausse de l'activité et des commissions

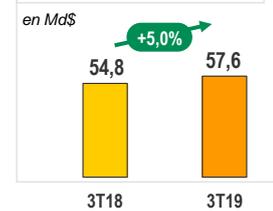
● Frais de gestion*** : -4,2%* / 3T18

- Effet de ciseau largement positif
- Poursuite de la baisse des effectifs (-5,4% / 30.09.18)
- Effets du transfert de fonctions support dans une localisation à moindres coûts (Arizona) ; mutualisation de certaines fonctions avec CIB

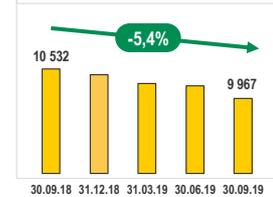
● Résultat avant impôt**** : 119 M€ (+7,4%* / 3T18)

- +10,5% à périmètre et change historiques (effet de change positif)

> Dépôts clientèle*



> Evolution des effectifs****



Effet de ciseau positif
Baisse des coûts dans un contexte de taux moins favorable

* A périmètre et change constants (cours moyens USD/EUR : +4,6% / 30.09.18 ; cf. données à périmètre et change historiques en annexe) ; ** Dépôts hors dépôts auprès de la trésorerie ; *** Intégrant 100% de la Banque Privée aux Etats-Unis ; **** Intégrant 2/3 de la Banque Privée aux Etats-Unis ; ***** Y compris assistants externes



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 29

International Financial Services Assurance et GIP - Collecte et actifs sous gestion - 9M19

● Actifs sous gestion* : 1 110 Md€ au 30.09.19

- +8,0% / 31.12.18 (+4,1% / 30.09.18)
- Collecte nette : +13,8 Md€
- Effet performance largement positif (+65,5 Md€) en lien avec le rebond des marchés financiers
- Effet change favorable (+8,3 Md€)
- Autres : déconsolidation de SBI Life au 30.06.19 (-3,6 Md€)

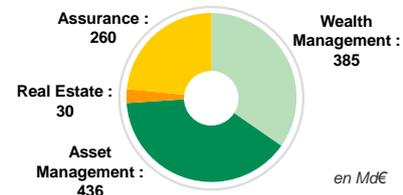
> Evolution des actifs sous gestion*



● Collecte nette : +13,8 Md€ au 9M19

- Wealth Management : bonne collecte nette notamment en Belgique, en Allemagne et en Asie
- Asset Management : légère décollecte (baisse sur les fonds monétaires au 3T19)
- Assurance : part significative de la collecte en unités de compte ; bonne croissance en Asie

> Actifs sous gestion* au 30.09.19



Forte hausse des actifs sous gestion
Bon niveau de collecte nette

* Y compris actifs distribués

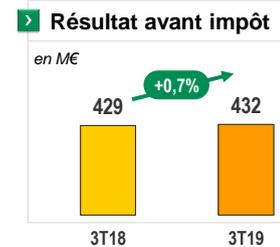
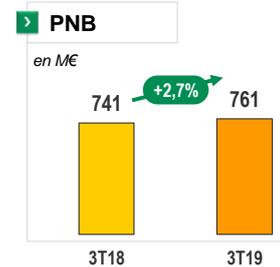


BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 30

International Financial Services Assurance - 3T19

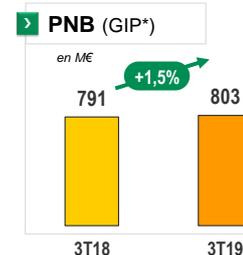
- Poursuite du développement de l'activité
 - Poursuite de la diversification de la collecte en épargne avec une part en unités de compte en progression en France et à l'international
 - Croissance de l'épargne et de la protection à l'international
 - Poursuite du développement de l'offre d'assurance dommages dans le réseau de BDDF via Cardif IARD
- Mise en œuvre de la transformation digitale et des nouvelles technologies
 - Assurance individuelle des emprunteurs en France : lancement d'un nouveau parcours d'adhésion entièrement digitalisé avec 90% de réponses immédiates (Cardif Libertés Emprunteur)
- PNB : 761 M€ ; +2,7% / 3T18
 - Croissance tirée notamment par l'Italie, l'Asie et l'Amérique Latine
- Frais de gestion : 370 M€ ; +5,6% / 3T18
 - En lien avec le développement du métier
 - Effet de ciseau positif sur 9M19
- Résultat avant impôt : 432 M€ ; +0,7% / 3T18



Poursuite de la croissance

International Financial Services Gestion Institutionnelle et Privée* - 3T19

- Wealth Management : un acteur mondial reconnu
 - « Best Private Bank in Hong Kong » (The Asset AAA Awards)
 - « Outstanding Global Private Bank in Europe » (Private Banker International)
- Asset Management : poursuite de l'adaptation du métier
 - Amplification de l'adaptation : lancement d'un plan de rationalisation de l'offre produits, de l'organisation géographique et des structures
 - 3 distinctions aux « Corbeilles Mieux Vivre Votre Argent 2019 » : Corbeille d'or sur un an**, Corbeille Long terme sur 5 ans**, meilleure gamme de fonds diversifiés sur 1 an
- Real Estate : fort niveau d'activité, notamment en Allemagne
- PNB : 803 M€ ; +1,5% / 3T18
 - Hausse des revenus tirée par Real Estate et Wealth Management
- Frais de gestion : 649 M€ ; -0,8% / 3T18
 - Effet des mesures du plan de transformation, notamment dans l'Asset Management (décommissionnement progressif de 50 applications d'ici début 2020 après le déploiement réussi de la solution d'outsourcing informatique Aladdin)
 - Effet de ciseau positif (+2,3 pt)
- Résultat avant impôt : 170 M€ ; +18,3% / 3T18

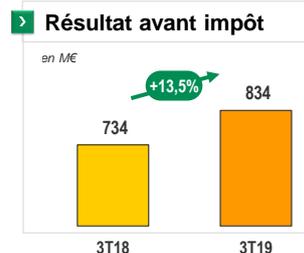
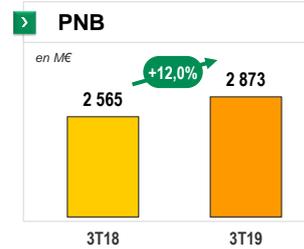


Effet de ciseau positif et forte hausse du résultat

Corporate and Institutional Banking - 3T19

Synthèse

- Poursuite de la mise en œuvre de la transformation
 - Amplification de l'industrialisation (62 M€ d'économies de coûts au 3T19)
 - Croissance sélective sur les clientèles cibles (ex : signature de l'accord avec Deutsche Bank sur le *prime brokerage* et l'*electronic execution**)
 - Optimisation de certaines activités (ex : apport d'activités à la plateforme de distribution de fonds Allfunds contre une participation stratégique*)
- PNB : 2 873 M€ (+12,0% / 3T18)
 - Croissance soutenue dans les trois métiers : Global Markets (+17,2%**), Corporate Banking (+8,7%***) et Securities Services (+6,4%)
 - Poursuite du renforcement des positions de clientèle
- Frais de gestion : 1 974 M€ (+4,8% / 3T18)
 - Effet de ciseau largement positif (+7,2 pts) grâce aux mesures d'économies et de transformation (automatisation, processus *end to end*, plateformes partagées...)
- Résultat avant impôt : 834 M€ (+13,5% / 3T18)



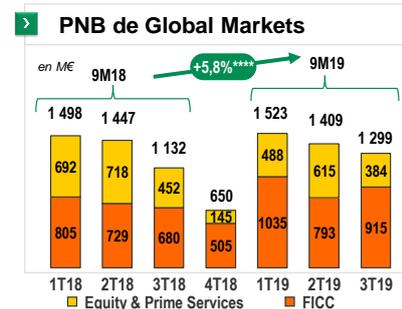
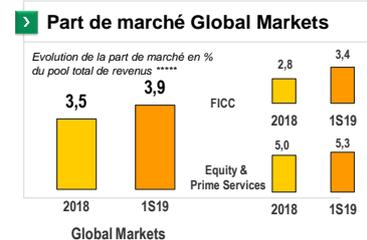
Progression des revenus et effet de ciseau positif Forte hausse du résultat

* Sous réserve de l'accord des autorités réglementaires et des autorisations nécessaires ; ** Hors effet de la création de Capital Markets (transfert de 28 M€ de revenus de Global Markets FICC à Corporate Banking au 3T19)

Corporate and Institutional Banking - 3T19

Global Markets - Activité et Revenus

- Signature avec Deutsche Bank de l'accord sur les activités de *prime brokerage* et d'*electronic execution**
 - Assurer une continuité de service aux gestionnaires de fonds clients de Deutsche Bank via un transfert de la technologie et du personnel nécessaires
 - Très bonne dynamique dans la préparation de la période de transition
- Activité en croissance
 - Dynamique positive s'appuyant sur des gains de part de marché
 - Emissions obligataires : n°1 pour les émissions en Euros, n°1 dans la zone EMEA, n°8 pour les émissions internationales et n°2 mondial pour les obligations durables**
- PNB : 1 299 M€ (+14,7% / 3T18)
 - +17,2% hors effet de la mise en place de la plateforme Capital Markets avec Corporate Banking***
 - FICC : +38,7%**** par rapport à un contexte peu favorable au 3T18, forte progression des marchés primaires et du crédit, rebond du change et des marchés émergents, bonne performance des taux
 - Equity & Prime Services : -15,1% / 3T18, marché peu porteur sur les flux partiellement compensé par les produits structurés, légère progression de Prime Services



Croissance soutenue de l'activité et des revenus

* Sous réserve de l'accord des autorités réglementaires ; ** Source : Dealogic septembre 2019, en volume ; *** Transfert de 28 M€ de revenus de Global Markets FICC à Corporate Banking au 3T19 (31 M€ au 1T19 et 22 M€ 2T19) ; **** Hors effet de Capital Markets ; ***** Source : Coalition Proprietary Analytics, basé sur le périmètre produits BNP Paribas et à taux de change historique

Corporate and Institutional Banking - 3T19

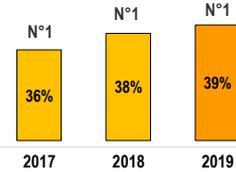
Corporate Banking - Activité et Revenus

- Renforcement des positions de clientèle
 - Bonne dynamique commerciale : niveau d'activité soutenu avec un nombre significatif d'opérations ce trimestre
 - Hausse des crédits (150 Md€, +7,1%* / 3T18) et des dépôts (146 Md€, +12,9%* / 3T18)
 - Trade finance : renforcement des positions de n°1 en Europe pour la 2ème année consécutive et n°2 pour la 1ère fois en Asie (*Greenwich Share Leaders*)
 - N°1 pour les financements syndiqués dans la zone EMEA**
 - « Most Innovative Investment Bank » (*The Banker*)
- Poursuite du développement du digital
 - 11 000 clients entreprises représentant plus de 106 000 utilisateurs et 19 000 connections par jour pour la plateforme Centric à fin septembre 2019
- PNB : 1 039 M€ (+11,7% / 3T18)
 - +8,7% hors effet de la mise en place de la plateforme Capital Markets avec Global Markets***
 - Progression dans toutes les zones, fort développement en Europe tiré par la montée en puissance de la plateforme Capital Markets auprès des clients



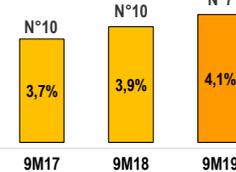
Trade Finance en Europe

Evolution du taux de pénétration sur les grandes entreprises*** (en %)



Investment Banking (EMEA)

Evolution du classement et de la part de marché en revenus**



Fort développement de l'activité et des revenus

* Encours moyens à périmètre & change constants ; ** Source Dealogic sept 19 ; classement financements (bookrunner en volume), classement investment banking (en revenus) ; EMEA : Europe, Moyen-Orient, Afrique ; *** Transfert de 28 M€ de revenus de Global Markets FICC à Corporate Banking au 3T19 ; **** Source Greenwich Share Leaders, 2017-2019



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 35

Corporate and Institutional Banking - 3T19

Securities Services - Activité et Revenus

- Une expertise mondiale reconnue
 - *Transaction Bank of the Year* pour les activités de services titres (*The Banker*)*
 - *Custodian of the Year* en Asie (*Asia Risk Award*)**
- Accord de partenariat avec Allfunds***
 - Allfunds : une des plateformes leaders au niveau mondial dans les services de distribution de fonds (« *Wealthtech* »)
 - Apport de certaines activités à la plateforme de distribution de Allfunds contre une participation stratégique de 22,5%
- Bonne activité et progression des actifs
 - Hausse des actifs en conservation et sous administration (+10,2% / 30.09.2018) avec notamment l'intégration des actifs de Janus Henderson depuis fin mars 2019
 - Hausse du nombre de transactions (+9,5% 3T18)
- PNB : 535 M€ (+6,4% / 3T18)



Actifs en conservation (AuC) et sous administration (AuA)

Encours fin de période en 000 Md€



Progression de l'activité et des revenus

* The Banker (Transaction Banking Awards 2019) ; ** AsiaRisk Awards 2019 ; *** Sous réserve de l'accord des autorités réglementaires et des autorisations nécessaires



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 36

Conclusion



**Succès des nouvelles expériences digitales
déployées pour la clientèle**



**Progression des revenus et effet de ciseau positif
dans les 3 pôles opérationnels**



Rendement des fonds propres tangibles (ROTE) : 10,3%



Ratio CET1 à 12,0%



Résultats du Groupe

Résultats des pôles

Résultats détaillés du 9M19

Annexes



Principaux éléments exceptionnels - 9M19

Eléments exceptionnels		9M19	9M18
Frais de gestion			
■ Coûts de transformation – plan 2020 («Autres Activités»)		-568 M€	-721 M€
■ Coûts de restructuration* («Autres Activités»)		-148 M€	-32 M€
■ Mesures additionnelles d'adaptation – plans de départ** («Autres Activités»)		-81 M€	
Total frais de gestion exceptionnels		-797 M€	-753 M€
Autres éléments hors exploitation			
■ Dépréciation de goodwill («Autres Activités»)		-818 M€	
■ Plus-value de cession de 16,8% de SBI Life et déconsolidation de la participation résiduelle*** («Autres Activités»)		+1 450 M€	
■ Plus-value de cession de 30,3% de First Hawaiian Bank («Autres Activités»)			+286 M€
■ Plus-value sur la cession d'un immeuble («Autres Activités»)			+101 M€
Total autres éléments hors exploitation		+631 M€	+387 M€
Total des éléments exceptionnels (avant impôt)		-166 M€	-366 M€
Total des éléments exceptionnels (après impôt)****		0 M€	-169 M€

*Coûts de restructuration liés notamment à l'intégration de Raiffeisen Bank Polska et d'Opel Bank SA ; **BNL bc et Asset Management ; *** Participation résiduelle de 5,2% dans SBI Life ; **** Part du Groupe

Groupe consolidé - 9M19

	9M19	9M18	%	
			Périmètre & change historiques	Périmètre & change constants
Produit net bancaire	33 264 M€	32 356 M€	+2,8%	+2,8%
Frais de gestion	-23 305 M€	-22 905 M€	+1,7%	+0,6%
Résultat brut d'exploitation	9 959 M€	9 451 M€	+5,4%	+8,1%
Coût du risque	-2 237 M€	-1 868 M€	+19,8%	+18,6%
Résultat d'exploitation	7 722 M€	7 583 M€	+1,8%	+5,4%
Eléments hors exploitation	1 143 M€	942 M€	n.s.	n.s.
Résultat avant impôt	8 865 M€	8 525 M€	+4,0%	-5,2%
Résultat net part du Groupe	6 324 M€	6 084 M€	+3,9%	
Résultat net part du Groupe hors éléments exceptionnels*	6 324 M€	6 253 M€	+1,1%	

**Effet de ciseau positif
Hausse du résultat net**

* Cf. diapositive 39

Groupe BNP Paribas - 9M19

En millions d'euros	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19 / 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
Groupe								
Produit net bancaire	10 896	10 352	+5,3%	11 224	-2,9%	33 264	32 356	+2,8%
Frais de gestion	-7 421	-7 277	+2,0%	-7 435	-0,2%	-23 305	-22 905	+1,7%
Résultat Brut d'exploitation	3 475	3 075	+13,0%	3 789	-8,3%	9 959	9 451	+5,4%
Coût du risque	-847	-686	+23,5%	-621	+36,4%	-2 237	-1 868	+19,8%
Résultat d'exploitation	2 628	2 389	+10,0%	3 168	-17,0%	7 722	7 583	+1,8%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	143	139	+2,9%	180	-20,6%	457	433	+5,5%
Autres éléments hors exploitation	34	288	-88,2%	29	+17,0%	686	509	+34,8%
Éléments hors exploitation	177	427	-58,6%	209	-15,3%	1 143	942	+21,3%
Résultat avant impôt	2 805	2 816	-0,4%	3 377	-16,9%	8 865	8 525	+4,0%
Impôt sur les bénéfices	-767	-583	+31,6%	-795	-3,5%	-2 229	-2 059	+8,3%
Intérêts minoritaires	-100	-109	-8,3%	-114	-12,3%	-312	-382	-18,3%
Résultat net part du groupe	1 938	2 124	-8,8%	2 468	-21,5%	6 324	6 084	+3,9%
Coefficient d'exploitation	68,1%	70,3%	-2,2 pt	66,2%	+1,9 pt	70,1%	70,8%	-0,7 pt

- Impôt sur les bénéfices : taux moyen de 24,2% sur 9M19 (impact positif de la plus-value de cession de 16,8% de SBI Life plus faiblement taxée)
- Pôles opérationnels :

(9M19/9M18)	Périmètre & change historiques	Périmètre & change constants
Produit net bancaire	+4,0%	+2,8%
Frais de gestion	+2,6%	+0,8%
Résultat brut d'exploitation	+6,9%	+6,9%
Coût du risque	+22,2%	+20,1%
Résultat d'exploitation	+3,6%	+4,0%
Résultat avant impôt	+2,4%	+3,9%



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 41

Retail Banking and Services - 9M19

En millions d'euros	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19 / 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
Produit net bancaire	8 006	7 774	+3,0%	8 045	-0,5%	24 147	23 421	+3,1%
Frais de gestion	-5 084	-4 978	+2,1%	-5 002	+1,6%	-15 672	-15 301	+2,4%
Résultat Brut d'exploitation	2 922	2 796	+4,5%	3 042	-3,9%	8 475	8 120	+4,4%
Coût du risque	-765	-736	+3,8%	-604	+26,7%	-2 101	-1 889	+11,2%
Résultat d'exploitation	2 158	2 060	+4,8%	2 439	-11,5%	6 374	6 230	+2,3%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	119	117	+2,3%	151	-21,0%	378	355	+6,5%
Autres éléments hors exploitation	3	3	+9,7%	-27	n.s.	-23	62	n.s.
Résultat avant impôt	2 280	2 179	+4,6%	2 563	-11,0%	6 730	6 647	+1,2%
Coefficient d'exploitation	63,5%	64,0%	-0,5 pt	62,2%	+1,3 pt	64,9%	65,3%	-0,4 pt
Fonds propres alloués (Md€)						54,7	52,1	+5,0%

Incluant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique, au Luxembourg, chez BancWest et TEB pour les lignes PNB à Résultat avant impôt



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 42

Domestic Markets - 9M19

	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19/ 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	3 892	3 874	+0,5%	3 925	-0,8%	11 778	11 781	-0,0%
Frais de gestion	-2 607	-2 605	+0,1%	-2 516	+3,6%	-8 107	-8 104	+0,0%
Résultat Brut d'exploitation	1 285	1 269	+1,3%	1 408	-8,8%	3 671	3 677	-0,2%
Coût du risque	-245	-251	-2,1%	-214	+14,6%	-767	-725	+5,8%
Résultat d'exploitation	1 040	1 018	+2,1%	1 194	-12,9%	2 905	2 952	-1,6%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	5	-83,1%	2	-49,7%	-3	-3	+3,8%
Autres éléments hors exploitation	2	0	n.s.	-6	n.s.	-3	2	n.s.
Résultat avant impôt	1 043	1 024	+1,9%	1 190	-12,4%	2 899	2 951	-1,8%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-67	-67	-0,1%	-68	-1,6%	-194	-206	-5,6%
Résultat avant impôt de Domestic Markets	975	956	+2,0%	1 122	-13,0%	2 705	2 746	-1,5%
Coefficient d'exploitation	67,0%	67,2%	-0,2 pt	64,1%	+2,9 pt	68,8%	68,8%	+0,0 pt
Fonds propres alloués (Md€)						25,7	25,0	+2,6%

Incluant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

- PNB : stable / 9M18
 - Hausse de l'activité compensée par l'effet des taux bas et baisse des commissions financières en début d'année du fait de l'environnement de marché défavorable
 - Poursuite de la croissance des métiers spécialisés
- Frais de gestion : stables / 9M18
 - Baisse dans les réseaux (-0,7%* en moyenne)
 - Hausse dans les métiers spécialisés liée au développement de l'activité avec un effet de ciseau positif dans tous les métiers (Arval, Personal Investors, Leasing Solutions, Nickel)
- Résultat avant impôt : -1,5% / 9M18

* BDF, BNL, bc et BDOB



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 43

Domestic Markets Banque De Détail en France - 9M19 (hors effets PEL/CEL)

	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19/ 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	1 568	1 571	-0,2%	1 596	-1,8%	4 759	4 758	+0,0%
dont revenus d'intérêt	901	896	+0,6%	889	+1,4%	2 702	2 661	+1,6%
dont commissions	667	676	-1,3%	708	-5,8%	2 057	2 097	-1,9%
Frais de gestion	-1 163	-1 168	-0,5%	-1 102	+5,5%	-3 450	-3 461	-0,3%
Résultat Brut d'exploitation	405	403	+0,5%	495	-18,1%	1 309	1 297	+0,9%
Coût du risque	-75	-90	-16,2%	-83	-9,1%	-231	-203	+13,5%
Résultat d'exploitation	330	313	+5,3%	412	-19,9%	1 079	1 094	-1,4%
Éléments hors exploitation	0	0	-97,5%	0	-17,3%	1	1	-16,0%
Résultat avant impôt	330	314	+5,2%	412	-19,9%	1 080	1 095	-1,4%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-40	-38	+4,9%	-37	+6,1%	-111	-116	-4,5%
Résultat avant impôt	290	276	+5,2%	374	-22,5%	969	979	-1,0%
Coefficient d'exploitation	74,2%	74,3%	-0,1 pt	69,0%	+5,2 pt	72,5%	72,7%	-0,2 pt
Fonds propres alloués (Md€)						10,0	9,5	+5,8%

*Incluant 100% de la Banque Privée France pour les lignes PNB à Résultat avant impôt (hors effet PEL/CEL)**

- PNB : stable / 9M18
 - Revenus d'intérêt : +1,6% / 9M18, hausse des volumes mais effet de l'environnement de taux bas
 - Commissions : -1,9% / 9M18, baisse notamment des tarifs des commissions en début d'année sur les clientèles fragiles
- Frais de gestion : -0,3% / 9M18
 - Effet des mesures du plan de transformation (optimisation du réseau et simplification du dispositif de pilotage)
 - Effet de ciseau positif (+0,3 pt)

* Effet PEL/CEL : +21M€ sur 9M19 (+5M€ au 9M18) et -10M€ au 3T19 (+4M€ au 3T18)



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 44

Domestic Markets Banque De Détail en France - Volumes

Encours moyens En milliards d'euros	3T19	Variation / 3T18	Variation / 2T19	9M19	Variation / 9M18
CREDITS	175,5	+5,9%	+2,0%	172,4	+5,2%
Particuliers	95,9	+5,2%	+1,9%	94,3	+4,4%
Dont Immobilier	84,8	+5,5%	+1,9%	83,4	+4,7%
Dont Consommation	11,1	+2,7%	+1,5%	10,9	+1,7%
Entreprises	79,6	+6,8%	+2,2%	78,1	+6,2%
DEPOTS	188,5	+10,6%	+1,1%	183,9	+9,6%
Dépôts à vue	119,1	+13,8%	+2,0%	115,1	+12,7%
Comptes d'épargne	61,9	+3,3%	+0,2%	61,5	+3,1%
Dépôts à taux de marché	7,5	+28,8%	-4,2%	7,4	+22,4%

En milliards d'euros	30.09.19	Variation / 30.09.18	Variation / 30.06.19
EPARGNE HORS-BILAN			
Assurance-vie	95,2	+4,0%	+2,3%
OPCVM	30,7	-20,3%	-4,2%

- Crédits : +5,9% / 3T18, hausse des crédits aux particuliers et aux entreprises dans un contexte de croissance économique
- Dépôts : +10,6% / 3T18, forte croissance des dépôts à vue
- Epargne hors-bilan : hausse des encours d'assurance vie ; baisse des encours d'OPCVM / 30.09.18 concentrée sur les OPCVM court terme

Domestic Markets BNL banca commerciale – 9M19

En millions d'euros	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19/ 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
Produit net bancaire	663	660	+0,5%	684	-3,1%	2 023	2 070	-2,3%
Frais de gestion	-446	-439	+1,7%	-433	+3,1%	-1 349	-1 357	-0,6%
Résultat Brut d'exploitation	217	221	-1,9%	251	-13,8%	673	713	-5,6%
Coût du risque	-109	-131	-17,2%	-107	+1,5%	-381	-428	-11,0%
Résultat d'exploitation	108	90	+20,6%	144	-25,2%	292	285	+2,6%
Éléments hors exploitation	0	0	n.s.	0	n.s.	0	-1	n.s.
Résultat avant impôt	108	89	+20,6%	144	-25,2%	292	283	+3,0%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-10	-10	-3,9%	-11	-13,8%	-31	-32	-5,3%
Résultat avant impôt de BNL bc	98	80	+23,7%	133	-26,2%	261	251	+4,1%
Coefficient d'exploitation	67,3%	66,5%	+0,8 pt	63,3%	+4,0 pt	66,7%	65,6%	+1,1 pt
Fonds propres alloués (Md€)						5,3	5,5	-4,2%

Incluant 100% de la Banque Privée en Italie pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

- PNB : -2,3% / 9M18
 - Revenus d'intérêt : -3,0% / 9M18, impact de l'environnement de taux bas et du positionnement sur les clientèles avec un meilleur profil de risque
 - Commissions : -1,2% / 9M18
- Frais de gestion : -0,6% / 9M18
 - Effet des mesures du plan de transformation
- Coût du risque : -11,0% / 9M18
 - Poursuite de la réduction du coût du risque
- Résultat avant impôt : 261 M€ (+4,1% / 9M18)

Domestic Markets BNL banca commerciale - Volumes

Encours moyens En milliards d'euros	3T19	Variation / 3T18	Variation / 2T19	9M19	Variation / 9M18
CREDITS	77,1	-2,9%	-0,7%	77,6	-1,3%
Particuliers	39,0	-3,5%	-0,9%	39,4	-2,2%
Dont Immobilier	24,6	-1,7%	-0,6%	24,7	-1,0%
Dont Consommation	4,6	+3,5%	+1,3%	4,5	+4,1%
Entreprises	38,1	-2,3%	-0,4%	38,3	-0,3%
DEPOTS	46,5	+8,1%	+2,8%	45,1	+3,7%
Dépôts Particuliers	31,0	+7,4%	+1,8%	30,4	+5,7%
Dont Dépôts à vue	30,7	+7,6%	+1,8%	30,2	+5,8%
Dépôts Entreprises	15,5	+9,6%	+4,9%	14,7	-0,1%

En milliards d'euros	30.09.19	Variation / 30.09.18	Variation / 30.06.19
EPARGNE HORS-BILAN			
Assurance-vie	22,8	+8,9%	+3,5%
OPCVM	15,2	-1,4%	+1,6%

- Crédits : -2,9% / 3T18
 - -0,5% hors impact des titrisations de crédits douteux* : baisse des crédits aux particuliers mais hausse des crédits aux entreprises
- Dépôts : +8,1% / 3T18
 - Hausse des dépôts à vue des particuliers et des entreprises
- Epargne hors-bilan / 30.09.18 :
 - Forte hausse des encours d'assurance-vie
 - Baisse des OPCVM mais rebond de 4,1% / 31.12.18 en lien avec la reprise des marchés

* Titrisation de portefeuilles de crédits douteux de 1,0 Md€ au 2T19 et de 1,0 Md€ au 4T18

Domestic Markets Banque De Détail en Belgique - 9M19

En millions d'euros	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19 / 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
Produit net bancaire	853	887	-3,8%	878	-2,7%	2 646	2 738	-3,4%
Frais de gestion	-541	-563	-3,9%	-535	+1,1%	-1 920	-1 950	-1,5%
Résultat Brut d'exploitation	312	324	-3,7%	342	-8,7%	726	788	-7,9%
Coût du risque	-20	4	n.s.	3	n.s.	-51	0	n.s.
Résultat d'exploitation	292	328	-11,0%	345	-15,4%	675	788	-14,3%
Éléments hors exploitation	6	8	-25,4%	-1	n.s.	2	8	-69,3%
Résultat avant impôt	298	336	-11,3%	344	-13,5%	678	796	-14,9%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-17	-19	-7,6%	-19	-10,2%	-51	-54	-6,9%
Résultat avant impôt de BDDB	281	317	-11,5%	325	-13,6%	627	741	-15,4%
Coefficient d'exploitation	63,4%	63,4%	+0,0 pt	61,0%	+2,4 pt	72,6%	71,2%	+1,4 pt
Fonds propres alloués (Md€)						5,8	5,7	+1,3%

Incluant 100% de la Banque Privée en Belgique pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

- PNB : -3,4% / 9M18
 - Revenus d'intérêt : -4,0% / 9M18, impact de l'environnement de taux bas
 - Commissions : -1,6% / 9M18
- Frais de gestion : -1,5% / 9M18
 - -2,5% hors impact de la hausse des taxes et contributions bancaires
 - Effet des mesures du plan de transformation
- Résultat avant impôt : -15,4% / 9M18
 - -10,3% hors impact de la hausse des taxes et contributions bancaires
 - Coût du risque toujours très faible mais effet de base défavorable / 9M18 où les dotations étaient compensées par des reprises

Domestic Markets Banque De Détail en Belgique - Volumes

Encours moyens En milliards d'euros	3T19	Variation / 3T18	Variation / 2T19	9M19	Variation / 9M18
CREDITS	111,6	+4,3%	+1,1%	110,2	+4,4%
Particuliers	70,6	+3,7%	+0,9%	69,9	+3,3%
Dont Immobilier	51,3	+4,2%	+1,3%	50,8	+3,9%
Dont Consommation	0,3	+8,2%	-20,8%	0,2	+10,6%
Dont Entrepreneurs	19,0	+2,1%	+0,1%	18,9	+1,9%
Entreprises et collectivités publ.	41,1	+5,5%	+1,6%	40,3	+6,3%
DEPOTS	132,6	+5,7%	+0,9%	130,4	+5,0%
Dépôts à vue	55,6	+7,9%	+1,0%	54,2	+6,3%
Comptes d'épargne	74,1	+3,9%	+0,9%	73,3	+4,2%
Dépôts à terme	2,9	+10,8%	+1,4%	2,9	+3,7%

En milliards d'euros	30.09.19	Variation / 30.09.18	Variation / 30.06.19
EPARGNE HORS-BILAN			
Assurance-vie	24,5	+1,1%	+0,4%
OPCVM	32,0	-0,7%	+2,9%

- Crédits : +4,3% / 3T18
 - Particuliers : progression notamment des crédits immobiliers
 - Entreprises : hausse significative des crédits aux entreprises
- Dépôts : +5,7% / 3T18
 - Hausse des dépôts à vue et des comptes d'épargne des particuliers
- Epargne hors-bilan :
 - Progression des encours d'assurance-vie
 - Baisse des encours d'OPCVM / 30.09.18 (mais rebond de 8,5% / 31.12.18 en lien avec la reprise des marchés)

Domestic Markets : Autres Activités - 9M19

En millions d'euros	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19/ 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
Produit net bancaire	807	755	+6,9%	767	+5,3%	2 350	2 215	+6,1%
Frais de gestion	-457	-435	+5,0%	-447	+2,3%	-1 387	-1 336	+3,8%
Résultat Brut d'exploitation	351	320	+9,5%	320	+9,6%	963	879	+9,5%
Coût du risque	-41	-33	+23,2%	-27	+52,0%	-104	-94	+11,4%
Résultat d'exploitation	310	287	+7,9%	293	+5,7%	858	785	+9,3%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-4	-3	+60,2%	-4	+22,7%	-11	-8	+38,7%
Autres éléments hors exploitation	1	0	n.s.	0	n.s.	2	0	n.s.
Résultat avant impôt	307	284	+7,9%	290	+5,9%	850	777	+9,3%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-1	-1	-9,5%	-1	+23,8%	-2	-3	-27,1%
Résultat avant impôt de autres DM	306	283	+8,0%	289	+5,9%	848	775	+9,4%
Coefficient d'exploitation	56,6%	57,6%	-1,0 pt	58,3%	-1,7 pt	59,0%	60,3%	-1,3 pt
Fonds propres alloués (Md€)						4,6	4,3	+5,9%

Incluant 100% de la Banque Privée au Luxembourg pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

- PNB : +6,1% / 9M18
 - Bonne croissance de l'activité des métiers tirée notamment par Arval et Leasing Solutions, hausse sensible des revenus de Nickel
- Frais de gestion : +3,8% / 9M18
 - En lien avec le bon développement des métiers
 - Effet de ciseau positif (+2,3 pts)
- Résultat avant impôt : +9,4% / 9M18

Domestic Markets BDEL - Personal Investors

> Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL)

Encours moyens en milliards d'euros	3T19	Variation / 3T18	Variation / 2T19	9M19	Variation / 9M18
CREDITS	10,7	+9,1%	+3,3%	10,4	+8,3%
Particuliers	7,4	+6,8%	+2,0%	7,2	+6,8%
Entreprises et collectivités publ.	3,3	+14,7%	+6,2%	3,2	+11,9%
DEPOTS	23,3	+8,1%	-4,2%	23,2	+11,2%
Dépôts à vue	11,7	+4,2%	-10,0%	12,0	+15,1%
Comptes d'épargne	10,0	+8,0%	+4,4%	9,6	+4,5%
Dépôts à terme	1,6	+45,8%	-7,8%	1,5	+26,4%
	30.09.19	Variation / 30.09.18	Variation / 30.06.19		
EPARGNE HORS-BILAN					
Assurance-vie	1,1	+6,7%	+2,0%		
OPCVM	1,7	-2,1%	+4,4%		

- Crédits / 3T18: bonne progression des crédits immobiliers et des crédits aux entreprises
- Dépôts / 3T18 : hausse sensible des dépôts à vue en particulier sur la clientèle des entreprises

> Personal Investors

Encours moyens en milliards d'euros	3T19	Variation / 3T18	Variation / 2T19	9M19	Variation / 9M18
CREDITS	0,5	-13,1%	+2,0%	0,5	-8,6%
DEPOTS	23,3	+0,9%	+2,1%	22,8	-0,9%
	30.09.19	Variation / 30.09.18	Variation / 30.06.19		
ACTIFS SOUS GESTION	104,6	+6,4%	+3,5%		
Ordres Particuliers Europe (millions)	5,1	+18,3%	+11,2%		

- Dépôts / 3T18 : légère hausse des dépôts
- Actifs sous gestion / 30.09.18 : progression en lien avec une très bonne collecte

Domestic Markets Arval - Leasing Solutions - Nickel

> Arval

Encours moyens en milliards d'euros	3T19	Variation* / 3T18	Variation* / 2T19	9M19	Variation* / 9M18
Encours consolidés	19,9	+11,8%	+3,1%	19,4	+11,1%
Parc Financé (en milliers de véhicules)	1 265	+8,7%	+1,9%	1 241	+11,0%

- Encours consolidés : +11,8%* / 3T18, bonne progression dans toutes les géographies
- Parc financé : +8,7%* / 3T18, très bonne dynamique commerciale

> Leasing Solutions

Encours moyens en milliards d'euros	3T19	Variation* / 3T18	Variation* / 2T19	9M19	Variation* / 9M18
Encours consolidés	21,1	+6,0%	+1,0%	20,9	+7,4%

- Encours consolidés : +6,0%* / 3T18, bonne dynamique commerciale

> Nickel

- 1,4 million de comptes ouverts au 30 septembre 2019 (+35% / 30 septembre 2018 ; +24% / 31 décembre 2018)



* A périmètre et change constants

International Financial Services - 9M19

	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19/ 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	4 248	4 041	+5,1%	4 262	-0,3%	12 792	12 077	+5,9%
Frais de gestion	-2 545	-2 446	+4,0%	-2 559	-0,6%	-7 792	-7 428	+4,9%
Résultat Brut d'exploitation	1 704	1 595	+6,8%	1 703	+0,0%	5 001	4 649	+7,6%
Coût du risque	-518	-486	+6,6%	-390	+32,8%	-1 337	-1 165	+14,7%
Résultat d'exploitation	1 186	1 109	+6,9%	1 313	-9,7%	3 664	3 484	+5,2%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	118	111	+6,4%	149	-20,7%	381	358	+6,5%
Autres éléments hors exploitation	1	3	-67,0%	-21	n.s.	-20	60	n.s.
Résultat avant impôt	1 305	1 223	+6,7%	1 442	-9,5%	4 025	3 901	+3,2%
Coefficient d'exploitation	59,9%	60,5%	-0,6 pt	60,0%	-0,1 pt	60,9%	61,5%	-0,6 pt
Fonds propres alloués (Md€)						29,1	27,1	+7,2%

- Effets change : appréciation du dollar compensée sur 9 mois par la dépréciation de la livre turque
 - USD / EUR* : +4,6% / 3T18, +1,1% / 2T19, +6,5% / 9M18
 - TRY / EUR* : +4,3% / 3T18, +4,6% / 2T19, -13,3% / 9M18
- Effet périmètre avec l'intégration de Raiffeisen Bank Polska**
- A périmètre et change constants / 9M18
 - PNB : +3,6%
 - Frais de gestion : +1,4%, effet de ciseau positif (+2,2 pts)
 - Résultat d'exploitation : +5,6%
 - Résultat avant impôt : +5,8%

* Cours moyens ; ** Rappel : bouclage de l'opération réalisé le 31.10.18



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 53

International Financial Services Personal Finance - 9M19

	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19/ 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	1 444	1 387	+4,1%	1 440	+0,3%	4 311	4 122	+4,6%
Frais de gestion	-664	-639	+3,9%	-702	-5,5%	-2 136	-2 036	+4,9%
Résultat Brut d'exploitation	781	748	+4,4%	738	+5,8%	2 175	2 086	+4,3%
Coût du risque	-366	-345	+6,0%	-289	+26,5%	-984	-886	+11,0%
Résultat d'exploitation	415	403	+3,0%	449	-7,5%	1 191	1 200	-0,7%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	19	21	-10,5%	17	+10,0%	50	44	+12,4%
Autres éléments hors exploitation	0	0	n.s.	-13	n.s.	-13	2	n.s.
Résultat avant impôt	434	424	+2,4%	454	-4,3%	1 228	1 247	-1,5%
Coefficient d'exploitation	45,9%	46,1%	-0,2 pt	48,7%	-2,8 pt	49,5%	49,4%	+0,1 pt
Fonds propres alloués (Md€)						8,0	7,2	+9,9%

- A périmètre et change constants / 9M18 (effet périmètre et change limité sur 9M)
 - PNB : +4,5%, en lien avec la hausse des volumes et le positionnement sur les produits offrant un meilleur profil de risque
 - Frais de gestion : +4,7%, en lien avec le bon développement de l'activité ; confirmation de l'objectif d'un effet de ciseau positif cette année (effet progressif des mesures de transformation)
 - Résultat brut d'exploitation : +4,3%
 - Résultat avant impôt : -1,6% (effet de base défavorable sur le coût du risque / 9M18 qui avait enregistré un niveau élevé de reprises de provisions)



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 54

International Financial Services Personal Finance - Volumes et risques

Encours moyens en milliards d'euros	3T19	Variation / 3T18		Variation / 2T19		9M19	Variation / 9M18	
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants		historique	à périmètre et change constants
ENCOURS CONSOLIDÉS	92,2	+8,0%	+8,1%	-0,2%	+0,9%	91,9	+10,2%	+10,1%
ENCOURS GERES (1)	106,2	+8,9%	+8,9%	-0,8%	+1,0%	106,2	+11,5%	+11,1%

(1) Intégrant 100% des encours des filiales non détenues à 100% ainsi que des partenariats

Coût du risque / encours

Coût du risque annualisé / encours début de période	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19
France	1,10%	0,84%	0,92%	0,52%	1,08%
Italie	1,76%	1,67%	1,73%	1,48%	1,75%
Espagne	2,15%	1,19%	1,81%	2,09%	1,78%
Autres Europe de l'Ouest	1,23%	1,27%	1,13%	1,03%	1,15%
Europe de l'Est	2,06%	1,96%	1,52%	1,50%	2,15%
Brésil	6,34%	2,53%	5,18%	3,44%	6,98%
Autres	2,18%	2,33%	2,14%	1,94%	1,63%
Personal Finance	1,61%	1,36%	1,45%	1,23%	1,54%

International Financial Services Europe Méditerranée - 9M19

En millions d'euros	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19/ 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
Produit net bancaire	657	562	+16,9%	674	-2,5%	1 997	1 758	+13,6%
Frais de gestion	-439	-381	+15,1%	-445	-1,2%	-1 340	-1 200	+11,6%
Résultat Brut d'exploitation	218	181	+20,7%	230	-4,9%	658	558	+17,8%
Coût du risque	-112	-105	+6,0%	-97	+14,6%	-285	-230	+24,1%
Résultat d'exploitation	107	76	+41,1%	132	-19,3%	372	328	+13,4%
Éléments hors exploitation	44	44	+0,2%	65	-33,4%	162	182	-11,0%
Résultat avant impôt	150	119	+26,2%	198	-23,9%	534	510	+4,7%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-1	-1	+15,2%	-1	-22,2%	-3	-2	+18,0%
Résultat avant impôt	150	118	+26,3%	197	-23,9%	532	508	+4,7%
Coefficient d'exploitation	66,8%	67,8%	-1,0 pt	66,0%	+0,8 pt	67,1%	68,3%	-1,2 pt
Fonds propres alloués (M.dé)						5,3	4,8	+11,0%

Incluant 100% de la Banque Privée en Turquie pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

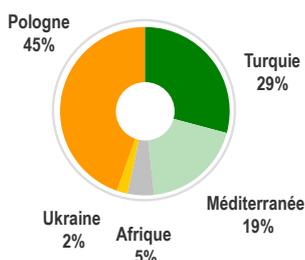
- Effet change lié à la dépréciation sur 9 mois de la livre turque
 - TRY / EUR* : +4,3% / 3T18, +4,6% / 2T19, -13,3% / 9M18
- Effet périmètre avec l'intégration de Raiffeisen Bank Polska**
- A périmètre et change constants / 9M18
 - PNB*** : +5,6%, en progression dans toutes les régions
 - Frais de gestion**** : -0,4%, mise en œuvre des synergies de coûts en Pologne à la suite de l'intégration de Raiffeisen Bank Polska & effet des mesures de transformation dans tous les pays ; effet de ciseau positif (+6 pts)
 - Coût du risque***: +10,9%, hausse du coût du risque en Turquie
 - Résultat avant impôt**** : +28,3%

* Cours moyens ; ** Rappel : bouclage de l'opération réalisé le 31.10.18 ; *** Incluant 100% de la Banque Privée en Turquie ; **** Incluant 2/3 de la Banque Privée en Turquie

International Financial Services Europe Méditerranée - Volumes et risques

Encours moyens en milliards d'euros	3T19	Variation / 3T18		Variation / 2T19		9M19	Variation / 9M18	
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants		historique	à périmètre et change constants
CREDITS	38,6	+14,4%	-0,2%	+1,6%	+0,3%	38,1	+7,9%	+1,2%
DEPOTS	40,3	+23,1%	-2,6%	-0,1%	-1,3%	40,3	+19,8%	+1,1%

➤ Répartition géographique des encours de crédit 3T19



➤ Coût du risque / encours

Coût du risque annualisé / encours début de période	3T18	4T18	1T19	2T19	3T19
Turquie	1,91%	1,52%	1,78%	2,04%	2,11%
Ukraine	0,57%	-1,76%	-0,40%	-0,36%	0,68%
Pologne	0,57%	0,70%	0,12%	0,47%	0,20%
Autres	0,54%	0,58%	0,65%	0,50%	1,51%
Europe Méditerranée	1,08%	0,87%	0,75%	0,96%	1,10%

➤ TEB : une banque solide et bien capitalisée

- Ratio de solvabilité* de 16,5% au 30.09.19
- Très largement auto-financée
- Exposition très faible sur les obligations souveraines turques
- 1,4% des encours de crédit du Groupe au 30.09.19

* Capital Adequacy Ratio (CAR)

International Financial Services BancWest - 9M19

En millions d'euros	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19 / 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
Produit net bancaire	601	578	+4,0%	593	+1,4%	1 764	1 689	+4,4%
Frais de gestion	-433	-430	+0,6%	-431	+0,5%	-1 306	-1 251	+4,4%
Résultat Brut d'exploitation	168	148	+13,8%	162	+3,8%	458	438	+4,5%
Coût du risque	-43	-35	+24,5%	-2	n.s.	-64	-47	+35,7%
Résultat d'exploitation	125	113	+10,4%	160	-21,7%	394	391	+0,7%
Éléments hors exploitation	1	2	-51,3%	1	+17,7%	2	2	-9,5%
Résultat avant impôt	126	116	+9,1%	161	-21,5%	396	393	+0,7%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-7	-8	-9,8%	-7	-6,8%	-22	-20	+8,3%
Résultat avant impôt	119	108	+10,5%	153	-22,2%	374	373	+0,3%
Coefficient d'exploitation	72,0%	74,4%	-2,4 pt	72,6%	-0,6 pt	74,0%	74,1%	-0,1 pt
Fonds propres alloués (Mrd€)						5,4	4,8	+12,2%

Incluant 100% de la Banque Privée aux Etats-Unis pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

- Effet change USD / EUR* : +4,6% / 3T18, +1,1% / 2T19, +6,3% / 9M18
- A périmètre et change constants / 9M18
 - PNB** : -1,9%, baisse de la marge d'intérêt partiellement compensée par la hausse des commissions
 - Frais de gestion** : -1,7%, effets de la baisse des effectifs, du transfert de fonctions support dans une localisation à moindres coûts (Arizona) et de la mutualisation de certaines fonctions avec CIB
 - Résultat avant impôt*** : -5,9%

* Cours moyens ; ** Intégrant 100% de la Banque Privée aux Etats-Unis ; *** Intégrant 2/3 de la Banque Privée aux Etats-Unis

International Financial Services BancWest - Volumes

Encours moyens En milliards d'euros	Encours	Variation / 3T18		Variation / 2T19		Encours	Variation / 9M18	
	3T19	historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants	9M19	historique	à périmètre et change constants
CREDITS	56,1	+8,1%	+2,4%	+3,3%	+0,7%	54,6	+8,0%	+1,2%
Particuliers	24,7	+11,1%	+3,9%	+5,5%	+0,8%	23,7	+9,4%	+2,1%
Dont Immobilier	10,5	+14,7%	+9,7%	+3,0%	+1,9%	10,2	+16,1%	+9,2%
Dont Consommation	14,2	+8,5%	+0,0%	+7,5%	-0,0%	13,5	+4,9%	-2,6%
Immobilier commercial	15,2	+2,8%	-1,7%	+2,3%	+1,2%	15,0	+3,1%	-3,1%
Crédits aux Entreprises	16,2	+8,9%	+4,1%	+1,1%	-0,0%	16,0	+10,9%	+4,3%
DEPOTS	57,5	+9,1%	+4,3%	+3,1%	+2,0%	55,6	+9,2%	+2,6%
Dépôts clientèle	51,8	+8,0%	+5,0%	+2,7%	+1,7%	50,3	+7,6%	+4,0%

- A périmètre et change constants / 3T18
 - Crédits : +2,4% ; hausse des crédits immobiliers et aux entreprises
 - Dépôts : +4,3% ; augmentation de +5,0% des dépôts hors dépôts auprès de la trésorerie

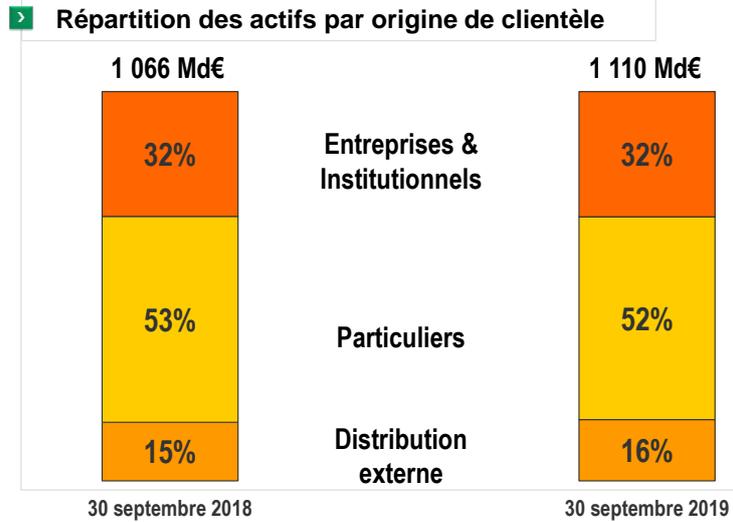
International Financial Services Assurance et GIP* - Activité

	30.09.19	30.09.18	Variation / 30.09.18	30.06.19	Variation / 30.06.19
Actifs sous gestion (en Md€)	1 110	1 066	+4,1%	1 089	+1,9%
Gestion d'actifs	436	416	+4,8%	427	+1,9%
Wealth Management	385	377	+2,1%	380	+1,4%
Real Estate	30	29	+1,9%	29	+0,4%
Assurance	260	245	+6,1%	252	+3,0%
	3T19	3T18	Variation / 3T18	2T19	Variation / 2T19
Collecte nette (en Md€)	3,5	2,7	+30,8%	7,3	-52,1%
Gestion d'actifs	-2,5	-3,0	-15,7%	1,1	n.s.
Wealth Management	3,8	2,9	+27,8%	4,4	-14,0%
Real Estate	0,6	0,3	+87,9%	0,4	+44,5%
Assurance	1,6	2,4	-32,0%	1,3	+20,9%

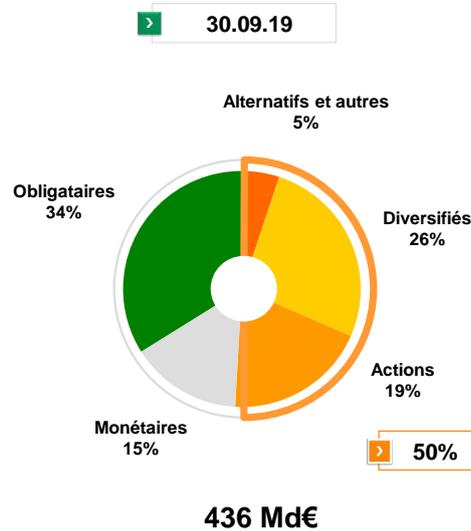
- Actifs sous gestion : +21,0 Md€ / 30.06.19, dont notamment
 - Collecte nette : +3,5 Md€, bonne collecte notamment en Wealth Management
 - Effet performance : +11,7 Md€, en lien avec l'évolution favorable des marchés financiers
 - Effet change : +6,5 Md€, notamment du fait de l'appréciation du dollar

* Gestion Institutionnelle et Privée

International Financial Services - Assurance & GIP Répartition des actifs par origine de clientèle



International Financial Services - Gestion d'actifs Ventilation des actifs gérés



International Financial Services Assurance - 9M19

	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19/ 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	761	741	+2,7%	779	-2,4%	2 414	2 137	+12,9%
Frais de gestion	-370	-351	+5,6%	-360	+2,8%	-1 120	-1 060	+5,6%
Résultat Brut d'exploitation	390	390	+0,1%	419	-6,8%	1 294	1 077	+20,1%
Coût du risque	-2	0	n.s.	1	n.s.	-2	1	n.s.
Résultat d'exploitation	389	390	-0,2%	420	-7,4%	1 291	1 078	+19,8%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	43	38	+13,0%	57	-23,9%	137	159	-14,2%
Autres éléments hors exploitation	0	1	-92,2%	-16	n.s.	-16	1	n.s.
Résultat avant impôt	432	429	+0,7%	461	-6,2%	1 412	1 239	+14,0%
Coefficient d'exploitation	48,7%	47,3%	+1,4 pt	46,2%	+2,5 pt	46,4%	49,6%	-3,2 pt
Fonds propres alloués (Md€)						8,4	8,4	-0,3%

- Provisions techniques : +3,3% / 9M18
- PNB : +12,9% / 9M18
 - Impact positif du fort rebond des marchés financiers / 31.12.18 (rappel : comptabilisation de certains actifs en valeur de marché)
 - Bonne croissance de l'activité à l'international
- Frais de gestion : +5,6% / 9M18
 - En lien avec le développement du métier
- Résultat avant impôt : +14,0% / 9M18



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 63

International Financial Services Gestion Institutionnelle et Privée - 9M19

	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19/ 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	803	791	+1,5%	795	+1,0%	2 364	2 420	-2,4%
Frais de gestion	-649	-654	-0,8%	-632	+2,8%	-1 922	-1 908	+0,8%
Résultat Brut d'exploitation	154	137	+12,4%	163	-5,8%	441	513	-13,9%
Coût du risque	4	-1	n.s.	-2	n.s.	-1	-3	-80,2%
Résultat d'exploitation	157	136	+15,8%	161	-2,0%	441	510	-13,6%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	12	8	+42,2%	10	+24,0%	32	26	+22,9%
Autres éléments hors exploitation	0	-1	n.s.	7	-99,1%	7	0	n.s.
Résultat avant impôt	170	143	+18,3%	177	-4,3%	479	536	-10,5%
Coefficient d'exploitation	80,9%	82,7%	-1,8 pt	79,5%	+1,4 pt	81,3%	78,8%	+2,5 pt
Fonds propres alloués (Md€)						2,1	1,9	+7,3%

- PNB : -2,4% / 9M18
 - Base élevée de Real Estate sur 9M18 (niveau élevé des activités de promotion et d'intermédiation)
 - Impact au 1^{er} trimestre cette année de la forte baisse des marchés financiers au 4T18 avec notamment une moindre activité transactionnelle des clients d'Asset Management et Wealth Management
- Frais de gestion : +0,8% / 9M18
 - En lien notamment avec le développement de Wealth Management en Allemagne et la baisse des coûts dans l'Asset Management ; effet progressif des mesures du plan de transformation
- Résultat avant impôt : -10,5% / 9M18



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 64

Corporate and Institutional Banking - 9M19

	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19/ 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	2 873	2 565	+12,0%	3 099	-7,3%	8 980	8 450	+6,3%
Frais de gestion	-1 974	-1 884	+4,8%	-1 997	-1,1%	-6 434	-6 244	+3,0%
Résultat Brut d'exploitation	898	680	+32,0%	1 102	-18,5%	2 546	2 206	+15,4%
Coût du risque	-81	49	n.s.	-24	n.s.	-138	57	n.s.
Résultat d'exploitation	817	730	+12,0%	1 078	-24,2%	2 408	2 264	+6,4%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	5	4	+23,7%	5	+5,9%	12	19	-37,0%
Autres éléments hors exploitation	11	0	n.s.	-25	n.s.	-15	5	n.s.
Résultat avant impôt	834	734	+13,5%	1 058	-21,2%	2 406	2 288	+5,1%
Coefficient d'exploitation	68,7%	73,5%	-4,8 pt	64,4%	+4,3 pt	71,6%	73,9%	-2,3 pt
Fonds propres alloués (Md€)						21,6	20,7	+4,4%

- PNB : +6,3% / 9M18
 - Progression dans les trois métiers
- Frais de gestion : +3,0% / 9M18
 - En lien avec le développement de l'activité
 - Effet de ciseau positif (+3,3 pts) grâce à l'effet des mesures d'économies et de transformation (182 M€ sur 9M19)
- Coût du risque :
 - Rappel : provisions plus que compensées par des reprises sur 9M18



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 65

Corporate and Institutional Banking Global Markets - 9M19

	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19/ 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	1 299	1 132	+14,7%	1 409	-7,8%	4 230	4 077	+3,8%
dont FICC	915	680	+34,6%	793	+15,3%	2 743	2 214	+23,9%
dont Equity & Prime Services	384	452	-15,1%	615	-37,6%	1 487	1 863	-20,1%
Frais de gestion	-926	-848	+9,2%	-913	+1,5%	-3 114	-3 078	+1,2%
Résultat Brut d'exploitation	373	284	+31,1%	496	-24,9%	1 117	999	+11,8%
Coût du risque	4	3	+46,2%	-6	n.s.	2	-6	n.s.
Résultat d'exploitation	377	287	+31,3%	491	-23,2%	1 118	993	+12,7%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	n.s.	1	-30,8%	2	2	-7,3%
Autres éléments hors exploitation	9	0	n.s.	-25	n.s.	-15	1	n.s.
Résultat avant impôt	387	287	+34,7%	467	-17,1%	1 105	997	+10,9%
Coefficient d'exploitation	71,3%	74,9%	-3,6 pt	64,8%	+6,5 pt	73,6%	75,5%	-1,9 pt
Fonds propres alloués (Md€)						8,1	7,7	+6,5%

- PNB : +5,8% / 9M18 hors effet de la mise en place de la plateforme Capital Markets*
 - FICC (+27,5%**/ 9M18) : bonne performance dans tous les segments avec en particulier un rebond sur le change
 - Equity & Prime Services (-20,1% / 9M18) : base très élevée sur 9M18 et reprise progressive de l'activité en début d'année après un 4T18 impacté par un contexte de marché très défavorable
- Frais de gestion : +3,4% / 9M18**
 - En lien avec la hausse de l'activité
 - Bonne maîtrise du fait des mesures de transformation et de l'arrêt des activités de compte propre d'Opéra Trading Capital ainsi que des dérivés sur matières premières aux Etats-Unis
 - Effet de ciseau positif (+2,4 pts**)

* Transfert de 81 M€ de revenus de Global Markets FICC à Corporate Banking sur 9M19 ; ** Hors effet de Capital Markets



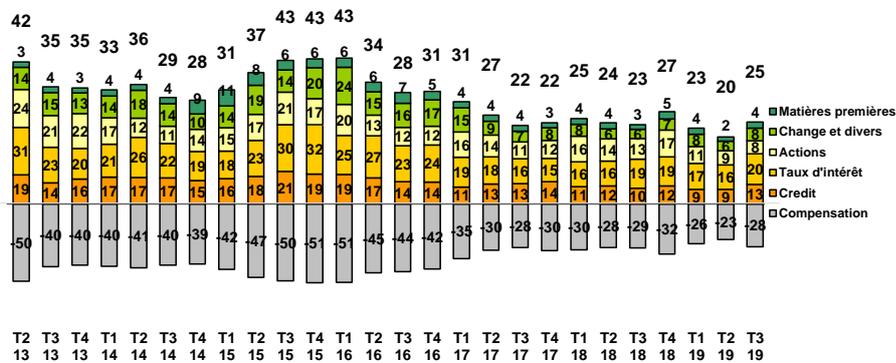
BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 66

Corporate and Institutional Banking Risques de marché - 9M19

VaR (1 jour, 99%) moyenne

en M€



- VaR toujours à un niveau très faible*
 - Légère hausse sur les taux, le crédit et le change
 - Un dépassement de *back-testing* enregistré ce trimestre**
 - Seulement 22 événements de perte au-delà de la VaR enregistrés depuis le 01.01.2007, soit moins de 2 par an sur longue période incluant la crise, confirmant la robustesse du modèle interne de calcul de la VaR (1 jour, 99%)

* VaR calculée pour le suivi des limites de marché ; ** Perte théorique ne prenant pas en compte le résultat intraday et les commissions perçues



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 67

Corporate and Institutional Banking Corporate Banking - 9M19

En millions d'euros	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19 / 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
Produit net bancaire	1 039	930	+11,7%	1 094	-5,0%	3 102	2 822	+9,9%
Frais de gestion	-600	-597	+0,4%	-607	-1,2%	-1 930	-1 871	+3,2%
Résultat Brut d'exploitation	440	333	+32,1%	487	-9,7%	1 172	951	+23,3%
Coût du risque	-88	46	n.s.	-21	n.s.	-143	60	n.s.
Résultat d'exploitation	352	379	-7,2%	467	-24,6%	1 028	1 010	+1,8%
Éléments hors exploitation	4	5	-18,2%	3	+20,2%	10	21	-52,5%
Résultat avant impôt	356	384	-7,3%	470	-24,2%	1 039	1 031	+0,7%
Coefficient d'exploitation	57,7%	64,2%	-6,5 pt	55,5%	+2,2 pt	62,2%	66,3%	-4,1 pt
Fonds propres alloués (Md€)						12,5	12,1	+2,9%

- PNB : 7,1% / 9M18 hors effet de la mise en place de la plateforme Capital Markets*
 - Bon développement de l'activité en Europe avec un bon démarrage de la plateforme Capital Markets
 - Bonne progression des activités de transaction (*cash management* et *trade finance*) dans toutes les zones
- Frais de gestion : -0,5%** / 9M18
 - Effet de ciseau largement positif (+7,6 pts**) du fait des mesures de transformation
- Coût du risque :
 - Rappel 9M18 : dotations aux provisions plus que compensées par les reprises

* Transfert de 81 M€ de revenus de Global Market FICC à Corporate Banking sur 9M19 ; ** Hors effet de Capital Markets



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 68

Corporate and Institutional Banking Securities Services - 9M19

En millions d'euros	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19/ 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
Produit net bancaire	535	503	+6,4%	596	-10,3%	1 647	1 552	+6,1%
Frais de gestion	-449	-439	+2,2%	-477	-5,9%	-1 389	-1 295	+7,3%
Résultat Brut d'exploitation	86	63	+35,9%	119	-27,8%	258	257	+0,4%
Coût du risque	2	0	n.s.	2	+15,2%	4	4	-4,8%
Résultat d'exploitation	88	63	+39,0%	121	-27,1%	262	261	+0,3%
Éléments hors exploitation	2	0	n.s.	0	n.s.	0	0	n.s.
Résultat avant impôt	91	63	+44,0%	121	-25,2%	262	260	+0,4%
Coefficient d'exploitation	84,0%	87,4%	-3,4 pt	80,1%	+3,9 pt	84,4%	83,5%	+0,9 pt
Fonds propres alloués (Md€)						0,9	0,9	+6,8%

	30.09.19	30.09.18	Variation / 30.09.18	30.06.19	Variation / 30.06.19
Securities Services					
Actifs en conservation (en Md€)	10 540	9 458	+11,4%	10 190	+3,4%
Actifs sous administration (en Md€)	2 530	2 399	+5,5%	2 567	-1,4%
	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19 / 2T19
Nombre de transactions (en millions)	24,6	22,5	+9,5%	22,9	+7,5%

- PNB : +6,1% / 9M18
 - Effet de la hausse des volumes et des nouveaux mandats, impact positif d'une transaction spécifique
- Frais de gestion : +7,3% / 9M18
 - +5,4% / 9M18 hors effets de l'incorporation d'activités (Banco BPM, Janus Henderson) et élément non récurrent*

* Arrêt d'un projet spécifique au 1T19 (8 M€)

Corporate and Institutional Banking Transactions - Q3 19

	United Arab Emirates – Emirate of Abu Dhabi USD 10bn multi-tranche bond issuance reaffirming the Emirate of Abu Dhabi's position as a leading issuer Joint Lead Manager September 2019		France – Saint-Nazaire EUR 2.3bn financing of the 480MW greenfield offshore wind Saint-Nazaire project; Sole Financial Advisor, Underwriter, Bookrunner, Sole Hedge-execution Bank September 2019
	United State – Disney Active Bookrunner on Disney's \$7bn 6-tranche bond issuance, upsized from \$6bn originally. Co-Dealer Manager on Disney's successful \$4bn tender offer (upsized from \$1.75Bn). September 2019		France – EssilorLuxottica Deal value: EUR 7.9bn – Advisor to the board of Directors of EssilorLuxottica for the acquisition of Grandvision (Netherlands) July 2019
	North America – DanaHER €6.25bn multi-tranche senior unsecured offering, across 6.5-yr, 8.5-yr, 12yr, 20yr, and 30yr tranches. Largest DanaHER offering Active Joint Bookrunner September 2019		US – U.S. Bank USD 10bn – Appointed to provide global custody services in 11 European markets, as well as local custody services in the UK and Ireland. September 2019
	Korea – Shinhan Financial Group USD 500m 10.5NCD 5.5 3.34% Basel-III Compliant Tier 2 Sustainability Bond Issuance Joint Bookrunner July 2019		Chile – Total Solar & Total Eren USD 199m project finance package to build a 190MWp greenfield solar farm in the north of Chile. First renewable project in this country, Mandated Lead Arranger. August 2019
	Germany – Daimler \$4bn Multi-Tranche Senior transaction - 2.5-year FRN, 3-year, short 5-year and 10-year multi-tranche transaction. Joint Bookrunner. August 2019		Lenovo Group Limited USD 3bn Trade Receivables Securitization Joint Lead Arranger June 2019
	France – Edenred EUR 500m – Convertible bond Joint Global Coordinator & Joint Bookrunner September 2019		Indonesia – Perusahaan Perseroan (Persero) PT Perusahaan Listrik Negara USD 1.4bn Reg S Dual-Tranche Note Issuance Joint Lead Manager / Joint Bookrunner July 2019

Corporate and Institutional Banking Classements et « Awards » - 9M19

● Global Markets:

- N°1 All Bonds in EMEA and N°8 All International bonds by volume (*Dealogic – September 2019*)
- N°1 All Bonds in Euros by volume and number of deals (*Dealogic – September 2019*)
- N°2 All Sustainable Bonds by volume and number of deals (*Dealogic – September 2019*)
- Research & Strategy House of the Year (*Global Capital Derivatives Awards – May 2019*)
- Most Innovative Investment Bank, Bonds (*The Banker – September 2019*)
- Japan House of the Year (*AsiaRisk Awards 2019*)

● Securities Services:

- Best Transaction Bank for Securities Services (*The Banker – September 2019*)
- Custodian of the Year (*AsiaRisk Awards 2019*)

● Corporate Banking:

- N°1 Investment Grade Corporate Bonds by volume and number of deals (*Dealogic – September 2019*)
- N°1 EMEA Syndicated Loans Bookrunner by volume and number of deals (*Dealogic – September 2019*)
- N°1 EMEA Equity-Linked by volume and number of deals (*Dealogic – September 2019*)
- N°1 European Large Corporate and N°3 for Asian Large Corporate Trade Finance (*Greenwich Share Leaders 2019*)
- Most Innovative Investment Bank, Western Europe (*The Banker – September 2019*)



Autres Activités - 3T19

En millions d'euros	3T19	3T18	2T19	9M19	9M18
Produit net bancaire	27	9	53	117	480
Frais de gestion	-363	-415	-436	-1 199	-1 360
Dont coûts de transformation, coûts de restructuration et coûts d'adaptation	-256	-267	-335	-798	-753
Résultat Brut d'exploitation	-336	-405	-383	-1 083	-880
Coût du risque	-1	1	7	2	-36
Résultat d'exploitation	-337	-404	-377	-1 081	-916
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	19	18	24	67	59
Autres éléments hors exploitation	20	285	81	724	441
Résultat avant impôt	-299	-101	-272	-291	-416

- Rappel : contribution de First Hawaiian Bank (FHB) au compte de résultats réallouée rétroactivement en Autres Activités à compter du 1^{er} janvier 2018*
 - Rappel 3T18 : PNB (55 M€) , frais de gestion (27 M€) et coût du risque (1 M€)
- Frais de gestion
 - Coûts de transformation – plan 2020 : -178 M€ (-248 M€ au 3T18)
 - Coûts de restructuration** : -48 M€ (-19 M€ au 2T18)
 - Mesures additionnelles d'adaptation – plans de départ*** : -30 M€ (0 M€ au 3T18)
- Autres éléments hors exploitation
 - Rappel 3T18 : comptabilisation de la plus-value de cession de 30,3% de First Hawaiian Bank (+286 M€)

* Cf. nouvelles séries trimestrielles publiées le 29 mars 2019. FHB sortie du périmètre de consolidation par intégration globale à compter du 1^{er} août 2018 ;
** Coûts de restructuration liés notamment à l'intégration de Raiffeisen Bank Polska et d'Opel Bank SA ; *** BNL bc et Asset Management

Autres Activités - 9M19

- Rappel : contribution de First Hawaiian Bank (FHB) au compte de résultats réallouée rétroactivement en Autres Activités à compter du 1^{er} janvier 2018*
 - Rappel 9M18 : PNB (359 M€) , frais de gestion (189 M€) et coût du risque (13 M€)
- Frais de gestion
 - Coûts de transformation – plan 2020 : -568 M€ (-721 M€ au 9M18)
 - Coûts de restructuration** : -148 M€ (-32 M€ au 9M18)
 - Mesures additionnelles d'adaptation – plans de départ*** : -81 M€ (0 M€ au 9M18)
- Autres éléments hors exploitation
 - Plus-value de cession de 16,8% de SBI Life et déconsolidation de la participation résiduelle**** : +1 450 M€
 - Dépréciation de goodwills : -818 M€
 - Rappels 9M18 : plus-value sur la cession d'un immeuble (+101 M€) et comptabilisation de la plus-value de cession de 30,3% de First Hawaiian Bank (+286 M€)

* Cf. nouvelles séries trimestrielles publiées le 29 mars 2019, FHB sortie du périmètre de consolidation par intégration globale à compter du 1^{er} août 2018 ; ** Coûts de restructuration liés notamment à l'intégration de Raiffeisen Bank Polska et d'Opel Bank SA ; *** BNL bc et Asset Management ; **** Participation résiduelle de 5,2% dans SBI Life



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 73

Répartition des coûts de transformation des Métiers présentés en Autres Activités - 3T19

En millions d'euros	3T19	2T19	1T19	2018	4T18	3T18	2T18	1T18
Retail Banking & Services	-100	-141	-88	-639	-209	-145	-161	-124
Domestic Markets	-59	-93	-41	-332	-117	-79	-76	-60
Banque De Détail en France	-40	-32	-26	-194	-69	-48	-45	-33
BNL bc	-2	-7	-2	-25	-12	-5	-4	-3
Banque De Détail en Belgique	-11	-50	-10	-84	-26	-21	-20	-18
Autres Activités	-7	-4	-4	-29	-10	-6	-7	-7
International Financial Services	-41	-49	-47	-307	-92	-66	-85	-64
Personal Finance	-12	-14	-14	-80	-21	-15	-23	-22
International Retail Banking	-13	-16	-9	-97	-27	-22	-30	-19
Assurance	-5	-6	-4	-54	-18	-11	-14	-9
Gestion Institutionnelle et Privée	-11	-13	-20	-76	-25	-18	-19	-14
Corporate & Institutional Banking	-72	-72	-75	-449	-161	-101	-106	-81
Corporate Banking	-22	-18	-21	-122	-58	-7	-41	-15
Global Markets	-40	-42	-45	-261	-89	-75	-47	-50
Securities Services	-9	-12	-9	-66	-14	-19	-17	-16
Autres Activités	-6	-8	-5	-18	-15	-1	-1	-0
TOTAL	-178	-222	-168	-1 106	-385	-248	-267	-206



BNP PARIBAS La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.09.2019 | 74

Résultats du Groupe

Résultats des pôles

Résultats détaillés du 9M19

Annexes

Nombre d'actions et Bénéfice Net par Action

➤ Nombre d'actions

<i>en millions</i>	30-sept.-19	31-déc.-18
Nombre d'actions (fin de période)	1 250	1 250
Nombre d'actions hors actions autodétenues (fin de période)	1 248	1 248
Nombre moyen d'actions sur la période, hors actions autodétenues	1 248	1 248

➤ Bénéfice Net par Action

<i>en millions</i>	30-sept-19	30-sept-18
Nombre moyen d'actions sur la période, hors actions autodétenues	1 248	1 248
Résultat net part du Groupe	6 324	6 084
Rémunération nette d'impôts des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	-314	-275
Effet change sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée remboursés	0	0
Résultat net part du Groupe, après rémunération et effet change sur TSSDI	6 010	5 809
Bénéfice Net par Action (BNA) en euros	4,82	4,65

Ratios de fonds propres et Actif net par Action

Ratios de fonds propres

	30-sept.-19	1-janv.-19	31-déc.-18
Ratio de solvabilité global (a)	15,4%	14,9%	15,0%
Ratio Tier 1 (a)	13,3%	13,0%	13,1%
Ratio Common equity Tier 1 (a)	12,0%	11,7%	11,8%

(a) CRD4, sur la base des risques pondérés à 677 Md€ au 30.09.2019 et à 647 Md€ au 31.12.2018.

Actif Net par Action

en millions d'euros	30-sept.-19	31-déc.-18	
Capitaux propres part du Groupe	107 157	101 467	(1)
dont variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres (gains et pertes latents ou différés)	2 525	510	
dont Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	9 743	8 230	(2)
dont rémunération nette d'impôts à verser sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée	94	77	(3)
Actif Net Comptable (a)	97 320	93 160	(1)-(2)-(3)
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles	11 549	12 270	
Actif Net Comptable Tangible (a)	85 771	80 890	
Nombre d'actions hors actions autodétenues (fin de période) en millions	1 248	1 248	
Actif Net Comptable par Action (euros)	78,0	74,7	
dont actif net comptable par action non réévalué (euros)	75,9	74,3	
Actif Net Comptable Tangible par Action (euros)	68,7	64,8	

(a) Hors TSSDI et rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI

Rentabilité des Fonds propres et Capitaux Permanents

Calcul de la rentabilité des fonds propres

en millions d'euros	9M19	9M18	
Résultat net part du Groupe (RNP)	6 324	6 084	(1)
Eléments exceptionnels (après impôts) (a)	0	-169	(2)
Contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) et taxes après impôts	-948	-971	(3)
RNP annualisé (éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes bancaires non annualisés) (b)	8 748	8 492	(4)
Rémunération nette d'impôts des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI) et effet change	-424	-365	
Impact des coûts de transformation et de restructuration annualisés	-171	-178	
RNP retraité pour le calcul du ROE / ROTE	8 153	7 949	
Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués (c)	90 928	87 588	
Rentabilité des fonds propres	9,0%	9,1%	
Moyenne des capitaux propres permanents tangibles, non réévalués (d)	79 018	75 329	
Rentabilité des fonds propres tangibles	10,3%	10,6%	

(a) Cf. disposition 39 de la présentation ; (b) Au 30.09.19, (4) = 4/3 * ((1)-(2)-(3)) + (2)+(3)

(c) Moyenne des capitaux propres permanents : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes systémiques bancaires non annualisés (Capitaux propres permanents = capitaux propres comptables part du groupe - variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres - Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée - rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI - hypothèse de distribution de dividende) ;

(d) Moyenne des capitaux propres permanents tangibles : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes systémiques bancaires non annualisés (Capitaux propres permanents tangibles = capitaux permanents - immobilisations incorporelles - écarts d'acquisition) ;

Capitaux permanents part du Groupe non réévalués

en millions d'euros	30-sept.-19	31-déc.-18	
Actif Net Comptable	97 320	93 160	(1)
dont variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres (gains latents ou différés)	2 525	510	(2)
dont dividende 2018		3 768	(3)
dont hypothèse de distribution de dividende 2019	4 070		(4)
Annualisation du résultat retraité (a)	2 253		(5)
Annualisation des coupons courus non échus	-5		(6)
Capitaux propres permanents part du Groupe, non réévalués (b)	92 973	88 882	(1)-(2)-(3)-(4)-(5)-(6)
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles	11 549	12 270	
Capitaux propres permanents tangibles part du Groupe, non réévalués (b)	81 424	76 612	

(a) 1/3 du RNP du 9M19 hors éléments exceptionnels à l'exclusion des coûts de transformation et de restructuration, et hors contribution au FRU et taxes après impôts ;

(b) Hors TSSDI et rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI et après hypothèse de distribution de dividende

Un bilan de qualité

Créances douteuses / encours bruts

	30-sept-19	31-déc-18
Créances douteuses (a) / encours bruts (b)	2,4%	2,6%

(a) Encours dépréciés (stage 3), bilan et hors bilan, non nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres ; (b) Encours bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, bilan et hors bilan, y compris titres au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

Taux de couverture

en milliards d'euros	30-sept-19	31-déc-18
Provisions (a)	19,4	19,9
Engagements douteux (b)	25,8	26,2
Taux de couverture Stage 3	75,2%	76,2%

(a) Dépréciations stage 3 ; (b) Encours dépréciés (stage 3), bilan et hors bilan, nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

Ratio de liquidité et Réserve de liquidité immédiatement disponible

	30-sept-19	31-déc-18
Ratio de liquidité (Liquidity Coverage Ratio)	121%	132%
Réserve de liquidité immédiatement disponible (Md€) (a)	351	308

(a) Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales (*counterbalancing capacity*) tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, diminués des besoins intra-journaliers des systèmes de paiement

Ratio TLAC

	30-sept-19	30-juin-19
Ratio TLAC (a)	21,3%	20,4%
Effet des dettes seniors préférées sur option (b)	2,5%	2,5%
Ratio TLAC après effet des dettes seniors éligibles sur option	23,8%	22,9%

(a) Au 30 septembre 2019, le ratio TLAC s'élève à 6,4% des expositions de levier
(b) Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 72ter du Règlement (UE) n° 2019/876, certaines dettes senior préférées (dont le montant atteint 22 228 millions d'euros au 30 septembre 2019) peuvent être éligibles dans la limite de 2,5 % des actifs pondérés

Le ratio TLAC du Groupe s'élève à 21,3% au 30 septembre 2019, sans utiliser les dettes senior préférées éligibles dans la limite de 2,5% des actifs pondérés. Le ratio TLAC atteindrait 23,8% si le Groupe utilisait cette option.

Ratio common equity Tier 1

Ratio common equity Tier 1 * (passage des fonds propres comptables aux fonds propres prudentiels)

en Milliards d'euros	30-sept-19	30-juin-19
Capitaux propres	111,6	108,5
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	-9,7	-9,5
Projet de distribution de dividende 2019	-3,0	-2,1
Ajustements réglementaires sur capitaux propres **	-2,1	-1,7
Ajustements réglementaires sur intérêts minoritaires	-2,6	-2,5
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles	-11,3	-11,2
Impôts différés actifs sur déficits reportables	-0,4	-0,5
Autres ajustements réglementaires	-0,8	-0,7
Déduction des engagements de paiement irrévocable***	-0,6	-0,6
Fonds propres Common Equity Tier One	81,1	79,7
Actifs pondérés	677	669
Ratio Common Equity Tier 1	12,0%	11,9%

* CRD4 ; ** Y compris Prudent Valuation Adjustment ; *** Nouvelle consigne générale du SSM

Ressources de marché à moyen / long terme Programme 2019

Programme 2019 de refinancement MLT* : 36 Md€

- Dont instruments de capital : 3 Md€
 - Objectif cible de 3% des actifs pondérés
 - Additional Tier 1 : 1,3% et Tier 2 : 2,1% au 30.09.19
 - AT1: 1,5 Md\$ émis le 18.03.19, Perp Non Call 5, coupon de 6,625%, équiv. mid-swap€ + 360pb
 - AT1 : AUD 300m (187 M€ equiv.) émis le 03.07.19 Perp Non Call 5.5, coupon de 4,5% s.a, équiv. mid-swap€ + 264pb
 - Tier 2** : -1,8 Md€ équiv., émis sous différents formats, maturité moyenne de 11 ans, mid-swap€ + 147pb (émission le 25.06.19 d'un Tier 2 de 1 Md€ à 12 ans, mid-swap +130pb)
- Dont dette senior : 33 Md€
 - Dont dette Senior Non Préférée (NPS) : 14 Md€
- Emissions de dette Senior Non Préférée (NPS) déjà réalisées** : 13,4 Md€ maturité moyenne de 6.8 ans, mid-swap + 149pb
 - Émission le 21.02.19 d'un Green Bond de 750 M€ à 5,5 ans, mid-swap +100pb
 - Émission le 10.07.19 d'une NPS de 1 Md€ à 6 ans, 6 Non Call 5, mid-swap +75pb
 - Émission le 28.08.19 d'une NPS de 1 Md€ à 7 ans, mid-swap +70pb

Echéancier prudentiel du stock des Tier 1 et Tier 2 au 1.10.2019 (éligible ou admis en grandfathering)***

en Md€	01.10.2019	01.01.2020	01.01.2021
AT1	9	9	8
T2	17	17	16

Plus de 95% du programme de dette Senior Non Préférée déjà réalisé

* Sous réserve des conditions de marché, montants indicatifs ; ** Au 17.10.19 ; *** Echéancier prenant en compte l'amortissement prudentiel des instruments existants au 01.10.19, hors émissions à venir, sous les hypothèses que les instruments "callable" à destination des investisseurs institutionnels soient remboursés à leur première date de call, et tenant compte des plafonds de grandfathering

Coût du risque sur encours (1/2)

Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

	2016	2017	1T18	2T18	3T18	4T18	2018	1T19	2T19	3T19
Domestic Markets*										
Encours début de trimestre (en Md€)	344,4	362,3	397,2	398,4	404,1	405,7	401,3	411,0	412,6	416,4
Coût du risque (en M€)	1 515	1 356	270	204	251	322	1 046	307	214	245
Coût du risque (en pb, annualisé)	44	37	27	20	25	32	26	30	21	24
BDDF*										
Encours début de trimestre (en Md€)	144,3	155,9	187,5	185,4	184,2	183,9	185,2	189,2	189,8	191,2
Coût du risque (en M€)	342	331	59	54	90	85	288	72	83	75
Coût du risque (en pb, annualisé)	24	21	13	12	20	19	16	15	17	16
BNL bc*										
Encours début de trimestre (en Md€)	77,4	78,3	78,1	77,6	78,8	79,7	78,6	78,0	77,6	77,1
Coût du risque (en M€)	959	871	169	127	131	164	592	165	107	109
Coût du risque (en pb, annualisé)	124	111	87	66	67	82	75	85	55	56
BDDB*										
Encours début de trimestre (en Md€)	96,4	100,4	102,0	104,3	109,4	109,9	106,4	111,0	111,9	114,5
Coût du risque (en M€)	98	65	6	-2	-4	43	43	34	-3	20
Coût du risque (en pb, annualisé)	10	6	2	-1	-1	16	4	12	-1	7

* Avec la Banque Privée à 100%

Coût du risque sur encours (2/2)

Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

	2016	2017	1T18	2T18	3T18	4T18	2018	1T19	2T19	3T19
BancWest*										
Encours début de trimestre (en Md€)	60,3	64,9	51,1	49,4	52,1	52,8	51,3	53,7	54,5	54,7
Coût du risque (en M€)	85	111	12	0	35	22	70	18	2	43
Coût du risque (en pb, annualisé)	14	17	10	0	27	17	14	14	2	32
Europe Méditerranée*										
Encours début de trimestre (en Md€)	39,1	38,2	38,2	38,2	39,0	35,7	37,7	40,6	40,7	40,4
Coût du risque (en M€)	437	259	70	55	105	78	308	77	97	112
Coût du risque (en pb, annualisé)	112	68	73	58	108	87	82	75	96	110
Personal Finance										
Encours début de trimestre (en Md€)	61,4	68,7	80,6	82,9	85,9	87,8	84,3	90,9	93,7	94,7
Coût du risque (en M€)	979	1 009	276	265	345	299	1 186	329	289	366
Coût du risque (en pb, annualisé)	159	147	137	128	161	136	141	145	123	154
CIB - Corporate Banking										
Encours début de trimestre (en Md€)	118,7	123,5	131,1	127,0	139,3	135,5	132,6	138,0	146,0	150,2
Coût du risque (en M€)	292	70	-1	-13	-46	91	31	35	21	88
Coût du risque (en pb, annualisé)	25	6	0	-4	-13	27	2	10	6	23
Groupe**										
Encours début de trimestre (en Md€)	709,8	738,6	776,9	780,8	804,2	791,7	788,4	807,9	826,3	836,4
Coût du risque (en M€)	3 262	2 907	615	567	686	896	2 764	769	621	847
Coût du risque (en pb, annualisé)	46	39	32	29	34	45	35	38	30	41

* Avec la Banque Privée à 100% ; ** Y compris coût du risque des activités de marché, International Financial Services et Autres Activités

Actifs pondérés

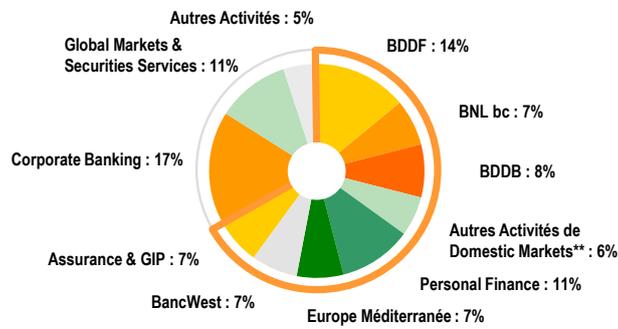
- Actifs pondérés* : 677 Md€ au 30.09.19 (669 Md€ au 30.06.19)
 - Hausse des actifs pondérés de crédit en lien avec l'effet change (appréciation du dollar)
 - Stabilité hors cet effet grâce à l'effet marqué des titrisations ce trimestre (rappel : report au premier semestre de certaines titrisations)

en Md€	30.09.19	30.06.19
Risque de Crédit	527	521
Risque Opérationnel	70	73
Risque de Contrepartie	34	33
Risque Marché / Change	20	20
Positions de titrisation du portefeuille bancaire	10	8
Autres**	16	15
Total des actifs pondérés*	677	669

* CRD4; ** Inclut les DTA et les participations significatives dans les entités du secteur financier, sujets à une pondération de 250%

Actifs pondérés par métier*

Actifs pondérés par métier*
au 30.09.2019



Retail Banking and Services : 67%

* CRD4; ** Y compris Luxembourg

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE - GROUPE

<i>En millions d'euros</i>	3T19	3T18	3T19 / 3T18	2T19	3T19 / 2T19	9M19	9M18	9M19 / 9M18
Produit net bancaire	10 896	10 352	+5,3%	11 224	-2,9%	33 264	32 356	+2,8%
Frais de gestion	-7 421	-7 277	+2,0%	-7 435	-0,2%	-23 305	-22 905	+1,7%
Résultat Brut d'exploitation	3 475	3 075	+13,0%	3 789	-8,3%	9 959	9 451	+5,4%
Coût du risque	-847	-686	+23,5%	-621	+36,4%	-2 237	-1 868	+19,8%
Résultat d'exploitation	2 628	2 389	+10,0%	3 168	-17,0%	7 722	7 583	+1,8%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	143	139	+2,9%	180	-20,6%	457	433	+5,5%
Autres éléments hors exploitation	34	288	-88,2%	29	+17,0%	686	509	+34,8%
Éléments hors exploitation	177	427	-58,6%	209	-15,3%	1 143	942	+21,3%
Résultat avant impôt	2 805	2 816	-0,4%	3 377	-16,9%	8 865	8 525	+4,0%
Impôt sur les bénéfices	-767	-583	+31,6%	-795	-3,5%	-2 229	-2 059	+8,3%
Intérêts minoritaires	-100	-109	-8,3%	-114	-12,3%	-312	-382	-18,3%
Résultat net part du groupe	1 938	2 124	-8,8%	2 468	-21,5%	6 324	6 084	+3,9%
Coefficient d'exploitation	68,1%	70,3%	-2,2 pt	66,2%	+1,9 pt	70,1%	70,8%	-0,7 pt

L'information financière de BNP Paribas pour le troisième trimestre 2019 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée.

L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : <http://invest.bnpparibas.com> dans l'espace « Résultats » et est publiée par BNP Paribas en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

RESULTATS PAR POLE AU TROISIEME TRIMESTRE 2019

	Domestic Markets	International Financial Services	CIB	Pôles opérationnels	Autres activités	Groupe	
<i>En millions d'euros</i>							
Produit net bancaire	3 748	4 248	2 873	10 869	27	10 896	
	var/3T18	+0,3%	+5,1%	+12,0%	+5,1%	n.s.	+5,3%
	var/2T19	-1,6%	-0,3%	-7,3%	-2,7%	-49,6%	-2,9%
Frais de gestion	-2 539	-2 545	-1 974	-7 058	-363	-7 421	
	var/3T18	+0,3%	+4,0%	+4,8%	+2,9%	-12,5%	+2,0%
	var/3T19	+3,9%	-0,6%	-1,1%	+0,9%	-16,9%	-0,2%
Résultat Brut d'exploitation	1 209	1 704	898	3 811	-336	3 475	
	var/3T18	+0,3%	+6,8%	+32,0%	+9,5%	-17,1%	+13,0%
	var/3T19	-11,5%	+0,0%	-18,5%	-8,7%	-12,3%	-8,3%
Coût du risque	-246	-518	-81	-846	-1	-847	
	var/3T18	-1,6%	+6,6%	n.s.	+23,1%	n.s.	+23,5%
	var/3T19	+15,5%	+32,8%	n.s.	+34,8%	n.s.	+36,4%
Résultat d'exploitation	963	1 186	817	2 965	-337	2 628	
	var/3T18	+0,8%	+6,9%	+12,0%	+6,1%	-16,6%	+10,0%
	var/3T19	-16,6%	-9,7%	-24,2%	-16,3%	-10,5%	-17,0%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	118	5	124	19	143	
Autres éléments hors exploitation	2	1	11	14	20	34	
Résultat avant impôt	966	1 305	834	3 104	-299	2 805	
	var/3T18	+0,6%	+6,7%	+13,5%	+6,4%	n.s.	-0,4%
	var/3T19	-16,0%	-9,5%	-21,2%	-14,9%	+10,0%	-16,9%

	Domestic	International	CIB	Pôles	Autres activités	Groupe	
<i>En millions d'euros</i>							
Produit net bancaire	3 748	4 248	2 873	10 869	27	10 896	
	3T18	3 737	4 041	2 565	10 343	9	10 352
	2T19	3 810	4 262	3 099	11 171	53	11 224
Frais de gestion	-2 539	-2 545	-1 974	-7 058	-363	-7 421	
	3T18	-2 531	-2 446	-1 884	-6 862	-415	-7 277
	2T19	-2 443	-2 559	-1 997	-6 999	-436	-7 435
Résultat Brut d'exploitation	1 209	1 704	898	3 811	-336	3 475	
	3T18	1 205	1 595	680	3 481	-405	3 075
	2T19	1 367	1 703	1 102	4 172	-383	3 789
Coût du risque	-246	-518	-81	-846	-1	-847	
	3T18	-251	-486	49	-687	1	-686
	2T19	-213	-390	-24	-628	7	-621
Résultat d'exploitation	963	1 186	817	2 965	-337	2 628	
	3T18	955	1 109	730	2 793	-404	2 389
	2T19	1 154	1 313	1 078	3 545	-377	3 168
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	118	5	124	19	143	
	3T18	5	111	4	121	18	139
	2T19	2	149	5	156	24	180
Autres éléments hors exploitation	2	1	11	14	20	34	
	3T18	0	3	0	3	285	288
	2T19	-6	-21	-25	-52	81	29
Résultat avant impôt	966	1 305	834	3 104	-299	2 805	
	3T18	960	1 223	734	2 917	-101	2 816
	2T19	1 149	1 442	1 058	3 649	-272	3 377
Impôt sur les bénéfices							-767
Intérêts minoritaires							-100
Résultat net part du groupe							1 938

RESULTATS PAR POLE SUR 9 MOIS 2019

<i>En millions d'euros</i>		Domestic	International	CIB	Pôles	Autres activités	Groupe
Produit net bancaire		11 375	12 792	8 980	33 147	117	33 264
	var/9M 18	+0,2%	+5,9%	+6,3%	+4,0%	-75,7%	+2,8%
Frais de gestion		-7 880	-7 792	-6 434	-22 106	-1 199	-23 305
	var/9M 18	+0,1%	+4,9%	+3,0%	+2,6%	-11,8%	+1,7%
Résultat Brut d'exploitation		3 495	5 001	2 546	11 042	-1 083	9 959
	var/9M 18	+0,6%	+7,6%	+15,4%	+6,9%	+23,0%	+5,4%
Coût du risque		-764	-1 337	-138	-2 239	2	-2 237
	var/9M 18	+5,5%	+14,7%	n.s.	+22,2%	n.s.	+19,8%
Résultat d'exploitation		2 731	3 664	2 408	8 803	-1 081	7 722
	var/9M 18	-0,8%	+5,2%	+6,4%	+3,6%	+18,0%	+1,8%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-3	381	12	390	67	457
Autres éléments hors exploitation		-3	-20	-15	-38	724	686
Résultat avant impôt		2 725	4 025	2 406	9 156	-291	8 865
	var/9M 18	-0,9%	+3,2%	+5,1%	+2,4%	-30,1%	+4,0%
Impôt sur les bénéfices							-2 229
Intérêts minoritaires							-312
Résultat net part du groupe							6 324

HISTORIQUE DES RESULTATS TRIMESTRIELS

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
Groupe							
PNB	10 896	11 224	11 144	10 160	10 352	11 206	10 798
Frais de gestion	-7 421	-7 435	-8 449	-7 678	-7 277	-7 368	-8 260
RBE	3 475	3 789	2 695	2 482	3 075	3 838	2 538
Coût du risque	-847	-621	-769	-896	-686	-567	-615
Résultat d'exploitation	2 628	3 168	1 926	1 586	2 389	3 271	1 923
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	143	180	134	195	139	132	162
Autres éléments hors exploitation	34	29	623	-98	288	50	171
Résultat avant impôt	2 805	3 377	2 683	1 683	2 816	3 453	2 256
Impôt sur les bénéfices	-767	-795	-667	-144	-583	-918	-558
Intérêts minoritaires	-100	-114	-98	-97	-109	-142	-131
Résultat net part du groupe	1 938	2 468	1 918	1 442	2 124	2 393	1 567
Coefficient d'exploitation	68,1%	66,2%	75,8%	75,6%	70,3%	65,7%	76,5%

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
RETAIL BANKING & SERVICES - HORS EFFETS PEL/CEL							
PNB	8 006	8 045	8 096	7 767	7 774	7 915	7 731
Frais de gestion	-5 084	-5 002	-5 586	-5 154	-4 978	-4 907	-5 416
RBE	2 922	3 042	2 510	2 613	2 796	3 008	2 315
Coût du risque	-765	-604	-733	-722	-736	-526	-627
Résultat d'exploitation	2 158	2 439	1 777	1 891	2 060	2 482	1 688
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	119	151	108	131	117	107	132
Autres éléments hors exploitation	3	-27	1	-4	3	0	59
Résultat avant impôt	2 280	2 563	1 886	2 018	2 179	2 589	1 879
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	54,7	54,6	54,3	52,5	52,1	52,0	51,8
<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
RETAIL BANKING & SERVICES							
PNB	7 997	8 072	8 099	7 782	7 778	7 916	7 733
Frais de gestion	-5 084	-5 002	-5 586	-5 154	-4 978	-4 907	-5 416
RBE	2 913	3 070	2 513	2 628	2 800	3 009	2 316
Coût du risque	-765	-604	-733	-722	-736	-526	-627
Résultat d'exploitation	2 148	2 467	1 780	1 907	2 064	2 482	1 689
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	119	151	108	131	117	107	132
Autres éléments hors exploitation	3	-27	1	-4	3	0	59
Résultat avant impôt	2 270	2 591	1 889	2 033	2 183	2 589	1 880
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	54,7	54,6	54,3	52,5	52,1	52,0	51,8
<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
DOMESTIC MARKETS - HORS EFFETS PEL/CEL (Intégrant 100% de BP France, Italie, Belgique, Luxembourg)*							
PNB	3 892	3 925	3 961	3 903	3 874	3 938	3 969
Frais de gestion	-2 607	-2 516	-2 983	-2 603	-2 605	-2 528	-2 971
RBE	1 285	1 408	978	1 300	1 269	1 411	998
Coût du risque	-245	-214	-307	-322	-251	-204	-270
Résultat d'exploitation	1 040	1 194	671	978	1 018	1 206	727
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	2	-6	0	5	-3	-6
Autres éléments hors exploitation	2	-6	1	-2	0	1	1
Résultat avant impôt	1 043	1 190	666	975	1 024	1 205	723
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-67	-68	-58	-59	-67	-73	-65
Résultat avant impôt de Domestic Markets	975	1 122	608	917	956	1 132	658
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	25,7	25,7	25,5	25,2	25,0	24,7	24,4
<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
DOMESTIC MARKETS (Intégrant 2/3 de BP France, Italie, Belgique et Luxembourg)							
PNB	3 748	3 810	3 816	3 783	3 737	3 792	3 820
Frais de gestion	-2 539	-2 443	-2 897	-2 528	-2 531	-2 454	-2 888
RBE	1 209	1 367	919	1 255	1 205	1 338	933
Coût du risque	-246	-213	-305	-320	-251	-205	-269
Résultat d'exploitation	963	1 154	615	935	955	1 133	664
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	2	-6	0	5	-3	-6
Autres éléments hors exploitation	2	-6	1	-2	0	1	1
Résultat avant impôt	966	1 149	610	932	960	1 132	659
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	25,7	25,7	25,5	25,2	25,0	24,7	24,4

* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
BANQUE DE DETAIL EN FRANCE (Intégrant 100% de Banque Privée France)*							
PNB	1 558	1 624	1 597	1 568	1 575	1 593	1 595
<i>Dont revenus d'intérêt</i>	891	916	915	902	900	875	891
<i>Dont commissions</i>	667	708	682	666	676	718	704
Frais de gestion	-1 163	-1 102	-1 186	-1 149	-1 168	-1 104	-1 189
RBE	396	522	412	419	407	489	406
Coût du risque	-75	-83	-72	-85	-90	-54	-59
Résultat d'exploitation	320	440	340	334	317	435	347
Éléments hors exploitation	0	0	1	-3	0	1	0
Résultat avant impôt	320	440	340	332	318	437	346
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-40	-37	-34	-32	-38	-39	-39
Résultat avant impôt de BDDF	281	402	306	299	280	397	307
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	10,0	9,9	9,8	9,6	9,5	9,3	9,2

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
BANQUE DE DETAIL EN FRANCE - HORS EFFETS PEL/CEL (Intégrant 100% de Banque Privée France)*							
PNB	1 568	1 596	1 595	1 553	1 571	1 593	1 594
<i>Dont revenus d'intérêt</i>	901	889	912	887	896	875	890
<i>Dont commissions</i>	667	708	682	666	676	718	704
Frais de gestion	-1 163	-1 102	-1 186	-1 149	-1 168	-1 104	-1 189
RBE	405	495	409	404	403	489	405
Coût du risque	-75	-83	-72	-85	-90	-54	-59
Résultat d'exploitation	330	412	337	319	313	435	346
Éléments hors exploitation	0	0	1	-3	0	1	0
Résultat avant impôt	330	412	338	317	314	436	345
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-40	-37	-34	-32	-38	-39	-39
Résultat avant impôt de BDDF	290	374	304	284	276	397	306
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	10,0	9,9	9,8	9,6	9,5	9,3	9,2

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
BANQUE DE DETAIL EN FRANCE (Intégrant 2/3 de Banque Privée France)							
PNB	1 490	1 549	1 522	1 498	1 502	1 517	1 517
Frais de gestion	-1 133	-1 065	-1 147	-1 112	-1 133	-1 068	-1 151
RBE	357	484	376	386	369	449	367
Coût du risque	-77	-81	-70	-84	-90	-53	-59
Résultat d'exploitation	281	402	305	302	280	396	307
Éléments hors exploitation	0	0	1	-3	0	1	0
Résultat avant impôt	281	402	306	299	280	397	307
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	10,0	9,9	9,8	9,6	9,5	9,3	9,2

* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

** Rappel Provision PEL/CEL : provision, comptabilisée dans le PNB de la Banque de Détail en France, en regard du risque généré par les Plans Epargne Logement (PEL) et Comptes Epargne Logement (CEL) sur l'ensemble de leur durée

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
Effet PEL-CEL	-10	28	2	15	4	0	1

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
<i>BNL banca commerciale (Intégrant 100% de Banque Privée Italie)*</i>							
PNB	663	684	675	722	660	698	713
Frais de gestion	-446	-433	-470	-440	-439	-438	-480
RBE	217	251	205	282	221	259	233
Coût du risque	-109	-107	-165	-164	-131	-127	-169
Résultat d'exploitation	108	144	40	117	90	132	63
Éléments hors exploitation	0	0	0	-2	0	-1	0
Résultat avant impôt	108	144	40	116	89	130	63
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-10	-11	-10	-11	-10	-10	-12
Résultat avant impôt de BNL bc	98	133	30	105	80	120	51
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,3	5,3	5,3	5,5	5,5	5,5	5,4
<i>En millions d'euros</i>							
<i>BNL banca commerciale (Intégrant 2/3 de Banque Privée Italie)</i>							
PNB	641	663	654	700	638	675	691
Frais de gestion	-434	-422	-460	-429	-427	-427	-470
RBE	207	241	195	272	211	248	221
Coût du risque	-109	-108	-164	-165	-131	-127	-170
Résultat d'exploitation	98	133	30	107	80	122	51
Éléments hors exploitation	0	0	0	-2	0	-1	0
Résultat avant impôt	98	133	30	105	80	120	51
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,3	5,3	5,3	5,5	5,5	5,5	5,4
<i>En millions d'euros</i>							
<i>BANQUE DE DETAIL EN BELGIQUE (Intégrant 100% de Banque Privée Belgique)*</i>							
PNB	853	878	915	857	887	917	934
Frais de gestion	-541	-535	-844	-571	-563	-552	-835
RBE	312	342	71	286	324	365	99
Coût du risque	-20	3	-34	-43	4	2	-6
Résultat d'exploitation	292	345	37	243	328	367	93
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	5	5	-3	4	8	1	-3
Autres éléments hors exploitation	1	-6	0	7	0	0	1
Résultat avant impôt	298	344	35	253	336	368	92
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-17	-19	-14	-15	-19	-23	-13
Résultat avant impôt de BDDB	281	325	21	238	317	345	79
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,8	5,9	5,8	5,7	5,7	5,6	5,6
<i>En millions d'euros</i>							
<i>BANQUE DE DETAIL EN BELGIQUE (Intégrant 2/3 de Banque Privée Belgique)</i>							
PNB	813	836	868	817	845	872	887
Frais de gestion	-519	-512	-811	-547	-539	-529	-803
RBE	295	323	57	270	305	344	85
Coût du risque	-20	3	-33	-42	4	0	-4
Résultat d'exploitation	275	326	24	228	309	344	80
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	5	5	-3	4	8	1	-3
Autres éléments hors exploitation	1	-6	0	7	0	0	1
Résultat avant impôt	281	325	21	238	317	345	79
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,8	5,9	5,8	5,7	5,7	5,6	5,6

* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
AUTRES ACTIVITES DE DOMESTIC MARKETS Y COMPRIS LUXEMBOURG (Intégrant 100% de Banque Privée Luxembourg)*							
PNB	807	767	776	771	755	731	728
Frais de gestion	-457	-447	-483	-443	-435	-433	-467
RBE	351	320	292	328	320	298	261
Coût du risque	-41	-27	-37	-29	-33	-25	-36
Résultat d'exploitation	310	293	256	299	287	273	225
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-4	-4	-3	-4	-3	-3	-2
Autres éléments hors exploitation	1	0	0	-5	0	0	-1
Résultat avant impôt	307	290	253	290	284	271	223
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-1	-1	0	-1	-1	-1	-1
Résultat avant impôt de Autres Domestic Markets	306	289	253	289	283	270	222
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	4,6	4,6	4,5	4,4	4,3	4,3	4,2

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
AUTRES ACTIVITES DE DOMESTIC MARKETS Y COMPRIS LUXEMBOURG (Intégrant 2/3 de Banque Privée Luxembourg)							
PNB	804	763	772	767	752	728	725
Frais de gestion	-454	-444	-480	-440	-433	-431	-464
RBE	350	319	292	327	319	297	260
Coût du risque	-41	-27	-37	-29	-33	-25	-36
Résultat d'exploitation	309	292	255	298	286	272	225
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-4	-4	-3	-4	-3	-3	-2
Autres éléments hors exploitation	1	0	0	-5	0	0	-1
Résultat avant impôt	306	289	253	289	283	270	222
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	4,6	4,6	4,5	4,4	4,3	4,3	4,2

* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES							
PNB	4 248	4 262	4 282	3 999	4 041	4 123	3 912
Frais de gestion	-2 545	-2 559	-2 688	-2 626	-2 446	-2 453	-2 529
RBE	1 704	1 703	1 594	1 373	1 595	1 671	1 383
Coût du risque	-518	-390	-428	-401	-486	-322	-358
Résultat d'exploitation	1 186	1 313	1 165	972	1 109	1 349	1 026
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	118	149	113	131	111	109	137
Autres éléments hors exploitation	1	-21	0	-2	3	-1	58
Résultat avant impôt	1 305	1 442	1 279	1 101	1 223	1 457	1 221
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	29,1	28,9	28,8	27,3	27,1	27,3	27,3
<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
PERSONAL FINANCE							
PNB	1 444	1 440	1 427	1 411	1 387	1 381	1 354
Frais de gestion	-664	-702	-770	-728	-639	-672	-725
RBE	781	738	656	682	748	709	629
Coût du risque	-366	-289	-329	-299	-345	-265	-276
Résultat d'exploitation	415	449	327	383	403	443	353
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	19	17	13	17	21	8	15
Autres éléments hors exploitation	0	-13	0	-1	0	-2	4
Résultat avant impôt	434	454	340	400	424	450	373
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	8,0	7,9	7,8	7,3	7,2	7,1	7,0
<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
EUROPE MEDITERRANEE (Intégrant 100% de Banque Privée Turquie)*							
PNB	657	674	665	600	562	614	581
Frais de gestion	-439	-445	-456	-405	-381	-402	-416
RBE	218	230	210	195	181	212	165
Coût du risque	-112	-97	-77	-78	-105	-55	-70
Résultat d'exploitation	107	132	133	117	76	157	96
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	44	66	53	60	43	43	41
Autres éléments hors exploitation	-1	0	0	-1	0	-1	54
Résultat avant impôt	150	198	186	176	119	199	191
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-1	-1	-1	0	-1	-1	-1
Résultat avant impôt de EM	150	197	185	176	118	199	191
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,3	5,3	5,3	4,8	4,8	4,8	4,8
<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
EUROPE MEDITERRANEE (Intégrant 2/3 de Banque Privée Turquie)							
PNB	655	672	663	599	561	612	579
Frais de gestion	-438	-444	-455	-404	-380	-401	-415
RBE	217	228	209	195	180	211	164
Coût du risque	-111	-97	-77	-78	-105	-55	-70
Résultat d'exploitation	106	131	132	117	75	156	95
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	44	66	53	60	43	43	41
Autres éléments hors exploitation	-1	0	0	-1	0	-1	54
Résultat avant impôt	150	197	185	176	118	199	191
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,3	5,3	5,3	4,8	4,8	4,8	4,8

* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
BANCWEST (Intégrant 100% de Banque Privée Etats-Unis)*							
PNB	601	593	569	599	578	576	535
Frais de gestion	-433	-431	-442	-431	-430	-406	-415
RBE	168	162	127	169	148	170	120
Coût du risque	-43	-2	-18	-22	-35	0	-12
Résultat d'exploitation	125	160	109	146	113	169	108
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0
Autres éléments hors exploitation	1	1	0	0	2	0	0
Résultat avant impôt	126	161	109	146	116	169	108
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-7	-7	-8	-7	-8	-7	-6
RNAI	119	153	101	139	108	162	102
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,4	5,3	5,3	4,9	4,8	5,0	4,9
<i>En millions d'euros</i>							
BANCWEST (Intégrant 2/3 de Banque Privée Etats-Unis)							
PNB	585	576	553	581	562	561	522
Frais de gestion	-423	-421	-433	-420	-422	-398	-407
RBE	161	155	119	162	140	163	115
Coût du risque	-43	-2	-18	-22	-35	0	-12
Résultat d'exploitation	118	152	101	139	106	162	102
Éléments hors exploitation	1	1	0	0	2	0	0
Résultat avant impôt	119	153	101	139	108	162	102
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,4	5,3	5,3	4,9	4,8	5,0	4,9
<i>En millions d'euros</i>							
ASSURANCE							
PNB	761	779	874	542	741	735	661
Frais de gestion	-370	-360	-389	-346	-351	-342	-367
RBE	390	419	484	196	390	393	294
Coût du risque	-2	1	-2	2	0	1	0
Résultat d'exploitation	389	420	482	198	390	394	294
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	43	57	37	43	38	46	75
Autres éléments hors exploitation	0	-16	0	0	1	0	0
Résultat avant impôt	432	461	520	241	429	440	369
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	8,4	8,3	8,4	8,4	8,4	8,5	8,7
<i>En millions d'euros</i>							
GESTION INSTITUTIONNELLE ET PRIVEE							
PNB	803	795	766	866	791	834	795
Frais de gestion	-649	-632	-641	-728	-654	-639	-614
RBE	154	163	125	138	137	195	181
Coût du risque	4	-2	-2	-3	-1	-2	0
Résultat d'exploitation	157	161	123	134	136	193	181
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	12	10	10	11	8	12	5
Autres éléments hors exploitation	0	7	0	0	-1	1	0
Résultat avant impôt	170	177	132	146	143	206	187
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	2,1	2,1	2,0	1,9	1,9	1,9	1,9

* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
CORPORATE AND INSTITUTIONAL BANKING							
PNB	2 873	3 099	3 008	2 379	2 565	2 979	2 906
Frais de gestion	-1 974	-1 997	-2 463	-1 919	-1 884	-1 970	-2 389
RBE	898	1 102	545	460	680	1 009	517
Coût du risque	-81	-24	-32	-100	49	-23	31
Résultat d'exploitation	817	1 078	513	359	730	986	548
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	5	5	2	39	4	7	9
Autres éléments hors exploitation	11	-25	-2	-6	0	3	2
Résultat avant impôt	834	1 058	514	393	734	996	558
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	21,6	21,3	20,7	20,8	20,7	20,3	19,9
<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
CORPORATE BANKING							
PNB	1 039	1 094	969	1 102	930	999	892
Frais de gestion	-600	-607	-724	-622	-597	-591	-683
RBE	440	487	245	480	333	409	209
Coût du risque	-88	-21	-35	-91	46	12	1
Résultat d'exploitation	352	467	210	389	379	421	210
Éléments hors exploitation	4	3	3	36	5	7	9
Résultat avant impôt	356	470	213	424	384	428	219
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	12,5	12,4	12,2	12,2	12,1	12,0	11,9
<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
GLOBAL MARKETS							
PNB	1 299	1 409	1 523	650	1 132	1 447	1 498
dont FICC	915	793	1 035	505	680	729	805
dont Equity & Prime Services	384	615	488	145	452	718	692
Frais de gestion	-926	-913	-1 276	-859	-848	-955	-1 275
RBE	373	496	248	-209	284	492	223
Coût du risque	4	-6	3	-13	3	-37	28
Résultat d'exploitation	377	491	251	-222	287	455	251
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	1	0	1	0	1	1
Autres éléments hors exploitation	9	-25	1	-3	0	1	0
Résultat avant impôt	387	467	252	-225	287	457	252
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	8,1	8,0	7,7	7,8	7,7	7,4	7,1
<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
SECURITIES SERVICES							
PNB	535	596	516	627	503	532	517
Frais de gestion	-449	-477	-463	-438	-439	-424	-431
RBE	86	119	53	189	63	108	86
Coût du risque	2	2	-1	4	0	3	1
Résultat d'exploitation	88	121	52	193	63	110	87
Éléments hors exploitation	2	0	-3	0	0	1	0
Résultat avant impôt	91	121	50	193	63	111	86
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	0,9	0,9	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8

<i>En millions d'euros</i>	3T19	2T19	1T19	4T18	3T18	2T18	1T18
AUTRES ACTIVITÉS							
PNB	27	53	37	-1	9	312	159
<i>Frais de gestion</i>	-363	-436	-400	-605	-415	-491	-454
<i>Dont coûts de transformation, coûts de restructuration et coûts d'adaptation</i>	-256	-335	-206	-481	-267	-275	-211
RBE	-336	-383	-363	-606	-405	-179	-295
Coût du risque	-1	7	-4	-74	1	-18	-19
Résultat d'exploitation	-337	-377	-367	-680	-404	-197	-314
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	19	24	24	25	18	19	22
Autres éléments hors exploitation	20	81	623	-88	285	46	110
Résultat avant impôt	-299	-272	280	-743	-101	-132	-183

Indicateurs alternatifs de performance - Article 223-1 du Règlement Général de l'AMF

Indicateurs Alternatifs de Performance	Définition	Justification de l'utilisation
Agrégats du compte de résultat des Pôles Opérationnels (PNB, frais de gestion, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt)	Somme des agrégats du compte de résultat de Domestic Markets (avec les agrégats du compte de résultat de Domestic Markets, incluant 2/3 de la banque privée en France, en Italie, en Belgique et au Luxembourg), IFS et CIB Agrégats du compte de résultat du Groupe BNP Paribas = Agrégats du compte de résultat des Pôles Opérationnels + agrégats du compte de résultat de Autres Activités La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Résultats par pôle »	Mesure représentative de la performance opérationnelle du Groupe BNP Paribas
Agrégats du compte de résultat hors effet PEL/CEL (PNB, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt)	Agrégat du compte de résultat hors effet PEL/CEL La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Historique des résultats trimestriels »	Mesure représentative des agrégats de la période retraités de la variation de provision comptabilisant le risque généré par les PEL et CEL sur l'ensemble de leur durée
Agrégats du compte de résultat d'une activité de Banque de Détail avec 100 % de la Banque Privée	Agrégat du compte de résultat d'une activité de Banque de Détail, incluant la totalité du compte de résultat de la banque privée La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Historique des résultats trimestriels »	Mesure représentative de la performance de l'activité d'une Banque de Détail y compris la totalité de la performance de la banque privée (avant partage du compte de résultat avec le métier Wealth Management, la banque privée étant sous la responsabilité conjointe de la Banque de Détail (2/3 du compte de résultat) et du métier Wealth Management (1/3 du compte de résultat))
Évolution des frais de gestion hors impact IFRIC 21	Évolution des frais de gestion excluant les taxes et contributions soumises à IFRIC 21	Mesure représentative de l'évolution des frais de gestion sur 9 mois excluant les taxes et contributions soumises à IFRIC 21 comptabilisées dans leur quasi-totalité au 1 ^{er} semestre pour l'ensemble de l'année
Coefficient d'exploitation	Rapport entre les coûts et les revenus	Mesure de l'efficacité opérationnelle dans le secteur bancaire
Coût du risque/encours de crédit à la clientèle début de période (en points de base)	Rapport entre coût du risque (en M€) et encours de crédit à la clientèle début de période Les détails du calcul sont fournis dans l'annexe « Coût du risque sur encours » des diapositives de présentation des résultats	Mesure du niveau de risque par métier en pourcentage du volume des encours
Taux de couverture des engagements douteux	Rapport entre les dépréciations stage 3 et les encours dépréciés (stage 3), bilan et hors-bilan, nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)	Mesure du provisionnement des créances douteuses
Résultat net part du Groupe hors exceptionnels	Résultat net part du Groupe retraité des éléments exceptionnels Le détail des éléments exceptionnels est fourni dans la diapositive « Principaux éléments exceptionnels » de présentation des résultats	Mesure du résultat du Groupe BNP Paribas hors éléments non récurrents d'un montant significatif ou éléments ne reflétant pas la performance opérationnelle, notamment les coûts de transformation et de restructuration
Rentabilité des fonds propres (ROE)	Les détails du calcul du ROE sont fournis dans l'annexe « Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents » des diapositives de présentation des résultats	Mesure de la rentabilité des capitaux propres du Groupe BNP Paribas
Rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE)	Les détails du calcul du ROTÉ sont fournis dans l'annexe « Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents » des diapositives de présentation des résultats	Mesure de la rentabilité des capitaux propres tangibles du Groupe BNP Paribas

Note méthodologique – Analyse comparative à périmètre et change constants

Les modalités de détermination des effets périmètre sont liées à différents types d'opérations (acquisitions, cessions, etc.). L'objectif sous-tendant le calcul des effets périmètre est d'améliorer la comparabilité des données d'une période sur l'autre.

Dans le cas d'acquisitions ou de création de société, l'entité est exclue pour chaque agrégat des résultats à périmètre constant des trimestres de l'exercice courant pour la période correspondante de non détention au cours de l'exercice précédent.

Dans le cas de cessions, les résultats de l'entité sont exclus de manière symétrique pour chaque agrégat sur l'exercice précédent pour les trimestres où l'entité n'est plus détenue.

En cas de changement de méthode de consolidation, les résultats sont présentés au taux d'intégration minimum sur les deux années (exercice courant et exercice antérieur) pour les trimestres faisant l'objet d'un retraitement à périmètre constant.

Le principe retenu par le Groupe BNP Paribas pour élaborer les analyses à change constant est de recalculer les résultats du trimestre de l'année N-1 (trimestre de référence) en les convertissant au cours de change du trimestre équivalent de l'année N (trimestre analysé). L'ensemble de ces calculs est effectué par rapport à la devise de reporting de l'entité.

Rappel

Produit Net Bancaire (PNB) : dans l'ensemble du document, les termes « Produit Net Bancaire » ou « Revenus » sont utilisés indifféremment.

Frais de gestion : correspondent à la somme des Frais de personnel, Autres charges générales d'exploitation, Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles. Dans l'ensemble du document, les termes « Frais de gestion » ou « Coûts » peuvent être utilisés indifféremment.

Pôles Opérationnels : ils regroupent les trois pôles suivants :

- Domestic Markets composé de : Banque De Détail en France (BDDF), BNL banca commerciale (BNL bc), Banque De Détail en Belgique (BDDB), Autres activités de Domestic Markets qui comprend Arval, Leasing Solutions, Personal Investors, Compte-Nickel et la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) ;
- International Financial Services (IFS) composé de : Europe Méditerranée, BancWest, Personal Finance, Assurance, Gestion Institutionnelle et Privée (GIP) qui comprend Gestion d'actifs, Wealth Management et Real Estate ;
- Corporate and Institutional Banking (CIB) regroupant : Corporate Banking, Global Markets, Securities Services.

1.3 Bilan au 30 Septembre 2019

En millions d'euros	30/09/2019	31/12/2018
ACTIF		
Caisse, banques centrales	166 934	185 119
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres	207 036	121 954
Prêts et opérations de pensions	374 982	183 716
Instruments financiers dérivés	297 716	232 895
Instruments financiers dérivés de couverture	18 150	9 810
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres		
Titres de dettes	54 500	53 838
Instruments de capitaux propres	2 249	2 151
Actifs financiers au coût amorti		
Prêts et créances sur les établissements de crédit	39 177	19 556
Prêts et créances sur la clientèle	797 357	765 871
Titres de dettes	100 263	75 073
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6 025	2 787
Placements des activités d'assurance	257 420	232 308
Actifs d'impôts courants et différés	6 921	7 220
Comptes de régularisation et actifs divers	132 743	103 346
Participations dans les entreprises mises en équivalence	5 835	5 772
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	31 348	26 652
Immobilisations incorporelles	3 727	3 783
Ecarts d'acquisition	7 821	8 487
Actifs non courants destinés à être cédés	0	498
TOTAL ACTIF	2 510 204	2 040 836
DETTES		
Banques centrales	4 887	1 354
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres	98 004	75 189
Dépôts et opérations de pensions	391 637	204 039
Dettes représentées par un titre	63 868	54 908
Instruments financiers dérivés	292 197	225 804
Instruments financiers dérivés de couverture	19 138	11 677
Passifs financiers au coût amorti		
Dettes envers les établissements de crédit	110 230	78 915
Dettes envers la clientèle	850 458	796 548
Dettes représentées par un titre	172 608	151 451
Dettes subordonnées	20 528	17 627
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	7 117	2 470
Passifs d'impôts courants et différés	2 796	2 255
Comptes de régularisation et passifs divers	119 227	89 562
Provisions techniques et autres passifs d'assurance	235 770	213 691
Provisions pour risques et charges	10 131	9 620
TOTAL DETTES	2 398 596	1 935 110
CAPITAUX PROPRES		
<i>Capital et réserves</i>	98 308	93 431
<i>Résultat de la période, part du groupe</i>	6 324	7 526
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	104 632	100 957
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	2 525	510
Total part du Groupe	107 157	101 467
Intérêts minoritaires	4 451	4 259
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	111 608	105 726
TOTAL PASSIF	2 510 204	2 040 836

1.4 Notations long-terme

Notation LT/CT	S&P	Fitch	Moody's	DBRS
Au 2 mai 2019	A+/A-1 (perspective stable)	A+/F1 (perspective stable)	Aa3/Prime-1 (perspective stable)	AA (low)/R-1 (middle) (perspective stable)
Au 31 juillet 2019	A+/A-1 (perspective stable)	AA-/F1+ (perspective stable)	Aa3/Prime-1 (perspective stable)	AA (low)/R-1 (middle) (perspective stable)
Au 31 Octobre 2019	A+/A-1 (perspective stable)	AA-/F1+ (perspective stable)	Aa3/Prime-1 (perspective stable)	AA (low)/R-1 (middle) (perspective stable)
Date de la dernière revue	5 avril 2019	6 juin 2019	27 septembre 2017	12 juillet 2019

1.5 Facteurs de risque

Pour BNP Paribas, les facteurs de risque n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite en pages 287 à 295 du document de référence 2018 et rapport financier annuel, en dehors de ce qui est mentionné dans le présent document.

1.6 Evénements récents

Il n'y a pas eu depuis le 31 juillet 2019, date de dépôt auprès de l'AMF du document d'enregistrement universel au 30 juin 2019 et rapport financier semestriel, d'évènement significatif susceptible d'apparaître dans cette section, en dehors de ce qui est mentionné dans le présent document.

2. RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES – PILIER 3 [NON AUDITE]

RATIOS DE FONDS PROPRES

Actualisation du tableau n° 1 du Document de référence 2018 p. 280.

► RATIOS DE FONDS PROPRES

En millions d'euros	30 septembre 2019 ^(*)	31 décembre 2018
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	81 108	76 131
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (TIER 1)^(**)	89 957	84 773
TOTAL DES FONDS PROPRES^(**)	104 087	97 096
ACTIFS PONDÉRÉS	676 831	647 001
RATIOS		
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	12,0 %	11,8 %
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	13,3 %	13,1 %
Total fonds propres	15,4 %	15,0 %

(*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du Règlement (UE) n° 575/2013.

(**) Conformément aux règles d'admissibilité des dettes grandfathered des fonds propres additionnels de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 applicables en 2019.

Depuis le 1er janvier 2019, le Groupe n'intègre plus de disposition transitoire au titre du Règlement (UE) n° 575/2013.

Au 30 septembre 2019, hors prise en compte des résultats du 3ème trimestre, le ratio plein de fonds propres de base de catégorie 1 s'élève à 11,8 %, le ratio plein de fonds propres de catégorie 1 à 13,2 % et le ratio plein du total des fonds propres à 15,2 %.

RATIO DE TLAC

Depuis le 27 juin 2019, conformément au Règlement (UE) n° 2019/876, les établissements sont soumis à une double exigence TLAC. Celle-ci inclut d'une part, un ratio minimal exprimé en pourcentage des actifs pondérés, et d'autre part, un ratio minimal exprimé en pourcentage des expositions utilisées aux fins du ratio de levier.

► RATIO TLAC

<i>En millions d'euros</i>	30 septembre 2019^(*)
Total des fonds propres et autres instruments de dettes éligibles en TLAC ^(**)	143 965
Actifs pondérés	676 831
RATIO TLAC	21,3 %
Prise en compte des dettes senior préférées éligibles sur option ^(***)	2,5 %
RATIO TLAC APRES EFFET DES DETTES SENIOR ELIGIBLES SUR OPTION	23,8 %

(*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du Règlement (UE) n° 575/2013.

(**) Conformément aux règles d'admissibilité des dettes grandfathered des fonds propres additionnels de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 applicables en 2019.

(***) Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 72ter du Règlement (UE) n° 2019/876, certaines dettes senior préférées (dont le montant atteint 22 228 millions d'euros au 30 septembre 2019) peuvent être éligibles dans la limite de 2,5 % des actifs pondérés (3,5 % au-delà du 31 décembre 2021, conformément à l'article 494 du Règlement (UE) n° 2019/876).

Au 30 septembre 2019, le ratio TLAC s'élève à 6,4 % des expositions de levier (à comparer à une exigence minimum de 6 % en 2019).

Avec un ratio TLAC de 21,3 % au 30 septembre 2019, le Groupe est au dessus du niveau minimal d'exigence applicable, sans utiliser les dettes senior préférées éligibles dans la limite de 2,5 % des actifs pondérés. Le ratio TLAC atteindrait 23,8 % si le Groupe utilisait cette option.

Au 30 septembre 2019, le niveau minimal d'exigence de TLAC pour le Groupe s'élève à 20,17 % des actifs pondérés, compte tenu d'un coussin de conservation de 2,5 %, d'un coussin G-SIBs à 1,5 % et d'un coussin contracyclique à 0,17 %.

FONDS PROPRES PRUDENTIELS

Actualisation du tableau n° 13 du Document de référence 2018 p. 309.

► FONDS PROPRES PRUDENTIELS

En millions d'euros	30 septembre 2019 ^(*)	31 décembre 2018	
		Phasé	Dispositions transitoires ^(**)
Fonds propres de base de catégorie 1 : instruments et réserves			
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	27 133	27 133	-
<i>dont actions ordinaires</i>	27 133	27 133	-
Bénéfices non distribués	62 169	58 968	-
Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	2 519	503	-
Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	1 895	1 781	-
Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible	3 008	3 387	-
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)			
AVANT AJUSTEMENTS RÉGLEMENTAIRES	96 723	91 772	-
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : ajustements réglementaires	(15 615)	(15 542)	98
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)	81 108	76 230	98
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments^(***)	9 343	8 731	45
Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : ajustements réglementaires	(494)	(44)	-
FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)^(***)	8 848	8 687	45
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (T1 = CET1 + AT1)^(***)	89 957	84 916	143
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions^(***)	17 558	15 511	(45)
Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements réglementaires	(3 427)	(3 233)	-
FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2)^(***)	14 130	12 278	(45)
TOTAL DES FONDS PROPRES (TC = T1 + T2)^(***)	104 087	97 194	98

(*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du Règlement (UE) n° 575/2013.

(**) Montant soumis à traitement pré-règlement ou montant résiduel en vertu du Règlement (UE) n° 575/2013.

(***) Conformément aux règles d'admissibilité des dettes grandfathered des fonds propres additionnels de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 applicables en 2019.

Au 30 septembre 2019, hors prise en compte des résultats du 3^{ème} trimestre, les fonds propres de base de catégorie 1 s'élèvent à 80 157 millions d'euros, les fonds propres de catégorie 1 s'élèvent à 89 005 millions d'euros et le total des fonds propres à 103 136 millions d'euros.

EXIGENCES DE FONDS PROPRES ET ACTIFS PONDERES

Actualisation du tableau n° 16 du Document de référence 2018 p. 311.

▶ ACTIFS PONDERÉS ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES (EU OV1)

En millions d'euros	Actifs pondérés		Exigences de fonds propres
	30 septembre 2019	31 décembre 2018	30 septembre 2019
1 Risque de crédit	526 758	503 851	42 141
2 dont approche standard	214 524	220 383	17 162
4 dont approche basée sur les notations internes - avancée (AIRB)	259 638	242 323	20 771
5 dont participations en actions traitées en méthode de pondération simple	52 596	41 146	4 208
6 Risque de contrepartie	34 148	26 634	2 732
7 dont méthode de l'évaluation au prix du marché	3 234	2 552	259
10 dont méthode du modèle interne	26 836	19 702	2 147
11 dont CCP - contributions aux fonds de défaillance	1 422	1 289	114
12 dont CVA	2 656	3 090	213
13 Risque de règlement	2	12	0
14 Positions de titrisation du portefeuille bancaire	9 802	7 040	784
14a dont approche fondée sur les notations internes (SEC-IRBA) ^(*)	3 039	-	243
14b dont approche standard (SEC-SA) ^(*)	785	-	63
14c dont approche fondée sur les notations externes (SEC-ERBA) ^(*)	169	-	13
15 dont approche fondée sur les notations (IRB)	815	1 675	65
16 dont méthode de la formule prudentielle (SFA)	4 012	4 301	321
18 dont approche standard	982	1 064	79
19 Risque de marché	19 869	19 948	1 590
20 dont approche standard	1 946	2 222	156
21 dont approche par modèle interne (IMA)	17 923	17 726	1 434
23 Risque opérationnel	70 452	72 947	5 636
24 dont approche de base	4 894	5 619	392
25 dont approche standard	9 726	10 393	778
26 dont approche par mesure avancée (AMA)	55 832	56 935	4 467
27 Montants inférieurs aux seuils de déduction (pondérés à 250 %)	15 801	16 569	1 264
29 TOTAL	676 831	647 001	54 146

(*) Depuis le 1^{er} janvier 2019, le Groupe calcule les actifs pondérés relatifs aux positions de titrisation du portefeuille bancaire émises à partir du 1^{er} janvier 2019 conformément au Règlement (UE) n° 2017/2401 incluant les révisions du dispositif bâlois relatif à la titrisation. Pour les positions de titrisation émises avant le 1^{er} janvier 2019, le Règlement (UE) n° 575/2013 continue de s'appliquer de manière transitoire jusqu'au 1^{er} janvier 2020.

Actualisation du tableau n° 29 du Document de référence 2018 p. 347.

▶ VARIATION DES ACTIFS PONDERÉS DU RISQUE DE CRÉDIT PAR TYPE D'EFFETS (EU CR8)

En millions d'euros	Actifs pondérés		Exigences de fonds propres	
	Total	dont approche IRBA	Total	dont approche IRBA
31 décembre 2018	503 851	242 323	40 308	19 386
Volume des actifs	29 761	17 307	2 381	1 385
Qualité des actifs	(18 048)	(11 663)	(1 444)	(933)
Mise à jour des modèles	4 215	4 215	337	337
Méthodologie et réglementation	3 361	-	269	-
Acquisitions et cessions	(2 203)	5 972	(176)	478
Variation des taux de change	5 922	2 935	474	235
Autres	(100)	(1 450)	(8)	(116)
30 SEPTEMBRE 2019	526 758	259 638	42 141	20 771

Actualisation du tableau n° 71 du Document de référence 2018 p. 395.

► **VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR TYPE D'EFFETS (EU CCR7)**

En millions d'euros	Actifs pondérés		Exigences de fonds propres	
	Total	dont méthode du modèle interne	Total	dont méthode du modèle interne
31 décembre 2018	26 634	19 702	2 131	1 576
Volume des actifs	7 645	6 898	612	552
Qualité des actifs	(1 503)	(1 362)	(120)	(109)
Mise à jour des modèles	1 524	1 511	122	121
Méthodologie et réglementation	-	-	-	-
Acquisitions et cessions	(9)	-	(1)	-
Variation des taux de change	14	0	1	0
Autres	(156)	86	(12)	7
30 SEPTEMBRE 2019	34 148	26 836	2 732	2 147

Actualisation du tableau n° 75 du Document de référence 2018 p. 398.

► **VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE MARCHÉ PAR TYPE D'EFFETS (EU MR2-B)**

En millions d'euros	VaR	SVaR	IRC ^(*)	CRM ^(**)	Approche standard	Total actifs pondérés	Total exigences de fonds propres
31 décembre 2018	5 488	9 323	2 436	479	2 222	19 948	1 596
Volume des actifs	8	3 100	737	(49)	(343)	3 453	276
Qualité des actifs	(257)	(639)	(210)	44	(13)	(1 074)	(86)
Modèle	(752)	(1 640)	(3)	-	-	(2 395)	(192)
Méthodologies	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions	(112)	(261)	(54)	-	-	(426)	(34)
Change	-	-	-	-	-	-	-
Autres	60	231	(8)	0	80	363	29
30 SEPTEMBRE 2019	4 436	10 115	2 898	474	1 946	19 869	1 590

(*) Incremental Risk Charge.

(**) Comprehensive Risk Measure.

RATIO DE LEVIER

Actualisation du tableau n° 22 du Document de référence 2018 p. 320.

► **RATIO DE LEVIER**

En milliards d'euros	30 septembre 2019 ^(*)	31 décembre 2018
Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) ^(**)	90	85
Total expositions de levier	2 255	1 864
RATIO DE LEVIER	4,0%	4,5%

(*) Sous réserve des dispositions de l'article 26.2 du Règlement (UE) n° 575/2013.

(**) Conformément aux règles d'admissibilité des dettes grandfathered des fonds propres additionnels de catégorie 1 applicables en 2019.

FACTEURS DE RISQUE

Les principales catégories de risques propres à l'activité du Groupe BNP Paribas sont présentées ci-après. Elles peuvent être notamment appréhendées au travers des actifs pondérés ou d'autres indicateurs, quantitatifs ou qualitatifs, lorsque les actifs pondérés ne sont pas adaptés (comme par exemple pour le risque de liquidité et de financement).

<i>Actifs Pondérés en Md€</i>	31.12.18	31.12.17
Risque de Crédit	504	513
Risque de contrepartie	27	27
Risques liés aux positions de titrisation du portefeuille bancaire	7	3
Risque Opérationnel	73	66
Risque de Marché	20	17
Autres risques*	17	16
Total des actifs pondérés Bâle 3	647	642

* Risques liés aux impôts différés et à certaines participations dans les établissements de crédit ou financiers.

De manière transversale, les risques auxquels le Groupe BNP Paribas est exposé peuvent provenir d'un certain nombre de facteurs liés entre autres à l'évolution de son environnement macro-économique, réglementaire ou de facteurs liés à la mise en œuvre de sa stratégie et de son activité.

Les risques propres à l'activité du Groupe BNP Paribas sont ainsi présentés ci-après sous 7 principales catégories, conformément à l'article 16 du règlement dit « Prospectus 3 » 2017/1129 du 14 juin 2017 applicable depuis le 21 juillet 2019 aux facteurs de risques : les risques de crédit, de contrepartie et risques liés à la titrisation du portefeuille bancaire ; les risques opérationnels ; les risques de marché ; les risques de liquidité et de financement ; les risques liés aux contextes macroéconomiques et de marchés ; les risques liés à la réglementation ; les risques liés à l'évolution du Groupe BNP Paribas dans son environnement.

Les politiques de gestion du risque ont été prises en compte dans l'appréciation de la matérialité des différents risques, il est rappelé notamment que conformément à la réglementation bancaire, les actifs pondérés intègrent les éléments de mitigation du risque éligibles au titre de celle-ci.

1. Risques de crédit, de contrepartie et risques liés à la titrisation du portefeuille bancaire :

Le **risque de crédit** du Groupe BNP Paribas est défini comme la probabilité d'une inexécution par un emprunteur ou une contrepartie de ses obligations vis-à-vis de la Banque conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel de l'évaluation de la qualité du crédit. Conformément aux recommandations de l'Autorité Bancaire Européenne, ce risque intègre également les risques sur les participations en actions y compris ceux liés aux activités d'assurance. Au 31 décembre 2018, le Groupe BNP Paribas est exposé au risque de crédit à hauteur de 42% sur les entreprises, 29% sur la clientèle de détail, 21% sur les administrations centrales et banques centrales, 5% sur les établissements de crédit, 2% sur les autres actifs risqués et 1% sur les actions. Au 31 décembre 2018, le portefeuille de crédits de la Banque était notamment composé de créances sur des emprunteurs situés en France à hauteur de 32%, en Belgique et au Luxembourg à hauteur de 14%, en Italie à hauteur de 10%, dans les autres pays européens à hauteur de 19%, en Amérique du Nord à hauteur de 13%, en Asie à hauteur de 6% et dans le reste du monde à hauteur de 6%. Les actifs pondérés spécifiques à ce risque s'élèvent à 504 milliards d'euros au 31 décembre 2018, soit 78% du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas.

Voir tableaux N°23 : *Expositions au risque de crédit par classe d'exposition et par type d'approche* et N°26 : *Ventilation géographique du portefeuille de risque de crédit* du chapitre 5.4 du Document de référence 2018

Le **risque de contrepartie** du Groupe BNP Paribas est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. L'exposition du Groupe BNP Paribas au risque de contrepartie, hors risque sur CVA (« Credit Valuation Adjustment ») au 31 décembre 2018 se répartit à hauteur de 40% sur le secteur Entreprise, 17% sur les administrations centrales et banques centrales, 15% sur les établissements de crédit et entreprises d'investissement, et 28% sur les chambres de compensation. Par produits, l'exposition du Groupe BNP Paribas, hors risque sur CVA (« Credit Valuation Adjustment »), au 31 décembre 2018 se répartit à 56% sur les dérivés de gré à gré, à 24% sur les opérations de pensions et de prêts/emprunts titres, 18% sur les dérivés listés et 2% sur les contributions au fonds de défaillance des Chambres de compensation (CCP). Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées. Par ailleurs, le risque sur CVA (« Credit Valuation Adjustment ») mesure le risque de pertes lié à la volatilité des CVA résultant des mouvements de spreads de crédit associés aux contreparties auxquelles le Groupe est exposé. Les actifs pondérés spécifiques au risque de contrepartie s'élèvent à 27 milliards d'euros au 31 décembre 2018, soit 4% du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas, dont 3 milliards d'euros au titre du risque sur CVA.

Voir tableaux N°60 : *Valeur exposée au risque de contrepartie par classe d'exposition (hors risque sur CVA)*, N°61 : *Ventilation du risque de contrepartie par type de produit*, et N°67 : *Valeur exposée au risque et actifs pondérés pour risque sur CVA* du chapitre 5.6 du Document de référence 2018.

Le risque lié à la titrisation du portefeuille bancaire : la titrisation est une opération ou un montage par lequel le risque de crédit associé à une exposition ou à un ensemble d'expositions est subdivisé en tranches. Tout engagement pris par le Groupe BNP Paribas dans le cadre d'une structure de titrisation (y compris les dérivés et les lignes de liquidité) est considéré comme une exposition de titrisation. L'essentiel des engagements du Groupe BNP Paribas est en portefeuille bancaire prudentiel. Les expositions titrisées sont essentiellement celles initiées par le Groupe BNP Paribas. Les positions de titrisation conservées ou acquises par le Groupe BNP Paribas se répartissent également en fonction de son rôle : BNP Paribas était au 31 décembre 2018 initiateur de 43% de ces expositions, sponsor pour 44% et investisseurs pour 13%. Les actifs pondérés spécifiques à ce risque s'élèvent à 7 milliards d'euros au 31 décembre 2018 pour le Groupe BNP Paribas, soit 1% du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas.

Voir les tableaux N°51: *Expositions titrisées et positions conservées ou acquises par type de rôle* et N° 57 : *Positions de titrisation et actifs pondérés par type d'approche* du chapitre 5.5 du Document de référence 2018.

1.1 Toute augmentation substantielle des provisions ou tout engagement insuffisamment provisionné au titre du risque de crédit et de contrepartie pourrait peser sur les résultats et sur la situation financière du Groupe BNP Paribas.

Les risques de crédit et de contrepartie affectent les états financiers consolidés du Groupe lorsqu'un client ou une contrepartie n'est pas en mesure d'honorer ses obligations et lorsque la valeur comptable de ces obligations figurant dans les états financiers du Groupe BNP Paribas est positive. Ces clients ou ces contreparties peuvent être des banques, des établissements financiers, des entreprises industrielles ou commerciales, des États ou des entités étatiques, des fonds d'investissement, ou des personnes physiques. Si le taux de défaut des clients ou des contreparties augmente par rapport aux taux récents historiquement bas, le Groupe BNP Paribas pourrait avoir à enregistrer des charges et provisions significatives pour créances irrécouvrables ou douteuses, ce qui affecterait alors sa rentabilité.

De ce fait, dans le cadre de ses activités de prêt, le Groupe BNP Paribas constitue régulièrement des provisions pour créances douteuses, qui sont comptabilisées au compte de résultat à la

rubrique coût du risque. Elles s'élevaient à 2,764 milliards d'euros au 31 décembre 2018, soit 35 points de base des encours de crédit à la clientèle (comparé à 39 points de base au 31 décembre 2017).

Le niveau global des provisions du Groupe BNP Paribas est établi en fonction de l'historique des pertes, du volume et du type de prêts consentis, des normes sectorielles, des arriérés de prêts, des conditions économiques et d'autres facteurs liés au taux de recouvrement de divers prêts ou à des méthodes statistiques basées sur des scénarios applicables à des catégories d'actifs. Le Groupe BNP Paribas s'efforce de constituer des provisions adaptées.

Pour autant, le Groupe pourrait être amené, à l'avenir, à augmenter de manière significative les provisions pour créances douteuses en réponse à une détérioration des conditions économiques ou à d'autres facteurs. L'augmentation significative des provisions pour créances douteuses, la modification substantielle du risque de pertes, tel qu'estimé, inhérent au portefeuille de prêts non douteux ou encore la réalisation de pertes supérieures aux montants spécifiquement provisionnés, seraient susceptibles de peser sur les résultats opérationnels du Groupe BNP Paribas et sur sa situation financière.

A titre d'information, au 31 décembre 2018, le taux de prêts non performants rapportés aux encours représentait 2,6% et le taux de couverture de ces prêts (nets des garantis reçues) par les provisions s'élevait à 76,2%. Ces deux ratios sont définis dans le chapitre 5.1 du document de référence 2018.

Bien que le Groupe BNP Paribas cherche à réduire son exposition au risque de crédit et de contrepartie en utilisant des méthodes de réduction du risque tel que le recours à des contrats de collatéral, l'obtention de garanties, la conclusion de contrats de dérivés de crédit ou contrats d'assurance emprunteur et d'accords de compensation, il n'est pas certain que ces techniques permettront de compenser les pertes résultant des défauts des contreparties. Le Groupe BNP Paribas est également exposé au risque de défaut de toute partie qui lui fournit la couverture du risque de crédit (comme une contrepartie au titre d'un instrument dérivé ou un contrat d'assurance emprunteur) et au risque de perte de valeur du collatéral. De plus, seule une fraction de l'ensemble du risque de crédit et de contrepartie du Groupe BNP Paribas est couverte par ces techniques. Par conséquent, le Groupe BNP Paribas est exposé de manière très significative à ces risques.

1.2 La solidité financière et le comportement des autres institutions financières et acteurs du marché pourraient avoir un effet défavorable sur le Groupe BNP Paribas.

La capacité du Groupe BNP Paribas à effectuer des opérations de financement ou d'investissement ou à conclure des transactions portant sur des produits dérivés pourrait être affectée par la solidité financière des autres institutions financières et acteurs du marché. Les établissements financiers sont étroitement interconnectés, en raison notamment de leurs activités de négoce, de compensation, de contrepartie et de financement. Par conséquent, la défaillance d'un ou plusieurs établissements financiers, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers ou l'industrie financière de manière plus générale, pourraient conduire à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et pourraient à l'avenir conduire à des pertes ou défaillances supplémentaires. Le Groupe BNP Paribas est exposé, de manière directe et indirecte, à de nombreuses contreparties financières telles que des chambres de compensation, des prestataires de services d'investissement, des banques commerciales ou d'investissement, des fonds communs de placement, des fonds alternatifs, ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquels elle conclut de manière habituelle des transactions. Le Groupe BNP Paribas pourrait également être exposé aux risques liés à l'implication croissante dans le secteur financier d'acteurs peu ou non réglementés et à l'introduction de nouveaux types d'opérations peu ou non réglementés (par exemple, fonds non régulés, plateformes de négociation ou plateformes de financement participatif). Le risque de crédit et de contrepartie serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par le Groupe BNP Paribas ne pouvaient pas être cédés ou si leur prix ne permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition du Groupe BNP Paribas au titre des prêts ou produits dérivés en défaut ou encore, dans le cas d'une défaillance d'un acteur des marchés financiers significatif tel qu'une contrepartie centrale. À cet

égard, il convient de noter que les changements réglementaires qui imposent la compensation obligatoire des instruments dérivés négociés de gré à gré (produits dits « *over-the-counter* » ou « OTC ») standardisés par des contreparties centrales, ont augmenté l'exposition des acteurs des marchés financiers à ces contreparties centrales.

A titre d'information, au 31 décembre 2018, la valeur exposée au titre du risque de contrepartie s'élève à 22 milliards d'euros pour les « établissements financiers », soit 15 % du total de la valeur exposée au risque de contrepartie pour le Groupe BNP Paribas, et à 40 milliards d'euros pour les chambres de compensation (CCP), soit 28% du total de la valeur exposée au risque de contrepartie pour le Groupe BNP Paribas.

En outre, les fraudes ou malversations commises par les acteurs des marchés financiers peuvent avoir un effet significatif défavorable sur les institutions financières en raison notamment des interconnexions entre les institutions opérant sur les marchés financiers. La fraude commise par Bernard Madoff révélée en 2008, qui a conduit un certain nombre d'institutions financières, dont le Groupe BNP Paribas, à annoncer des pertes ou des expositions significatives, en est un exemple. Le Groupe BNP Paribas demeure l'objet de diverses demandes contentieuses en lien avec l'affaire Madoff ; voir note 8.b « Passifs éventuels : procédures judiciaires et d'arbitrage » de ses états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Les pertes pouvant résulter des risques susmentionnés pourraient peser de manière significative sur les résultats opérationnels du Groupe BNP Paribas.

Voir le tableau N°60 : *Valeur exposée au risque de contrepartie par classe d'exposition (hors risque sur CVA)* du chapitre 5.6 du Document de référence 2018.

2. Risque opérationnel :

Le **risque opérationnel** du Groupe BNP Paribas est le risque de perte résultant de processus internes défectueux ou inadéquats (notamment ceux impliquant le personnel et les systèmes informatiques) ou d'événements externes, qu'ils soient délibérés, accidentels ou naturels (inondations, incendies, tremblements de terre, attaques terroristes...). Le risque opérationnel du Groupe BNP Paribas recouvre la fraude, les risques en lien avec les ressources humaines, les risques juridiques et de réputation, les risques de non-conformité, les risques fiscaux, les risques liés aux systèmes d'information, la fourniture de services financiers inappropriés (*conduct risk*), les risques de défaillance des processus opérationnels y compris les processus de crédit, ou l'utilisation d'un modèle (risque de modèle), ainsi que les conséquences pécuniaires éventuelles liées à la gestion du risque de réputation. Sur la période 2010-2018, le principal type d'incidents de risque opérationnel pour le Groupe BNP Paribas appartient à la catégorie « Clients, produits et pratiques commerciales » qui représente 63% des impacts financiers sous l'effet notamment de l'accord global avec les autorités des États-Unis relatif à la revue de certaines transactions en dollars intervenu en juin 2014. Le second type d'incident de risque opérationnel pour le Groupe BNP Paribas appartient à la catégorie « Exécution, livraison et gestion des processus » pour 18%. Les autres types de risque se répartissent entre la fraude externe (13%), l'interruption de l'activité et dysfonctionnement des systèmes (3%), la fraude interne (1%), les dommages occasionnés aux actifs matériels (1%) et les pratiques en matière d'emploi en sécurité au travail (1%).

Les actifs pondérés spécifiques à ce risque s'élèvent à 73 milliards d'euros au 31 décembre 2018, soit 11% du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas.

Voir graphique N°14: *Pertes liées au risque opérationnel – répartition par type d'évènement (moyenne 2010 à 2018)* du chapitre 5.9 du Document de référence 2018

2.1 Les politiques, procédures et méthodes de gestion du risque mises en œuvre par le Groupe BNP Paribas pourraient l'exposer à des risques non identifiés ou imprévus, susceptibles d'occasionner des pertes significatives.

Le Groupe BNP Paribas a investi des ressources substantielles pour élaborer des politiques, procédures et méthodes de gestion du risque et entend poursuivre ses efforts en la matière. Pour

autant, les techniques et stratégies utilisées ne permettent pas de garantir une diminution effective du risque dans tous les environnements économiques et de marché. Ces techniques et stratégies pourraient également s'avérer inopérantes face à certains risques, en particulier ceux que le Groupe BNP Paribas n'aurait pas préalablement identifiés ou anticipés. Le Groupe BNP Paribas pourrait avoir des difficultés à évaluer la solvabilité de ses clients ou la valeur de ses actifs si, en raison des perturbations sur les marchés telles que celles qui ont prévalu ces dernières années, les modèles et les approches utilisés ne permettraient plus d'anticiper les comportements, les évaluations, les hypothèses et les estimations futures. Certains des indicateurs et outils qualitatifs que le Groupe BNP Paribas utilise pour gérer le risque s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour quantifier son exposition au risque, le Groupe BNP Paribas procède ensuite à une analyse, généralement statistique, de ces observations. Les procédures utilisées par le Groupe BNP Paribas pour évaluer les pertes liées à son exposition au risque de crédit ou la valeur de certains actifs sont fondées sur des analyses complexes et subjectives qui reposent notamment sur des prévisions concernant les conditions économiques et l'impact que pourraient avoir ces conditions sur la capacité de remboursement des emprunteurs et la valeur des actifs. En période de perturbation sur les marchés, de telles analyses pourraient aboutir à des estimations inexactes et en conséquence mettre en cause la fiabilité de ces procédures d'évaluation. Les outils et indicateurs utilisés pourraient livrer des conclusions erronées quant à la future exposition au risque, en raison notamment de facteurs que le Groupe BNP Paribas n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques, ou de la réalisation d'un événement considéré comme extrêmement improbable par les outils et les indicateurs. Cela diminuerait la capacité du Groupe BNP Paribas à gérer ses risques. En conséquence, les pertes subies pourraient s'avérer nettement supérieures à la moyenne historique. Par ailleurs, les modèles quantitatifs du Groupe BNP Paribas n'intègrent pas l'ensemble des risques. Certains risques font en effet l'objet d'une analyse plus qualitative qui pourrait s'avérer insuffisante et exposer ainsi le Groupe BNP Paribas à des pertes significatives et imprévues.

2.2 Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BNP Paribas, pourrait provoquer des pertes significatives d'informations relatives aux clients, nuire à la réputation du Groupe BNP Paribas et provoquer des pertes financières.

Comme la plupart de ses concurrents, le Groupe BNP Paribas dépend étroitement des systèmes de communication et d'information. Cette dépendance s'accroît depuis la généralisation des services bancaires mobiles et de banque en ligne, et le développement du *cloud computing* et des technologies *blockchain*. Toute panne, interruption ou défaillance de la sécurité de ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de services et/ou de traitement des prêts ou conduire le Groupe BNP Paribas à engager des coûts significatifs pour la récupération des données perdues et leur vérification. Le Groupe BNP Paribas ne peut garantir que de telles pannes ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisent, qu'elles seront résolues de manière adéquate.

Par ailleurs, le Groupe BNP Paribas est soumis au cyber-risque, c'est-à-dire le risque causé par un acte malveillant et/ou frauduleux, commis virtuellement, avec pour intention de manipuler des informations (données confidentielles, bancaires/assurantielles, techniques ou stratégiques), processus et utilisateurs, dans le but de causer des pertes matérielles aux sociétés, employés, partenaires et clients du Groupe. Au cours des dernières années, un nombre croissant de sociétés (y compris des institutions financières) ont fait l'objet d'intrusions ou de tentatives d'intrusion de leurs systèmes de sécurité informatique, parfois dans le cadre d'attaques complexes et hautement ciblées des réseaux informatiques. Les techniques mises en œuvre pour pirater, interrompre, dégrader la qualité des services fournis, dérober des données confidentielles ou saboter des systèmes informatiques se sont perfectionnées et sont en constante évolution, et il est souvent impossible de les identifier avant le lancement d'une attaque. Le Groupe BNP Paribas et ses prestataires de services tiers pourraient donc ne pas être en mesure de se prémunir contre de telles techniques ou de mettre en place rapidement un système de contre-mesures approprié et efficace.

Toute panne ou interruption des services informatiques du Groupe BNP Paribas ou de ceux de ses prestataires de services tiers et toute divulgation d'informations confidentielles des clients, contreparties ou salariés du Groupe BNP Paribas (ou toutes autres personnes) qui pourrait en résulter, ou toute intrusion ou attaque contre ses systèmes et réseaux de communication, pourraient causer des pertes significatives et seraient susceptibles d'avoir un effet défavorable sur la réputation, les résultats opérationnels et la situation financière du Groupe BNP Paribas.

Enfin, le Groupe BNP Paribas est exposé au risque de dysfonctionnement opérationnel ou d'interruption d'un agent compensateur, de marchés étrangers, de chambres de compensation, de banques dépositaires ou de tout autre intermédiaire financier ou prestataire externe de service auxquels le Groupe BNP Paribas a recours pour exécuter ou faciliter des transactions portant sur les titres financiers. En raison de son interconnexion grandissante avec les clients, le Groupe BNP Paribas pourrait également augmenter son exposition au risque de dysfonctionnement opérationnel des systèmes d'information de ces derniers. Les communications du Groupe, les systèmes de données et ceux de ses clients, ceux de ses prestataires de service et contreparties, peuvent aussi être sujets à des dysfonctionnements ou interruptions en conséquence de cyber-crime ou cyber-terrorisme. Le Groupe BNP Paribas ne peut pas garantir que ces dysfonctionnements ou interruptions de ses propres systèmes ou ceux d'autres parties ne surviendront pas ou qu'en cas de survenance, ces dysfonctionnements ou interruptions seront résolus adéquatement. Ces dysfonctionnements opérationnels ou interruptions ont représenté sur la période 2010-2018, en moyenne, 3% des pertes liées au risque opérationnel.

Voir partie *Cybersécurité et technologie* et graphique N°14 : *pertes liées au risque opérationnel – répartition par type d'évènement (moyenne 2010 à 2018)* du chapitre 5.9 du Document de référence 2018

2.3 Le risque de réputation pourrait peser sur la solidité financière et la confiance des clients et des contreparties dans le Groupe BNP Paribas

Compte tenu du caractère hautement concurrentiel de l'industrie des services financiers, la réputation de solidité financière et d'intégrité du Groupe BNP Paribas est capitale pour séduire et fidéliser ses clients. L'utilisation de moyens inadaptés pour promouvoir et commercialiser ses produits et services pourrait entacher la réputation du Groupe BNP Paribas. De même, à mesure que ses portefeuilles de clientèle et d'activités s'élargissent, le fait que les procédures et les contrôles exhaustifs mis en œuvre pour prévenir les conflits d'intérêt puissent s'avérer inopérants, ou être perçus comme tels, pourrait porter préjudice à la réputation du Groupe BNP Paribas. Pourraient également nuire à sa réputation tout comportement inapproprié d'un employé, toute fraude ou malversation commise par des acteurs du secteur financier auxquels le Groupe BNP Paribas est exposé, toute diminution, retraitement ou correction des résultats financiers, ou toute action juridique ou réglementaire à l'issue potentiellement défavorable telle que la transaction que le Groupe BNP Paribas a conclue avec les autorités américaines en 2014 en raison de la violation des lois et règlements américains relatifs aux sanctions économiques. Tout préjudice porté à la réputation du Groupe BNP Paribas pourrait s'accompagner d'une perte d'activité, susceptible de peser sur ses résultats opérationnels et sa situation financière.

3. Risque de marché :

Le **risque de marché** du Groupe BNP Paribas est le risque de perte de valeur provoqué par une évolution défavorable des prix ou des paramètres de marché. Les paramètres influant sur le risque de marché pour BNP Paribas sont, sans que cette liste soit exhaustive, les taux de change, les cours des valeurs mobilières et des matières premières négociables (que le prix soit directement coté ou obtenu par référence à un actif similaire), le prix de dérivés sur un marché organisé ainsi que tous les paramètres qui peuvent être induits de cotations de marché comme les taux d'intérêt, les spreads de crédit, les volatilités ou les corrélations implicites ou d'autres paramètres similaires. Le risque de marché du Groupe BNP Paribas s'exprime principalement dans le cadre des activités de négociation réalisées par les métiers du pôle Corporate & Institutional Banking (CIB), principalement au sein de Global Markets, qui représentait 11% des revenus du Groupe BNP Paribas en 2018. Les activités de négociation de BNP Paribas sont directement liées aux relations

économiques avec les clients des métiers, ou indirectement dans le cadre d'une activité de teneur de marché. Les activités de négociation pour compte propre de la filiale Opéra Trading Capital depuis mi-2015 ont été arrêtées au début de l'exercice 2019.

Par ailleurs, le risque de marché relatif aux activités bancaires du Groupe BNP Paribas recouvre le risque de taux et de change des activités d'intermédiation bancaire. Le risque de change concerne d'une part l'exposition au risque de change dit opérationnel qui provient des résultats nets dégagés par les activités conduites dans des devises différentes de la devise fonctionnelle de l'entité concernée. Il concerne d'autre part, la position de change dite structurelle qui est liée aux investissements dans des devises différentes de la devise fonctionnelle. Concernant le risque de taux, le Groupe BNP Paribas a défini les notions de risque de taux standard et de risque de taux structurel. Le risque de taux standard correspond au cas général d'une opération donnée. Le risque de taux structurel correspond au risque de taux lié aux fonds propres et aux dépôts à vue non rémunérés.

Le risque des activités de marché de BNP Paribas est notamment mesuré par la Value at Risk (VaR) et différents autres indicateurs de marché (VaR stressée, risque additionnel de défaut et de migration, mesure globale relative au portefeuille de corrélation) ainsi que par des tests de résistance, des mesures de sensibilité et des limites.

Les actifs pondérés spécifiques à ce risque s'élèvent à 20 milliards d'euros au 31 décembre 2018, soit 3% du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas.

Voir les tableaux N°72 : *Exigences de fonds propres et actifs pondérés du risque de marché*, N°73 : *Risque de marché – approche du modèle interne* et N°74 : *Risque de marché – approche standard* du chapitre 5.9 du Document de référence 2018.

3.1 Les fluctuations de marché et la volatilité exposent le Groupe BNP Paribas au risque de pertes substantielles dans le cadre de ses activités de marché et d'investissement.

À des fins de négoce ou d'investissement, le Groupe BNP Paribas prend des positions sur les marchés de dette, de devises, de matières premières et d'actions, ainsi que sur des actions non cotées, des actifs immobiliers et d'autres types d'actifs, notamment via des contrats de produits dérivés. Une volatilité extrême de ces marchés, c'est-à-dire l'amplitude des variations de prix sur une période et un marché donnés, indépendamment du niveau de ce marché, pourrait avoir une incidence défavorable sur ces positions. La volatilité, si elle s'avérait insuffisante ou excessive par rapport aux anticipations du Groupe BNP Paribas, pourrait également engendrer des pertes sur de nombreux autres produits utilisés par le Groupe BNP Paribas, tels que les swaps, les contrats à terme, les options et les produits structurés.

Dans la mesure où le Groupe BNP Paribas détient des actifs, ou des positions nettes acheteuses, sur l'un de ces marchés, tout repli de celui-ci pourrait occasionner des pertes liées à la dépréciation de ces positions. À l'inverse, si le Groupe BNP Paribas vendait des actifs à découvert ou détenait des positions nettes vendeuses sur l'un de ces marchés, tout rebond de celui-ci pourrait, malgré les limites de risque et les systèmes de contrôle existants, exposer le Groupe BNP Paribas à des pertes potentiellement très importantes dans la mesure où il devrait couvrir ses positions à découvert dans un marché haussier. De manière occasionnelle, le Groupe BNP Paribas pourrait constituer une position acheteuse sur un actif et une position vendeuse sur un autre actif, pour couvrir des opérations avec la clientèle et/ou dans l'espoir de tirer avantage de la variation de la valeur relative de ces actifs. Si toutefois ces valeurs relatives évoluaient dans un sens ou d'une manière contraire aux anticipations du Groupe BNP Paribas, ou de telle manière que le Groupe BNP Paribas ne soit pas couvert, il serait possible que cette stratégie expose le Groupe BNP Paribas à des pertes. Dans la mesure où elles seraient substantielles, ces pertes pourraient obérer les résultats et la situation financière du Groupe BNP Paribas. Par ailleurs, les stratégies de couverture mises en place par le Groupe BNP Paribas peuvent être imparfaites en fonction des conditions de marché.

Le Groupe BNP Paribas pourrait subir des pertes si l'un des instruments ou l'une des stratégies de couverture qu'il utilise pour couvrir les différents types de risque auxquels il est exposé s'avérait

inopérant. Nombre de ces stratégies s'appuient sur l'observation du comportement passé des marchés et l'analyse des corrélations historiques. À titre d'exemple, si le Groupe BNP Paribas détient une position longue sur un actif, il pourra couvrir le risque en prenant une position courte sur un autre actif dont le comportement permet généralement de neutraliser toute évolution de la position longue. Il se peut cependant que cette couverture soit partielle, que ces stratégies ne couvrent pas tous les risques futurs ou qu'elles ne permettent pas une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché. Toute évolution inattendue du marché pourrait également diminuer l'efficacité de ces stratégies de couverture, à l'image de ce qui s'est passé fin 2018 sur la couverture des dérivés sur indice aux Etats-Unis. En outre, la manière dont les gains et les pertes résultant de couvertures inefficaces sont comptabilisés pourrait accroître la volatilité des résultats publiés par le Groupe BNP Paribas.

Le Groupe BNP Paribas utilise un modèle « *Value at Risk* » (VaR) pour quantifier son exposition aux pertes potentielles résultant des risques de marché. Il réalise également des *stress test* afin de quantifier son exposition potentielle dans des scénarios extrêmes (voir partie *Tests de résistance – risque de marché* du chapitre 5.7 du Document de référence 2018). Toutefois, ces techniques reposent sur des méthodologies statistiques basées sur des observations historiques qui peuvent s'avérer être des prédictions peu fiables pour le futur. Par conséquent, l'exposition du Groupe BNP Paribas aux risques de marché dans des scénarios extrêmes pourrait être plus importante que les expositions anticipées par ces quantifications techniques.

Les actifs pondérés spécifiques au risque de marché portés par le métier Global Markets s'élèvent à 18 milliards d'euros au 31 décembre 2018, soit 2,7% du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas.

3.2 Les revenus tirés des activités du Groupe BNP Paribas générant des commissions sont potentiellement vulnérables à une baisse des marchés.

Les commissions du Groupe BNP Paribas représentaient 22% des revenus totaux en 2018. Les conditions économiques et financières affectent le nombre et la taille d'opérations de marché de capitaux dans lesquelles le Groupe BNP Paribas intervient comme garant ou conseil financier ou au titre d'autres services de financement et d'investissement. Ces revenus, reposant notamment sur les frais de transaction rémunérant ces services, sont directement liés au nombre et à la taille des opérations dans le cadre desquelles le Groupe BNP Paribas intervient, et peuvent ainsi être affectés de manière significative par les tendances économiques ou financières défavorables à ses clients et aux activités de financement et d'investissement. Par ailleurs, les commissions de gestion que le Groupe BNP Paribas facture à ses clients étant généralement calculées sur la valeur ou la performance des portefeuilles, toute baisse des marchés qui aurait pour conséquence de diminuer la valeur de ces portefeuilles ou d'augmenter le montant des rachats, réduirait les revenus afférents aux activités de gestion d'actifs, de dérivés d'actions et de Banque Privée. Indépendamment de l'évolution du marché, toute sous-performance des organismes de placement collectif du Groupe BNP Paribas pourrait avoir pour conséquence une accélération des rachats et une diminution des souscriptions avec, en corollaire, une contraction des revenus afférents à l'activité de gestion d'actifs.

3.3 Des ajustements apportés à la valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés du Groupe BNP Paribas ainsi que de la dette du Groupe BNP Paribas pourraient avoir un effet défavorable sur son résultat net et sur ses capitaux propres.

La valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés du Groupe BNP Paribas et de certains autres actifs, ainsi que de la dette du Groupe BNP Paribas dans son bilan, est ajustée à chaque date d'établissement des états financiers. Au 31 décembre 2018, à l'actif du bilan du Groupe BNP Paribas, les instruments financiers en valeur de marché par résultat, les instruments financiers dérivés de couverture et les actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres s'élevaient respectivement à 538,6 milliards d'euros, 9,8 milliards d'euros et 60 milliards d'euros. Au Passif, les instruments financiers en valeur de marché par résultat et les instruments financiers dérivés de couverture s'élevaient respectivement à 560 milliards d'euros et 11,7 milliards d'euros au 31 décembre 2018. La plupart des ajustements sont effectués sur la base des évolutions de la

juste valeur des actifs ou de la dette du Groupe BNP Paribas au cours d'un exercice comptable, et les variations sont comptabilisées soit dans le compte de résultat soit directement dans les capitaux propres. Les variations comptabilisées dans le compte de résultat, dans la mesure où elles ne sont pas compensées par des variations inverses de la valeur d'autres actifs, affectent les résultats consolidés du Groupe BNP Paribas et en conséquence son résultat net. Tout ajustement de la valeur comptable affecte les capitaux propres et en conséquence le ratio d'adéquation des fonds propres du Groupe BNP Paribas. Le fait que les ajustements à la juste valeur soient comptabilisés pour un exercice comptable donné ne signifie pas que des ajustements complémentaires ne seront pas nécessaires pour les périodes suivantes.

4. Risque de liquidité et de financement :

Le **risque de liquidité** est le risque que le Groupe BNP Paribas ne puisse pas honorer ses engagements ou dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ou de facteurs qui lui sont spécifiques, dans un délai déterminé et à un coût raisonnable. Il traduit le risque de ne pas pouvoir faire face à des flux nets sortants de trésorerie y compris liés à des besoins en collatéral, sur l'ensemble des horizons du court terme au long terme. Le risque spécifique du Groupe BNP Paribas peut être notamment appréhendé au travers du Ratio de Liquidité à Court terme (LCR) analysant la couverture des sorties nettes de trésorerie à trente jours en scénario de stress. Le LCR du Groupe BNP Paribas s'élève à 117 % en moyenne mensuelle sur l'année 2018, ce qui représente un excédent de liquidité de 41 milliards d'euros par rapport aux exigences réglementaires en pleine application. La réserve de liquidité s'établit par ailleurs en fin d'année 2018 à 308,1 milliards d'euros.

Voir les tableaux N°89 : *Composition de la réserve de liquidité globale (counterbalancing capacity)* et N°90 : *Ratio de liquidité à court terme (LCR) – Détail* du chapitre 5.8 du Document de référence 2018.

4.1 L'accès du Groupe BNP Paribas au financement et les coûts de ce financement pourraient être affectés de manière défavorable en cas de résurgence des crises financières, de détérioration des conditions économiques, de dégradation de notation, d'accroissement des spreads de crédit des États ou d'autres facteurs.

La crise financière, la crise de la dette souveraine de la zone euro ainsi que l'environnement macroéconomique global ont conduit, ces dernières années, de façon ponctuelle à une restriction de l'accès au financement des banques européennes et à une dégradation des conditions de ce financement, en raison de plusieurs facteurs, notamment : l'augmentation importante du risque de crédit perçu des banques, liée en particulier à l'exposition à la dette souveraine, la dégradation de la notation affectant certains États et établissements financiers et la spéculation sur les marchés de la dette. De nombreuses banques européennes, y compris le Groupe BNP Paribas, ont dû ponctuellement faire face à un accès plus difficile aux marchés obligataires pour investisseurs institutionnels et au marché interbancaire, ainsi qu'à une augmentation générale de leur coût de financement. En conséquence, le recours par les établissements financiers aux facilités et lignes de liquidité de la Banque Centrale Européenne (« BCE ») a ponctuellement augmenté de manière significative. Si les conditions défavorables du marché de la dette venaient à réapparaître à la suite d'une stagnation durable de la croissance, de la déflation, d'une résurgence de la crise financière, de la crise de la dette souveraine ou de nouvelles formes de crises financières ou pour des raisons liées au secteur financier en général ou au Groupe BNP Paribas en particulier, l'effet sur la liquidité du secteur financier européen en général et sur le Groupe BNP Paribas en particulier, pourrait être très significativement défavorable et avoir un impact négatif sur les résultats opérationnels du Groupe BNP Paribas ainsi que sur sa situation financière

Voir partie *Indicateurs de suivi du financement « Wholesale » et de la réserve de liquidité* de la section 5.8, et notamment les tableaux N°85 : *Ventilation des financements wholesale par devises* ; N°86 : *Composition des financements wholesale moyen long terme du Groupe* ; N°87 : *Evolution des ressources de marché moyen long terme du Groupe* ; N°88 : *financements wholesale à moyen et long terme sécurisés* du chapitre 5.8 du Document de référence 2018

4.2 Une baisse prolongée des marchés peut réduire la liquidité du Groupe BNP Paribas et rendre plus difficile la cession d'actifs. Une telle situation peut engendrer des pertes significatives. En outre, le Groupe BNP Paribas doit assurer une Gestion Actif-Passif adéquate afin d'éviter toute exposition à des pertes.

Dans certains des métiers du Groupe BNP Paribas, en particulier Global Markets (qui représentait 11% des revenus du Groupe BNP Paribas en 2018) et la Gestion Actif-Passif, des fluctuations prolongées des marchés, en particulier une baisse prolongée du prix des actifs, peuvent peser sur le niveau d'activité ou réduire la liquidité sur le marché concerné. Cette situation peut exposer le Groupe BNP Paribas à des pertes significatives si celui-ci n'est pas en mesure de solder rapidement ses positions éventuellement perdantes. Cela est particulièrement vrai des actifs qui sont intrinsèquement peu liquides. Certains actifs qui ne sont pas négociés sur une bourse de valeurs ou sur un marché réglementé, tels que certains produits dérivés négociés entre institutions financières, sont généralement valorisés à l'aide de modèles plutôt que sur la base de cours de marché. Compte tenu de la difficulté de suivre l'évolution du prix de ces actifs, le Groupe BNP Paribas pourrait subir des pertes significatives qu'il n'avait pas prévues (voir paragraphe *Simulations de stress et réserve de liquidité* du chapitre 5.8 du Document de référence 2018)

Le Groupe BNP Paribas est exposé au risque que la maturité, le taux d'intérêt ou la devise de ses actifs ne correspondent pas correctement à ceux de ses passifs. Pour un certain nombre des actifs du Groupe BNP Paribas, les dates de paiement sont incertaines et si le Groupe BNP Paribas reçoit des revenus moins importants que ceux attendus à un moment donné, des financements additionnels provenant du marché pourraient être requis afin qu'il puisse exécuter ses obligations. Alors que le Groupe BNP Paribas se fixe, dans le cadre de ses procédures de gestion des risques, des limites strictes concernant les écarts entre actifs et passifs, il ne peut être garanti que ces limites seront efficaces pour éliminer toutes les pertes potentielles résultant de l'inadéquation entre ces actifs et passifs.

Voir paragraphes *Risque de change et Risque de taux* du chapitre 5.7 du Document de référence 2018 et partie *Indicateurs de pilotage internes des métiers* du chapitre 5.8 du Document de référence 2018, ainsi que les tableaux N°91 : *échancier contractuel du bilan prudentiel*, N°92 : *échancier contractuel des dettes moyen/long terme du périmètre prudentiel* et N°93 : *échancier économique des instruments de capitaux propres du périmètre prudentiel* du chapitre 5.8 du Document de référence 2018.

4.3 Les notations du Groupe BNP Paribas pourraient être dégradées et sa rentabilité pourraient en être sérieusement impactées.

Les notations de crédit ont un impact significatif sur la liquidité du Groupe BNP Paribas. Le 5 avril 2019, Standard & Poor's a revu la note long terme des dépôts et de la dette senior préférée du Groupe BNP Paribas de A à A+, et confirmé la note court terme à A-1, avec une perspective stable. Le 6 juin 2019, Fitch a revu la note long terme des dépôts et de la dette senior préférée de A+ à AA-, et relevé la note court terme de F1 à F1+, avec une perspective stable. Le 27 septembre 2017, Moody's a revu la note long terme des dépôts et de la dette senior préférée de A1 à Aa3, et confirmé la note court terme à P-1, avec une perspective stable. Le 12 juillet 2019, DBRS a confirmé la notation de la dette senior préférée à AA(low), ainsi que la notation de la note court terme à R-1(middle) avec une perspective stable. Une dégradation de la notation de crédit du Groupe BNP Paribas pourrait nuire à sa liquidité et sa compétitivité. Cela pourrait également augmenter le coût de financement du Groupe BNP Paribas, limiter ses accès aux marchés de capitaux ou encore déclencher des obligations supplémentaires au titre de ses programmes d'émissions de *covered bonds* ou de contrats financiers de marché, de dérivés ou de couverture.

Par ailleurs, le coût de financement à long terme non garanti du Groupe BNP Paribas auprès d'investisseurs de marché est également directement lié à ses *spreads* de crédit, qui à leur tour dépendent dans une certaine mesure de ses notations de crédit. Un accroissement des *spreads* de crédit peut significativement augmenter le coût de financement du Groupe BNP Paribas. Les *spreads* de crédit changent en permanence en fonction du marché et connaissent des évolutions imprévisibles et hautement volatiles. Les *spreads* de crédit sont aussi influencés par la perception

que le marché a de la solvabilité du Groupe BNP Paribas. Enfin, les *spreads* de crédit peuvent être affectés par les fluctuations des coûts d'acquisition des swap de crédit indexés sur les titres de créance du Groupe, qui sont influencés à la fois par la notation de ces titres mais aussi par un certain nombre de facteurs de marché échappant à tout contrôle du Groupe BNP Paribas.

5. Risque liés aux contextes macro-économiques et de marchés :

5.1 Le contexte économique et financier défavorable a eu par le passé, et pourrait avoir à l'avenir, un impact sur le Groupe BNP Paribas et les marchés dans lesquels il opère.

Dans l'exercice de ses activités, le Groupe BNP Paribas est exposé à l'évolution des marchés financiers et plus généralement, à l'évolution de la conjoncture économique en France (32% des revenus du Groupe) dans les autres pays d'Europe (43% des revenus du Groupe) et dans le reste du monde (25% des revenus du Groupe). Une détérioration des conditions de marché sur lesquels le Groupe BNP Paribas intervient et de l'environnement économique pourrait avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

- Un contexte économique défavorable pourrait se répercuter sur les activités et opérations des clients du Groupe BNP Paribas, en réduisant la demande de crédits et le volume des opérations, en renforçant ainsi le taux de défaut sur les emprunts et autres créances clients ;
- Une baisse du cours des titres obligataires, actions et matières premières pourrait impacter plusieurs activités du Groupe BNP Paribas, notamment ses activités de marché, de banque d'investissement ainsi que de gestion d'actifs ;
- Les politiques macro-économiques adoptées en réponse à la conjoncture économique, existante ou anticipée, pourraient avoir des effets imprévus et potentiellement avoir des conséquences sur les paramètres de marché, tels que les taux d'intérêts et les taux de change qui, à leur tour, pourraient impacter les activités du Groupe BNP Paribas les plus exposées aux risques de marché ;
- La perception favorable de la conjoncture économique, globale ou sectorielle, pourrait aboutir à la formation de bulles spéculatives sur certains actifs ce qui pourrait augmenter les conséquences résultant des corrections issues d'une dégradation d'une telle conjoncture ;
- Des perturbations économiques significatives (à l'image de la crise financière de 2008 ou celle de la dette souveraine européenne de 2011), pourraient avoir un impact significatif sur toutes les activités du Groupe BNP Paribas, notamment si la perturbation était caractérisée par une absence de liquidité des marchés qui rendrait difficile, voire impossible, la vente de certains produits à leur valeur de marché ;
- Divers événements politiques et géopolitiques défavorables tels que des catastrophes naturelles, tensions géopolitiques (notamment des mesures protectionnistes), actes terroristes, troubles sociaux, cyber-attaques, conflits armés ou menaces de conflits et risques y afférents, seraient de nature à affecter de manière ponctuelle ou durable les conditions économiques dans lesquelles évoluent le Groupe BNP Paribas.

De nombreux facteurs, tels que l'incertitude résultant de la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union Européenne (éventuellement en l'absence d'accord de sortie), la politique monétaire changeante en Europe et aux Etats-Unis et le contexte politique et économique de certains grands pays européens pourraient avoir des conséquences sur les économies et marchés financiers européens en 2019 et 2020. Les marchés américains pourraient par ailleurs être affectés par d'autres facteurs, tels que des mesures de politique commerciale internationale, pouvant peser sur les marchés monétaires et financiers globaux. Enfin, les marchés asiatiques pourraient être impactés par des facteurs tels que le ralentissement continu ou aggravé de la croissance économique dans certains pays.

Le prix des actions a récemment subi une volatilité significative, qui pourrait advenir de nouveau. En cas d'augmentation significative des taux d'intérêt visant à mettre fin aux politiques monétaires accommodantes, les marchés et la valeur des actifs à taux fixe pourraient être sérieusement affectés. Inversement, la poursuite ou le renouvellement de la politique d'assouplissement monétaire pourrait peser sur la rentabilité des banques. Par ailleurs, le prix du pétrole a été particulièrement volatile au cours des derniers mois, et pourrait être affecté par des facteurs géopolitiques imprévisibles dans des régions comme le Moyen-Orient ou la Russie.

Plus généralement, la volatilité croissante des marchés financiers pourrait avoir des conséquences adverses sur les positions de marché et d'investissement du Groupe BNP Paribas sur les marchés de la dette, des changes, des matières premières et des actions, et ses positions sur d'autres investissements. A titre indicatif, les revenus de Global Markets représentaient 11% des revenus du Groupe BNP Paribas en 2018. Des perturbations sévères et une forte volatilité ont caractérisé les marchés au cours des dernières années et pourraient survenir à nouveau, exposant alors le Groupe BNP Paribas à des pertes significatives. De telles pertes pourraient s'étendre à une grande diversité de transactions et instruments de marché et de couvertures, y compris les swaps, forward, futures, options et produits structurés. La volatilité des marchés financiers rend difficile toute anticipation des tendances et mise en œuvre effective des stratégies de marché.

Il est difficile d'anticiper les baisses de conjoncture économique et de déterminer les marchés qui seront significativement touchés. Si l'économie, ou les conditions de marché en France ou ailleurs en Europe, ou bien les marchés financiers dans leur globalité, venaient à se détériorer ou devenir de plus en plus volatils, cela pourrait avoir un impact significatif défavorable sur les opérations, les activités, les résultats et la situation financière du Groupe BNP Paribas.

5.2 Toute variation significative des taux d'intérêt est susceptible de peser sur les revenus ou sur la rentabilité du Groupe BNP Paribas. Un environnement prolongé de taux d'intérêt bas comporte des risques systémiques inhérents et des risques susceptibles de peser sur les revenus ou sur la rentabilité du Groupe BNP Paribas. De plus, la sortie d'un tel environnement comporte également des risques.

Le montant des revenus nets d'intérêts encaissés par le Groupe BNP Paribas sur une période donnée influe de manière significative sur les revenus et la rentabilité pour cette période. Les taux d'intérêt sont affectés par de nombreux facteurs sur lesquels le Groupe BNP Paribas n'a aucune emprise, tels que le niveau de l'inflation et les politiques monétaires des États et certaines décisions concernant des taux de l'épargne réglementée. L'évolution des taux d'intérêt du marché pourrait affecter différemment les taux d'intérêt appliqués aux actifs porteurs d'intérêt et les taux d'intérêt payés sur la dette. Toute évolution défavorable de la courbe des taux pourrait diminuer les revenus nets d'intérêts des activités de prêt. En outre, une augmentation des taux d'intérêt sur les financements à court terme du Groupe BNP Paribas et le non-adossement des échéances sont susceptibles de peser sur sa rentabilité.

Depuis la crise financière de 2008-2009, les marchés mondiaux ont été caractérisés par une période prolongée de taux d'intérêt bas. Si cet environnement de taux d'intérêt bas devait se prolonger, sous l'effet de la poursuite de l'assouplissement monétaire, d'une croissance faible ou d'autres facteurs, cela pourrait affecter la rentabilité du Groupe BNP Paribas dont la marge d'intérêt représentait 50% des revenus totaux en 2018 (voir note 3a « Marge d'intérêts » de ses états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2018). A cet égard, après avoir annoncé en décembre 2018 la fin de sa politique accommodante de rachat d'actifs (quantitative easing), la BCE a annoncé en mars 2019, dans un contexte de croissance plus faible qu'escompté, le gel de ses taux directeurs au moins jusqu'à la fin de l'année 2019 (étendu en juin 2019 au moins jusqu'au premier semestre 2020) ainsi que de nouvelles opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO), sous certaines conditions, à des taux négatifs. Durant les périodes de taux d'intérêt bas, les écarts de taux d'intérêt tendent à se resserrer ; le Groupe BNP Paribas peut alors ne pas être en mesure d'abaisser suffisamment les taux d'intérêt sur ses dépôts de manière à compenser la baisse de revenus provenant des prêts consentis à des taux plus faibles. A titre indicatif, sur les horizons de un, deux et trois ans, la sensibilité des revenus au 31 décembre 2018 à une augmentation parallèle, instantanée et définitive des taux de

marche sur l'ensemble des devises de + 50 points de base (+ 0,5 %) a un impact positif de respectivement + 185 millions d'euros, + 510 millions d'euros et + 698 millions d'euros ou 0,4 %, 1,2 % et 1,6 % du produit net bancaire du Groupe (voir la page 412 du Document de référence 2018). De plus, le Groupe BNP Paribas a fait et pourrait encore faire face à une hausse des remboursements anticipés et des refinancements de prêts hypothécaires et autres prêts à taux fixe consentis aux particuliers et aux entreprises, les clients cherchant à tirer parti de la baisse des coûts d'emprunt. Ceci, cumulé à l'octroi de nouveaux prêts à des faibles taux d'intérêt, a entraîné et pourrait entraîner à nouveau une baisse du taux d'intérêt moyen du portefeuille de prêts du Groupe BNP Paribas causant ainsi une baisse du revenu net d'intérêts qu'elle retire de ses activités de prêt. En outre, un environnement persistant de taux d'intérêt bas peut également avoir pour effet d'aplanir la courbe des taux sur le marché en général, ce qui pourrait réduire la prime générée par le Groupe BNP Paribas se rapportant à ses activités de financement. Un tel aplanissement de la courbe des taux pourrait également inciter les institutions financières à s'engager dans des activités plus risquées en vue d'atteindre les niveaux de rendement escomptés, ce qui serait de nature à augmenter la volatilité globale du marché. Des taux bas peuvent affecter la rentabilité des activités d'assurances du Groupe BNP Paribas, qui pourrait ne pas être en mesure de générer des retours sur investissement suffisants pour être attractif par rapport à d'autres investissements. Des taux bas pourraient en outre affecter les commissions facturées par les filiales du Groupe BNP Paribas spécialisées dans la gestion d'actifs sur les marchés monétaires ou d'autres produits à taux fixe. Une réduction des spreads de crédit et une diminution des revenus générés par les activités de banque de détail, résultant d'une baisse des taux du portefeuille de créances du Groupe BNP Paribas, pourraient enfin affecter la rentabilité de ses opérations de banque de détail.

Inversement, la fin d'une période prolongée de taux d'intérêt bas, en particulier en raison d'un resserrement de la politique monétaire, comporte aussi des risques. Dans ce contexte, la Réserve Fédérale des Etats-Unis a procédé à un resserrement de sa politique monétaire en 2017 et 2018 avant d'abaisser son taux directeur à partir de juillet 2019. Une augmentation des taux directeurs entraînerait a priori une diminution de la valeur de tout portefeuille de créances ou actifs à taux fixe comportant des taux moins élevés. Si les stratégies de couverture du Groupe s'avèrent inefficaces ou ne fournissent qu'une couverture partielle contre cette diminution de valeur, le Groupe BNP Paribas pourrait subir des pertes. Tout resserrement plus prononcé ou plus rapide que prévu pourrait avoir un impact négatif sur la reprise économique. Concernant les financements octroyés par le Groupe BNP Paribas, ceci pourrait en particulier mettre à l'épreuve la résistance du portefeuille de prêts et d'obligations du Groupe BNP Paribas, et le cas échéant conduire à une augmentation des créances douteuses et des cas de défauts. De manière plus générale, la fin des politiques monétaires accommodantes (notamment l'injection de liquidité provenant d'achats d'actifs par les banques centrales) pourrait conduire à des corrections importantes de certains marchés ou catégories d'actifs (par exemple, les sociétés et emprunteurs souverains ne bénéficiant pas d'une notation investment grade, certains marchés actions et immobiliers) qui ont particulièrement bénéficié (notamment par des primes de risques très faibles par rapport aux moyennes historiques) d'un environnement prolongé de taux d'intérêt bas et d'une importante liquidité. Ces corrections pourraient se propager à l'ensemble des marchés financiers, du fait notamment d'une hausse importante de la volatilité.

5.3 Du fait du périmètre géographique de ses activités, le Groupe BNP Paribas est exposé au risque pays et à l'évolution des contextes politiques, macroéconomiques ou financiers d'une région ou d'un pays.

Le Groupe BNP Paribas est exposé au risque pays, c'est-à-dire au risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays étranger, notamment un pays dans lequel elle exerce une activité, affectent ses intérêts financiers. Le Groupe BNP Paribas surveille le risque pays et le prend en compte dans l'évaluation à la juste valeur et le coût du risque enregistrés dans ses états financiers. Cependant, un changement significatif dans l'environnement politique ou macroéconomique pourrait entraîner l'enregistrement de charges additionnelles ou aboutir à des pertes plus importantes que les montants déjà inscrits dans ses états financiers. En outre, des facteurs spécifiques à une région ou à un pays dans lesquels le Groupe BNP Paribas

opère pourraient rendre difficile l'exercice de son activité et conduire à des pertes d'exploitation ou des dépréciations d'actifs.

Au 31 décembre 2018, le portefeuille de crédits du Groupe BNP Paribas était notamment composé de créances sur des emprunteurs situés en France à hauteur de 32%, en Belgique et au Luxembourg à hauteur de 14%, en Italie à hauteur de 10%, dans les autres pays européens à hauteur de 19%, en Amérique du Nord à hauteur de 13%, en Asie à hauteur de 6% et dans le reste du monde à hauteur de 6%. Une dégradation des conditions économiques de ces pays ou régions aurait des répercussions particulièrement significatives sur le Groupe BNP Paribas. De plus, le Groupe BNP Paribas est exposée à des risques propres s'agissant des pays non membres de l'OCDE, et qui sont sujets à des incertitudes tel que l'instabilité politique, l'imprévisibilité législative et fiscale, l'expropriation ainsi que d'autres risques moins présents dans des économies plus développées.

6. Risques liés à la réglementation :

6.1 Des mesures législatives et réglementaires prises ces dernières années, en particulier en réponse à la crise financière mondiale, ainsi que des nouvelles propositions de loi, pourraient affecter de manière substantielle le Groupe BNP Paribas ainsi que l'environnement financier et économique dans lequel elle opère.

Des mesures législatives ou réglementaires sont entrées en vigueur notamment en France, en Europe et aux États-Unis, en vue d'introduire un certain nombre de changements, dont certains permanents, dans l'environnement financier. Ces mesures ont entraîné une mutation substantielle de l'environnement dans lequel le Groupe BNP Paribas et d'autres institutions financières évoluent.

Parmi les mesures qui ont été adoptées figurent :

- l'augmentation des ratios prudentiels de fonds propres, de solvabilité et de liquidité (en particulier pour les institutions financières d'importance systémique telles que le Groupe BNP Paribas) ainsi que la modification des règles de pondération du risque et des modalités de l'utilisation des modèles internes qui pourraient déboucher sur une hausse des exigences en capital ;
- des restrictions visant l'exercice par les banques commerciales de certaines activités considérées comme spéculatives qui sont interdites ou doivent être exercées au sein de filiales dédiées (en particulier les opérations pour compte propre) et sont soumises à des exigences prudentielles spécifiques et de financement autonome;
- l'interdiction ou des limitations visant certains types de produits financiers ou d'activités ;
- le renforcement des régimes de prévention et de résolution des crises, notamment la Directive sur le Redressement et la Résolution des Banques du 15 mai 2014 (« DRRB »), qui renforce les pouvoirs de prévention et de résolution des crises bancaires afin notamment que les pertes soient supportées en priorité par les créanciers et actionnaires des banques et afin de limiter à un minimum les coûts supportés par les contribuables ;
- la mise en place, par la DRRB, de fonds nationaux de résolution ainsi que la création, par le Règlement du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014, du Conseil de Résolution Unique (« CRU »), qui peut entamer une procédure de résolution à l'égard d'établissements bancaires tels que le Groupe BNP Paribas et du Fonds de Résolution Unique (« FRU »), dont le financement par le Groupe BNP Paribas (à hauteur de sa contribution annuelle) peut être significatif ;
- la mise en place de systèmes nationaux de garantie des dépôts et un projet de système européen de garantie/assurance des dépôts qui couvrira progressivement tout ou partie des systèmes de garantie des dépôts nationaux participants ;

- le renforcement des exigences de contrôle interne et de transparence quant à certaines activités ;
- le renforcement des exigences en matière de règles de gouvernance et de bonne conduite et la limitation et l'imposition accrue des rémunérations de certains salariés au-delà de certains niveaux ;
- l'introduction de nouvelles règles pour améliorer la transparence, l'efficacité et l'intégrité des marchés financiers et notamment la régulation des transactions à haute fréquence, le renforcement des règles en matière d'abus de marché, la régulation plus stricte de certains types de produits financiers, telle que l'obligation de déclarer les produits dérivés et opérations de financement sur titres ou encore l'obligation soit de procéder à la compensation des opérations sur produits dérivés négociés de gré à gré, soit de limiter les risques y afférents (y compris à travers la constitution de garanties pour les produits dérivés non compensés par une contrepartie centrale) ;
- la taxation des transactions financières ;
- le renforcement des exigences en matière de protection des données personnelles et cybersécurité ;
- le renforcement des exigences de divulgation d'informations, par exemple en matière de finance durable ; et
- le renforcement des pouvoirs des autorités de supervision, tel que l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (« ACPR »), et la création de nouvelles autorités, notamment l'adoption en octobre 2013 du Mécanisme de Surveillance Unique (« MSU ») qui place le Groupe BNP Paribas sous la supervision directe de la BCE, depuis novembre 2014.

Ces mesures peuvent avoir un impact significatif. A titre d'exemple, la mise en place de la contribution au Fonds de Résolution Unique s'est traduite par une charge supplémentaire très significative pour le Groupe BNP Paribas (contribution au Fonds de Résolution Unique de 0,6 milliards d'euros en 2018).

Ces mesures pourraient être à nouveau modifiées, étendues ou renforcées. En outre, des mesures supplémentaires pourraient être adoptées dans d'autres domaines. Il est impossible de prévoir avec précision quelles mesures supplémentaires seront adoptées ou de déterminer quel en sera le contenu exact et, compte tenu de la complexité et de l'incertitude d'un certain nombre de ces mesures, de déterminer leur impact sur le Groupe BNP Paribas. L'effet cumulé de ces mesures, qu'elles soient déjà adoptées ou qu'elles soient adoptées ultérieurement, a été et pourrait continuer à être de nature à réduire la capacité du Groupe BNP Paribas à allouer et affecter ses ressources de capital et de financement, limiter sa capacité à diversifier les risques, réduire la disponibilité de certaines ressources de financement et de liquidité, augmenter le coût du financement, augmenter le coût ou réduire la demande des produits et services offerts par le Groupe BNP Paribas, imposer au Groupe BNP Paribas de procéder à des réorganisations internes, des changements structurels ou à des cessions, affecter la capacité du Groupe BNP Paribas à exercer certaines activités, telles qu'actuellement exercées, ou à attirer ou à retenir des talents et, plus généralement, affecter sa compétitivité et sa rentabilité, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats opérationnels.

Le Groupe BNP Paribas est en outre soumis à une réglementation importante et fluctuante dans les juridictions où elle exerce ses activités. Le Groupe BNP Paribas est exposé à des changements législatifs ou réglementaires dans l'ensemble des pays dans lesquels il exerce ses activités, concernant, entre autres : les politiques monétaires, de liquidité et de taux d'intérêt et autres politiques des banques centrales et des autorités de régulation ; l'évolution générale des politiques gouvernementales ou réglementaires susceptibles d'influer sensiblement sur les décisions des investisseurs en particulier sur les marchés où le Groupe est présent ; l'évolution générale des exigences réglementaires applicables au secteur financier, notamment des règles prudentielles en matière de gouvernance, de rémunérations, d'adéquation des fonds propres et de

liquidité, de restrictions des activités considérées comme spéculatives, et des cadres de redressement et de résolution ; l'évolution générale des réglementations applicables aux valeurs mobilières, ainsi que les règles relatives à l'information financière, à la divulgation d'informations et aux abus de marché ; les changements dans les réglementations de certains types de transactions et d'investissements, tels que les instruments dérivés et opérations de financement sur titres et les fonds monétaires ; les changements dans les réglementations des infrastructures de marché, telles que les plateformes de négociation, les contreparties centrales, les dépositaires centraux et les systèmes de règlement-livraison de titres ; l'évolution de la réglementation des services de paiement, du financement participatif (*crowdfunding*) et des *fintech* ; l'évolution de la réglementation de protection des données et de cyber-sécurité ; l'évolution de la législation fiscale ou des modalités de sa mise en œuvre ; l'évolution des normes comptables ; l'évolution des règles et procédures relatives au contrôle interne, à la gestion des risques et à la conformité ; et l'expropriation, la nationalisation, le contrôle des prix, le contrôle des changes, la confiscation d'actifs et l'évolution de la législation relative aux investissements étrangers.

Ces changements, dont l'ampleur et la portée sont largement imprévisibles, pourraient avoir des conséquences significatives pour le Groupe BNP Paribas, et avoir un effet défavorable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Certaines réformes ne visant pas spécifiquement des institutions financières, telles que les mesures relatives au secteur des fonds d'investissement ou celles promouvant l'innovation technologique (telles que l'ouverture de l'accès aux données (« *open data* »)), pourraient faciliter l'entrée de nouveaux acteurs dans le secteur des services financiers ou affecter le modèle économique du Groupe BNP Paribas, sa compétitivité et sa rentabilité, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur sa situation financière et ses résultats opérationnels.

6.2 En cas de non-conformité avec les lois et règlements applicables, le Groupe BNP Paribas pourrait être exposé à des amendes significatives et d'autres sanctions administratives et pénales, et pourrait subir des pertes à la suite d'un contentieux privé, en lien ou non avec ces sanctions.

Le Groupe BNP Paribas est exposé au risque de non-conformité, c'est-à-dire à l'incapacité à respecter intégralement la législation, la réglementation, les codes de bonne conduite, les normes professionnelles ou les recommandations applicables au secteur financier. L'adoption par différents pays d'exigences légales ou réglementaires, multiples et parfois divergentes et contradictoires, exacerbe ce risque. Outre le préjudice porté à sa réputation et l'éventuel déclenchement d'actions civiles (y compris les actions de groupe), le non-respect de ces textes exposerait le Groupe BNP Paribas à des contentieux et des amendes et frais significatifs (y compris des amendes et des frais qui excéderaient les montants provisionnés), à des avertissements des autorités, à des suspensions d'activité, voire dans des cas extrêmes, au retrait de l'agrément par les autorités. Ce risque est encore renforcé par l'accroissement constant du niveau de contrôle des institutions financières par les autorités compétentes ainsi que par les augmentations conséquentes des montants des amendes et peines applicables. En outre, les contentieux privés à l'encontre d'institutions financières ont augmenté de manière substantielle ces dernières années. Par conséquent, le Groupe BNP Paribas est exposé à un risque juridique significatif dans la conduite de ses opérations et le nombre de demandes de dommages-intérêts ainsi que les montants réclamés en cas de litiges, de procédures d'autorités de régulation ou autres contentieux menés contre des établissements financiers ont augmenté de façon importante ces dernières années et pourraient continuer à s'accroître. Dans ce contexte, le Groupe BNP Paribas peut constituer des provisions tel qu'indiqué dans la note 5.p des états financiers *Provisions pour risques et charges*.

À cet égard, le 30 juin 2014, le Groupe BNP Paribas a conclu une série d'accords avec – et a été soumis à des décisions prises par – des agences gouvernementales fédérales américaines et de l'État de New York ainsi que différentes autorités de supervision et ce, afin de mettre un terme aux enquêtes menées pour avoir enfreint des lois et réglementations des États-Unis relatives à des sanctions économiques. Les amendes et pénalités imposées au Groupe BNP Paribas dans le cadre de ce règlement global, incluaient notamment le paiement d'une amende s'élevant au total à 8,97 milliards de dollars (6,6 milliards d'euros) et la reconnaissance de responsabilité (*guilty plea*)

de BNP Paribas SA, la société mère du Groupe BNP Paribas, pour avoir enfreint la loi pénale fédérale et la loi pénale de l'État de New York. À la suite de ces accords, le Groupe BNP Paribas continue de faire l'objet d'un contrôle accru par les autorités de tutelle, (y compris par le biais de la présence au sein du Groupe BNP Paribas d'un consultant indépendant), qui surveillent le respect par le Groupe BNP Paribas des mesures correctives décidées en accord avec elles.

Le Groupe BNP Paribas est actuellement impliqué dans plusieurs contentieux et enquêtes comme résumé dans la note 8.b : « Passifs éventuels : procédures judiciaires et d'arbitrage » de ses états financiers consolidés à la date du, et pour l'exercice clos le, 31 décembre 2018. Le Groupe BNP Paribas pourrait à nouveau être impliqué dans de telles procédures à n'importe quel moment. Aucune garantie ne peut être donnée qu'une décision défavorable dans un ou plusieurs contentieux ou une ou plusieurs enquêtes n'aura pas un effet défavorable significatif sur les résultats opérationnels du Groupe BNP Paribas quelle que soit la période concernée.

6.3 Le Groupe BNP Paribas pourrait connaître une évolution défavorable menant à sa résolution : les détenteurs de titres BNP Paribas pourraient subir des pertes si BNP Paribas devait faire l'objet d'une procédure de résolution

La DRRB et l'Ordonnance du 20 août 2015 confèrent à l'ACPR ou au CRU le pouvoir d'entamer une procédure de résolution à l'égard d'établissements bancaires tels que le Groupe BNP Paribas, avec pour objectif d'assurer la continuité des fonctions critiques, d'éviter les risques de contagion, de recapitaliser ou de restaurer la viabilité de l'établissement. Ces pouvoirs doivent être mis en œuvre de manière à ce que les pertes, sous réserve de certaines exceptions, soient supportées en priorité par les actionnaires, puis par les porteurs d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et de catégorie 2 (tels que les obligations subordonnées), puis par les porteurs d'obligations senior non préférées et enfin par les porteurs d'obligations senior préférées conformément à l'ordre de priorité de leurs créances dans le cadre des procédures normales d'insolvabilité. A titre d'information, la composition des financements wholesale moyen long terme du Groupe BNP Paribas au 31 décembre 2018 était la suivante : dette hybride Tier 1 pour 9 milliards d'euros, dette subordonnée Tier 2 pour 16,1 milliards d'euros, dette senior non sécurisée non-préférée pour 23,4 milliards d'euros, dette senior non sécurisée préférée pour 80,5 milliards d'euros et dette sénior sécurisée pour 29,7 milliards d'euros.

Les autorités de résolution disposent également de pouvoirs étendus pour mettre en œuvre les outils de résolution à l'égard des institutions et des groupes soumis à une procédure de résolution, ce qui peut notamment inclure la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais, la séparation des actifs de cet établissement, la substitution de l'institution en qualité de débiteur au titre d'instruments de dette, la dépréciation totale ou partielle d'instruments de fonds propres réglementaires, la dilution d'instruments de fonds propres réglementaires à travers l'émission de nouveau titres de capital, la dépréciation totale ou partielle ou la conversion en titres de capital d'instruments de dette, la modification des conditions des instruments de dette (y compris la modification de l'échéance et/ou du montant des intérêts payables et/ou la suspension temporaire des paiements), la suspension de la cotation et de l'admission à la négociation d'instruments financiers, la révocation des dirigeants ou la nomination d'un administrateur spécial.

Certains pouvoirs, en ce compris la dépréciation totale ou partielle d'instruments de fonds propres réglementaires, la dilution d'instruments de fonds propres réglementaires à travers l'émission de nouveau titres de capital, la dépréciation totale ou partielle ou la conversion en titres de capital d'instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et de catégorie 2 (tels que les obligations subordonnées), peuvent également être employés comme mesures préventives en dehors de toute procédure de résolution et/ou en vertu de la réglementation des aides d'Etats de la Commission européenne si l'institution nécessite un soutien public exceptionnel.

La mise en œuvre de ces moyens et pouvoirs à l'égard du Groupe BNP Paribas pourrait donner lieu à des changements structurels significatifs du Groupe (notamment des ventes d'actifs ou d'activités ou de la création d'établissements relais) et à une dépréciation totale ou partielle, une modification ou une variation des droits des actionnaires ou des créanciers. L'exercice de ces pouvoirs pourrait également, après le transfert de tout ou partie des activités ou la séparation des actifs du Groupe BNP Paribas, laisser les porteurs d'obligations (même en l'absence de toute

dépréciation ou conversion) dans une situation de créanciers d'un établissement dont les activités ou les actifs restants seraient insuffisants pour honorer les créances détenues par tout ou partie de ses créanciers.

Voir paragraphe Documentation de résolution du chapitre 5.2 du Document de référence 2018.

7. Risques liés à l'évolution du Groupe BNP Paribas dans son environnement

7.1 La non réalisation par le Groupe BNP Paribas de son plan stratégique pourrait se traduire par une moindre valeur de ses instruments financiers.

Le Groupe BNP Paribas a communiqué un plan stratégique pour la période 2017-2020, présenté le 7 février 2017. Ce plan prévoit un certain nombre d'initiatives, notamment la mise en œuvre de nouveaux parcours clients, la transformation digitale du Groupe BNP Paribas, la poursuite de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et des initiatives de développement. Ces initiatives font l'objet d'un suivi régulier par le Groupe BNP Paribas qui a communiqué le 6 février 2019 une mise à jour de ses objectifs 2020 (croissance du produit net bancaire sur la période 2016-2020 à 1,5% par an contre 2,5% par an dans le plan initial, objectif d'économies récurrentes de coûts à partir de 2020 de 3,3 milliards d'euros contre 2,7 milliards d'euros dans le plan initial). Ces objectifs financiers ont été initialement préparés pour les besoins de la planification interne et de l'allocation des ressources et sont fondés sur plusieurs hypothèses relatives à l'activité et aux conditions économiques.

Les résultats réalisés du Groupe BNP Paribas sont susceptibles de différer significativement de ces objectifs pour diverses raisons, y compris en cas de réalisation d'un ou de plusieurs des facteurs de risque décrits dans la présente section. Si le Groupe BNP Paribas n'atteint pas ses objectifs, sa situation financière et la valeur de ses instruments financiers pourraient en être affectées, de même que ses coûts de financement.

De plus, dans le cadre de l'engagement de responsabilité environnementale du Groupe BNP Paribas au titre de sa politique RSE, plusieurs initiatives ont été annoncées afin de soutenir la transition énergétique vers une économie à faible bilan carbone, ce qui inclut une réduction des financements destinés aux énergies les plus nocives pour l'environnement. Le Groupe a ainsi arrêté en 2018 le financement des entreprises dont l'activité principale est le gaz / pétrole de schiste, le pétrole issu des sables bitumineux ou la production de gaz / pétrole en Arctique ainsi que les financements aux entreprises du tabac. Ces mesures (ou des mesures similaires susceptibles d'être prises à l'avenir) pourraient dans certains cas affecter le résultat réalisé dans les secteurs concernés.

7.2 Le Groupe BNP Paribas pourrait connaître des difficultés relatives à l'intégration des sociétés acquises et pourrait ne pas réaliser les bénéfices attendus de ses acquisitions.

Le Groupe BNP Paribas procède régulièrement à des acquisitions de sociétés. Pour rappel, la dernière opération significative du Groupe BNP Paribas a été l'acquisition en Pologne de l'essentiel des activités de Raiffeisen Bank Polska (« Core Bank »), finalisée le 31 octobre 2018, et qui ont été fusionnées avec BGZ BNP Paribas. L'intégration opérationnelle d'activités acquises est un processus long et complexe, pouvant impliquer des coûts de restructuration (en 2018, 129 millions de coûts de restructuration liés notamment à LaSer, DAB Bank, GE LLD, ABN Amro Luxembourg et Raiffeisen Bank Polska). Une intégration réussie ainsi que la réalisation de synergies nécessitent, entre autres, une coordination satisfaisante des efforts du développement de l'activité et du marketing, le maintien du personnel de direction clé, des politiques d'embauche et de formation efficaces ainsi que l'adaptation des systèmes d'information et des systèmes informatiques. Toute difficulté rencontrée au cours du processus de regroupement des activités est susceptible d'engendrer une augmentation des coûts d'intégration ainsi que des économies ou bénéfices plus faibles qu'anticipés. De ce fait, il ne peut y avoir de garantie quant à l'étendue des synergies réalisées ni quant à leur date de réalisation. De plus, le processus d'intégration des activités opérationnelles existantes du Groupe BNP Paribas avec les activités opérationnelles acquises pourrait perturber les activités d'une ou plusieurs de ses branches et détourner l'attention de la Direction sur d'autres aspects des activités opérationnelles du Groupe BNP Paribas, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les activités et résultats du Groupe BNP Paribas. Par ailleurs,

dans certains cas, des litiges relatifs aux opérations de croissance externe pourraient avoir un impact défavorable sur les processus d'intégration ou avoir d'autres conséquences défavorables, notamment sur le plan financier.

Bien que le Groupe BNP Paribas procède généralement à une analyse approfondie des sociétés qu'elle envisage d'acquérir, il n'est souvent pas possible de conduire un examen exhaustif de celles-ci. Le Groupe BNP Paribas pourrait voir augmenter son exposition aux actifs de mauvaise qualité et encourir un coût du risque plus élevé à la suite de ses opérations de croissance externe, en particulier dans les cas où il n'a pas pu mener un exercice de *due diligence* approfondi préalablement à l'acquisition.

Voir partie *Croissance externe et partenariats* du chapitre 3.5 du Document de référence 2018 et Section *Investissements* du chapitre 8.5 du Document de référence 2018.

7.3 L'environnement du Groupe BNP Paribas pourrait évoluer du fait d'un intensification de la concurrence, par des acteurs bancaires et non bancaires, ce qui pourrait peser sur les revenus et la rentabilité.

Le Groupe BNP Paribas est confronté à une vive concurrence, que ce soit en France ou dans d'autres parties du monde où il est présent, notamment l'Europe et les États-Unis et cette concurrence pourrait s'intensifier du fait du mouvement de concentration dans le secteur des services financiers ou du fait de l'entrée de nouveaux acteurs dans le domaine des services de paiements et de financement ou le développement des plateformes de financement participatif (*crowdfunding*). A titre d'illustration, le Groupe BNP Paribas a engagé des initiatives dans ce domaine avec le lancement de Hello Bank! ou l'acquisition de Nickel mais de nouveaux concurrents, soumis à une réglementation plus souple ou à des exigences moins fortes en matière de ratios prudentiels (fonds de dette, *shadow banks*) ou bénéficiant d'économies d'échelle, de synergies de données ou d'innovations technologiques (opérateurs internet et mobiles, plateformes numériques, *fintechs*) pourraient être plus compétitifs en proposant des prix plus bas ou des services plus innovants. En outre, les nouveaux systèmes de paiement et crypto-monnaies, comme les bitcoins, et les nouvelles technologies facilitant les processus de transactions, tel que les technologies blockchain se sont développés ces dernières années. S'il est difficile de prévoir les effets de ces technologies émergentes ainsi que la réglementation applicable, qui reste toujours à définir, leur usage pourrait néanmoins réduire les parts de marché du Groupe BNP Paribas ou capter des investissements qui auraient pu être réalisés dans des technologies utilisées par des institutions financières plus établies, comme le Groupe BNP Paribas. Si le Groupe BNP Paribas ne parvenait pas à préserver sa compétitivité en France ou sur ses autres grands marchés en proposant une palette de produits et de services innovante, attractive et rentable, il pourrait perdre des parts de marché dans certains métiers importants, ou subir des pertes dans toutes ou certaines de ses activités (les performances des différents métiers en 2018 sont détaillées dans le chapitre 3.2 du document de référence 2018). Il est également possible que l'application d'exigences renforcées aux établissements financiers de taille significative ou d'importance systémique (notamment en matière de capital réglementaire et de limitations d'activité), engendre des distorsions de concurrence préjudiciables aux intérêts des plus grandes institutions du secteur privé, telles que le Groupe BNP Paribas.

7.4 L'évolution de certaines participations dans les établissements de crédit ou financiers pourrait peser sur la situation financière du Groupe BNP Paribas

Les montants inférieurs aux seuils de déduction des fonds propres prudentiels correspondent aux éléments d'actifs pondérés à 250% conformément à l'article 48 du Règlement (UE) n°575/2013. Ils incluent : les établissements de crédit ou financiers consolidés par mise en équivalence dans le périmètre prudentiel, qui sont traitées en méthode de pondération simple ; les participations financières significatives, dans les établissements de crédit ou financiers détenus à plus de 10% ; les actifs d'impôts différés dépendant de bénéfices futurs et résultants de différences temporelles. Au 31 décembre 2018, les actifs pondérés au titre de ces risques s'élèvent à 17 milliards d'euros au 31 décembre 2018, soit 2,6% du total des actifs pondérés pour le Groupe BNP Paribas.

3 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

3.a Accessibilité de l'actualisation du Document de référence au public

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais au siège social de BNP Paribas : 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris.

Le présent document peut également être consulté sur les sites Internet :

- de l'Autorité des Marchés financiers : (www.amf-france.org) et,
- de BNP Paribas (www.invest.bnpparibas.com).

3.b Passifs éventuels : procédures judiciaires et d'arbitrage

BNP Paribas (la « Banque ») est partie en tant que défenderesse à plusieurs litiges, différends et procédures (y compris des enquêtes par des autorités judiciaires ou de supervision) dans un certain nombre de juridictions, découlant du cours normal de ses activités commerciales, y compris entre autres en lien avec ses activités en qualité de contrepartie, prêteur, employeur, investisseur et contribuable. Bien que la Banque ne puisse prédire l'issue finale de toutes les procédures judiciaires ou règlementaires en cours ou en germe, la Banque a de bonnes raisons d'estimer qu'elles sont soit sans fondement juridique, soit qu'elles peuvent être contestées avec succès, soit qu'il est peu probable que l'issue de ces actions engendre une perte significative pour la Banque.

Le liquidateur de la société Bernard L. Madoff Investment Securities LLC (ci-après « BLMIS ») a intenté un certain nombre de recours contre la Banque et certaines de ses filiales, auprès du tribunal des faillites américain (« United States Bankruptcy Court Southern District of New York »). Ces recours, connus sous le nom de demandes de « clawback », s'apparentent aux divers recours introduits par le liquidateur de BLMIS à l'encontre de nombreuses institutions, et visent au recouvrement de fonds prétendument transférés aux entités du Groupe BNP Paribas par BLMIS ou indirectement par le biais de fonds liés à BLMIS et dans lesquels des entités du Groupe BNP Paribas détenaient des participations. Le liquidateur de BLMIS prétend qu'en vertu du droit fédéral américain des procédures collectives et du droit de l'Etat de New York, les paiements effectués en faveur des entités du Groupe BNP Paribas sont nuls et recouvrables. Au total, ces recours visaient initialement au recouvrement d'une somme d'environ 1,3 milliard de dollars américains. BNP Paribas dispose d'arguments très solides à opposer à ces recours, et se défend vigoureusement dans ces instances.

Deux décisions du tribunal des faillites américain, du 22 novembre 2016 et du 3 octobre 2018, ont rejeté la majorité des demandes que le liquidateur de BLMIS cherchait à recouvrer auprès des entités du Groupe BNP Paribas. Le 25 février 2019, la Cour d'appel (« United States Court of Appeals for the Second Circuit ») a infirmé la décision du tribunal des faillites américain du 22 novembre 2016. Le 29 août 2019, les défendeurs ont déposé une requête auprès de la Cour suprême américaine afin qu'elle réforme la décision de la Cour d'appel. A la fin de cette procédure, la décision du 3 octobre 2018 sera susceptible d'appel.

Plusieurs litiges et investigations sont ou ont été en cours en lien avec la restructuration du groupe Fortis, aujourd'hui Ageas, dont BNP Paribas Fortis ne fait plus partie, et à des événements intervenus avant que BNP Paribas Fortis ne fasse partie du Groupe BNP Paribas. Parmi ces litiges figurent des actions engagées aux Pays-Bas et en Belgique par des groupes d'actionnaires à l'encontre d'Ageas et, entre autres, à l'encontre de BNP Paribas Fortis, en raison de son rôle de coordinateur global de Fortis (aujourd'hui Ageas) dans le cadre de son augmentation de capital réalisée en octobre 2007, pour le financement partiel de l'acquisition d'ABN Amro Bank N.V. Ces groupes d'actionnaires prétendent notamment qu'il y a eu une défaillance dans la communication financière comme, entre autres, la révélation relative à l'exposition aux subprimes. Le 13 juillet 2018, la Cour d'Appel d'Amsterdam a déclaré contraignant un accord transactionnel conclu entre Ageas et les représentants de certains groupes d'actionnaires qui ont détenu des actions entre le 28 février 2007 et 14 octobre 2008. L'accord est devenu définitif avec la décision de Ageas le 20

décembre 2018 de renoncer à son droit de mettre fin à l'accord. BNP Paribas Fortis est un des bénéficiaires de l'accord. Cela signifie que chaque actionnaire éligible qui n'a pas effectué de démarches de non adhésion (« opt-out ») avant le 31 décembre 2018 est réputé avoir complètement libéré BNP Paribas Fortis de toute réclamation sur les événements de cette période. Le nombre de « opt-out » est limité.

Une action judiciaire est également en cours en Belgique à la requête d'actionnaires minoritaires de Fortis contre la Société fédérale de Participations et d'Investissement, Ageas et BNP Paribas, demandant notamment la condamnation de BNP Paribas à des dommages et intérêts à titre de restitution par équivalent d'une partie des actions de BNP Paribas Fortis qui lui ont été apportées en 2009, au motif que le transfert de ces actions serait nul. Le Tribunal de Commerce de Bruxelles a décidé, le 29 avril 2016, de surseoir à statuer jusqu'à l'issue de la procédure pénale en cours en Belgique dans le dossier Fortis. Le Procureur a annoncé le 20 décembre 2018 qu'il ne voyait pas de raison de solliciter auprès de la chambre du Conseil de la Cour qu'elle ordonne un renvoi.

Comme de nombreuses autres institutions financières dans les secteurs de la banque, de l'investissement, des fonds communs ou du courtage, la Banque a reçu ou est susceptible de recevoir des demandes d'information d'autorités de supervision, d'agences gouvernementales ou d'autorégulation. La Banque répond à ces requêtes, coopère avec les autorités et régulateurs en question et s'efforce de traiter et de remédier aux points soulevés.

Les autorités de régulation et judiciaires de plusieurs pays mènent actuellement des enquêtes ou procèdent à des demandes d'informations auprès d'un certain nombre d'institutions financières concernant les opérations sur les marchés des changes. La Banque a coopéré aux enquêtes et a répondu aux demandes d'informations. Le 25 janvier 2018, BNP Paribas USA Inc. a accepté de plaider coupable au titre d'une violation du « Sherman Antitrust Act » devant le Tribunal de Première Instance du District Sud de New York. Le 30 mai 2018, le Tribunal a imposé une sanction, conjointement demandée à la suite de l'accord entre BNP Paribas USA Inc. et le Département de la Justice américain (« DOJ »), comportant (1) une amende de 90 millions de dollars américains, (2) aucune mise à l'épreuve, et (3) aucune ordonnance de restitution. En trouvant un accord avec BNP Paribas USA Inc., le DOJ a pris en compte les efforts substantiels de la Banque en matière de conformité et de remédiation pour traiter et prévenir, au travers de son programme de conformité et de remédiation, la survenance des problèmes liés à ses activités de change. Le 29 août 2018, la US Commodity Futures Trading Commission (« CFTC ») a annoncé une sanction civile de 90 millions de dollars américains à l'encontre et payée par BNP Paribas Securities Corp. dans le cadre d'une ordonnance de consentement, à la suite d'une enquête en lien avec l'indice de taux USD ISDAFIX. Les constatations de l'ordonnance de consentement n'ont été ni confirmées ni infirmées par BNP Paribas Securities Corp., cette dernière ayant engagé « des actions de remédiation substantielles (...) indépendamment de l'enquête de la Commission » comme l'a noté la CFTC.

Les autorités de régulation et judiciaires américaines mènent actuellement différentes enquêtes ou procèdent à des demandes d'informations qui ont été mentionnées dans la presse financière internationale notamment en ce qui concerne le marché des bons du Trésor américain et les émissions obligataires des agences publiques américaines. La Banque, qui a elle-même reçu des demandes d'informations, coopère aux enquêtes et répond aux demandes qui lui sont faites. L'issue et l'impact potentiel de ces enquêtes ou demandes d'informations est difficile à prédire avant leur terme et les discussions subséquentes avec les autorités américaines. Il est à noter qu'il a été rapporté qu'un certain nombre d'institutions financières sont concernées par ces enquêtes ou demandes d'informations et que les revues auxquelles elles peuvent donner lieu peuvent parfois conduire à des accords transactionnels comprenant notamment le paiement d'amendes ou de pénalités significatives en fonction des circonstances propres à chaque situation.

3.c Incorporation par référence du Document de Référence déposé avant le 21 juillet 2019 et ses éventuelles actualisations :

Le document de référence et rapport financier annuel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 mars 2019 sous le numéro D.19-0114 et sa première actualisation déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 mai 2019 sous le numéro D.19-0114-A01, ainsi que le Document d'Enregistrement Universel au 30 juin 2019 et rapport financier semestriel déposé sous le numéro D.19-0731 peuvent être consultés sur le site internet de BNP Paribas, à la section concernée :

<https://invest.bnpparibas.com/documents-de-reference>

3.d Changements significatifs

Aucun changement significatif de la situation financière du Groupe BNP Paribas, autre que ceux mentionnés dans le présent document, n'est survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ont été publiés.

3.e Tendances

Se reporter à la rubrique 10 de la table de concordance figurant au chapitre 7 du présent document.

4 RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES

Deloitte & Associés	PricewaterhouseCoopers Audit	Mazars
6, place de la Pyramide 92908 Paris-La Défense Cedex	63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex	61, rue Henri Regnault 92400 Courbevoie

– Deloitte & Associés a été renouvelé Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006. Deloitte & Associés est représenté par Laurence Dubois

Suppléant :

Société BEAS, 6, place de la Pyramide, Paris-La Défense, (92), identifiée au SIREN sous le numéro 315 172 445 RCS Nanterre.

– PricewaterhouseCoopers Audit a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 26 mai 1994. PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Patrice Morot

Suppléant :

Jean-Baptiste Deschryver, 63, rue de Villiers, Neuilly-sur-Seine (92).

– Mazars a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2000. Mazars est représenté par Virginie Chauvin

Suppléant :

Charles de Boisriou, 28 rue Fernand Forest, 92150 Suresnes (92).

Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

5 RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

PERSONNE QUI ASSUME LA RESPONSABILITE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DE SES AMENDEMENTS

M. Jean-Laurent BONNAFÉ, Directeur Général

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DE SES AMENDEMENTS

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent amendement du document d'enregistrement universel au 30 juin 2019 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes, données dans le présent amendement ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document du présent amendement.

Fait à Paris, le 31 octobre 2019,

Le Directeur Général

Jean-Laurent BONNAFÉ

6 TABLES DE CONCORDANCE

6.a Rubriques de l'annexe I du règlement européen n°2017/1129

	Amendement au Document d'enregistrement universel au 30 juin 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 octobre 2019	Document d'enregistrement universel au 30 juin 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2019	1 ^{ère} actualisation du Document de référence déposée auprès de l'AMF le 2 mai 2019	Document de référence 2018 déposé auprès de l'AMF le 5 mars 2019
<u>1. PERSONNES RESPONSABLES</u>				
1.1 Personne responsable du document de référence	108	244	101	596
1.2 Approbation de l'Autorité compétente	2	2	2	1
<u>2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES</u>	107	243	100	594
<u>3. FACTEURS DE RISQUE</u>	79 ; 85-103	74 ; 200-240	73 ; 75 - 77	277-464
<u>4. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR</u>				585 ; 606
<u>5. APERÇU DES ACTIVITÉS</u>				
5.1. Principales activités	3	3	3	6-15 ; 196-199 ; 578-584
5.2. Principaux marchés				6-15 ; 196-199 ; 578-584
5.3. Événements exceptionnels				5 ; 114-115 ; 127 ; 148
5.4. Stratégie et objectifs				136-137
5.5. Dépendance éventuelle				576
5.6. Éléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle				6-15 ; 114-127
5.7. Investissements				135 ; 249-253 ; 502 ; 554-560 ; 577
<u>6. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE</u>				
6.1. Description sommaire	3	3	3	4 ; 6
6.2. Liste des filiales importantes		173-197		261-268 ; 496-501 ; 578-584
<u>7. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT</u>				
7.1. Situation financière	4-75	4-71	4-69	152 ; 154 ; 466-467
7.2. Résultat d'exploitation	64-75	60-71	59-69	114 ; 116-127 ; 133-134 ; 140-146 ; 152 ; 466
<u>8. TRÉSORERIE ET CAPITAUX</u>				
8.1. Capitaux de l'émetteur	59-60 ; 78 ; 80-84	54-55 ; 79 ; 81-82 ; 161-164 ; 200-201	54 ; 55 ; 72 ; 75-77	156-157 ; 491
8.2. Source et montant des flux de trésorerie		80		155
8.3. Conditions d'emprunt et structure financière	20	15 ; 22	15 ; 16	138 ; 414-427
8.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur				N/A
8.5. Sources de financement attendues				N/A
<u>9. ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE</u>				279 ; 284-285
<u>10. INFORMATION SUR LES TENDANCES</u>		242		136-138
<u>11. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE</u>				N/A
<u>12. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE</u>				
12.1. Organes d'administration et de direction				31-45 ; 98
12.2. Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction				49-50 ; 63-64 ; 74-94
<u>13. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES</u>				
13.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature			78-96	74-97 ; 236-244

	Amendement au Document d'enregistrement universel au 30 juin 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 octobre 2019	Document d'enregistrement universel au 30 juin 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2019	1 ^{ère} actualisation du Document de référence déposée auprès de l'AMF le 2 mai 2019	Document de référence 2018 déposé auprès de l'AMF le 5 mars 2019
13.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages			78-96	74-94 ; 236-244
14. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION				
14.1. Date d'expiration des mandats actuels				31-44
14.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration				N/A
14.3. Informations sur le comité d'audit et le comité des rémunérations				53-60
14.4. Gouvernement d'entreprise en vigueur dans le pays d'origine de l'émetteur				46-51
14.5 Evolutions significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise				31-44
15. SALARIÉS				
15.1. Nombre de salariés	3	3	3	4 ; 535-536
15.2. Participation et stock-options				74-94 ; 175-176 ; 540-542
15.3. Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur				540
16. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES				
16.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote		241		16-17
16.2. Existence de droits de vote différents				16
16.3. Contrôle de l'émetteur				16-17
16.4. Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle				17
17. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES				
18. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR				
18.1. Informations financières historiques, y compris Etats financiers	4-75 ; 78	4-71 ; 75-197	4-69 ; 72	4 ; 20 ; 113-269 ; 466-502
18.2. Informations financières intermédiaires et autres	4-75 ; 78	4-71 ; 75-197	4-69 ; 72	N/A
18.3. Vérification des informations historiques annuelles				270-276. 503-508
18.4. Informations financières pro-forma		15		138-281
18.5. Politique de distribution des dividendes				20 ; 23-24 ; 115 ; 494
18.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	104-105	165-166	97-98	248-249
18.7. Changement significatif de la situation financière	106	242	99	149 ; 465
19. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES				
19.1. Capital social				16 ; 245-247 ; 485-487 ; 585
19.2. Acte constitutif et statuts				585-589
20. CONTRATS IMPORTANTS				
21. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC				
	104	241	99	576

6.b Rapport financier annuel

En application de l'annexe I du règlement européen n°2017/1129, les éléments suivants sont inclus par référence :

- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2018, présentés respectivement aux pages 149 à 269 et 270 à 276 du Document de référence n° D.19-0114 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 mars 2019. L'information est disponible sur le lien suivant : https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/DDR2018-bnp_paribas-fr.pdf ;
- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2017, présentés respectivement aux pages 137 à 236 et 237 à 242 du Document de référence n° D.18-0101 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 mars 2018. L'information est disponible sur le lien suivant : https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/DDR2017_bnp_paribas_fr.pdf
- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2016, présentés respectivement aux pages 131 à 231 et 232 à 233 du Document de référence n° D.17-0132 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mars 2017. L'information est disponible sur le lien suivant : <https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/DDR2016vdef.pdf>

6.c Rapport financier semestriel

Les comptes semestriels consolidés condensés 2019 et le rapport d'examen limité au 30 juin 2019 des Commissaires aux comptes sont présentés respectivement aux pages 75 à 197 et 198 à 199 du document d'enregistrement universel au 30 juin 2019 et rapport financier semestriel déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2019, n° D.19-0731.

6.d Rapport de gestion

La table de concordance ci-après permet d'identifier dans le **Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 mars 2019 sous le numéro D.19-0114**, les informations qui constituent le Rapport de gestion de la Société (incluant le Rapport sur le gouvernement d'entreprise) et le Rapport de gestion consolidé, telles que requises par les dispositions légales et réglementaires.

I. Situation et activité de la Société et du Groupe

Informations (textes de référence)

■ Situation de la Société et du Groupe durant l'exercice écoulé (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	114-138 ; 152-268 ; 466-502
■ Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	114-138 ; 152-268 ; 466-502
■ Indicateurs clés de performance de nature financière et, le cas échéant, non financière de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	114-148 ; 513 ; 518
■ Evolution prévisible de la Société et du Groupe (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	136-138
■ Evénements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du Rapport de gestion (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	577
■ Activité en matière de recherche et développement de la Société et du Groupe (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	N/A
■ Prises de participation ou prises de contrôle dans des sociétés ayant leur siège social en France (L. 233-6 et L.247-1 du Code de commerce)	502
■ Activité et résultats de l'ensemble de la Société, des filiales de la Société et des sociétés qu'elle contrôle par branche d'activité (L.233-6 du Code de commerce)	6-15 ; 114-134
■ Succursales existantes de la Société (L.232-1 II du Code de commerce)	578-584
■ Informations sur les implantations et les activités de la Société (L.511-45 et R.511-16-4 du Code monétaire et financier)	261-268 ; 578-584

II. Facteurs de risques et caractéristiques des procédures de contrôle interne

Informations (textes de référence)

■ Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés (L.225-100-1 du Code de commerce)	283-295
■ Indications sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique et mesures prises par la Société et le Groupe pour les réduire en mettant en œuvre une stratégie bas-carbone dans toutes les composantes de leurs activités (L.225-100-1 du Code de commerce)	106
■ Objectifs et politique en matière de couverture de chaque catégorie principale de transactions de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	410-413
■ Exposition aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	331-427
■ Principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société et le Groupe relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière (L.225-100-1 du Code de commerce)	108-112

III. Informations concernant le capital social**Informations (textes de référence)**

■ Nom des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus de 5 % du capital social ou des droits de vote et modifications intervenues au cours de l'exercice (L.233-13 du Code de commerce)	16-17
■ Nom des sociétés contrôlées et part du capital de la Société qu'elles détiennent (L.233-13 du Code de commerce)	261-268
■ Etat de la participation des salariés au capital social (L.225-102 du Code de commerce)	16-17
■ Titres acquis par les salariés dans le cadre d'une opération de rachat d'une entreprise (L.225-102 du Code de commerce)	N/A
■ Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées (L.233-29, R.233-19 du Code de commerce)	N/A
■ Informations relatives aux opérations de rachat par la Société de ses propres actions (L.225-211 du Code de commerce)	94-97 ; 245
■ Ajustements éventuels pour les titres donnant accès au capital (L.225-181, L.228-99, R225-137, R.228-91 du Code de commerce)	N/A
■ Etat récapitulatif des opérations réalisées par les mandataires sociaux, les dirigeants, certains cadres de la société et des personnes avec lesquelles ils ont des liens personnels étroits au cours du dernier exercice (223-26 du règlement général de l'AMF, L.621-18-2 et R.621-43-1 du Code monétaire et financier)	93

IV. Autres informations comptables, financières et juridiques**Informations (textes de référence)**

■ Informations sur les délais de paiement (L.441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce)	483
■ Montant des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices et montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % (243 bis du Code général des impôts)	20
■ Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anticoncurrentielles (L.464-2 du Code de commerce)	N/A
■ Informations sur les instruments financiers dont le sous-jacent est constitué d'une matière première agricole et moyens mis en œuvre par la Société afin d'éviter d'exercer un effet significatif sur le cours des matières premières agricoles (L. 511-4-2 du Code monétaire et financier)	529
■ Montant et caractéristiques des prêts financés ou distribués par la Société ou qu'ils distribuent tels que définis au III de l'article 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale et bénéficiant à ce titre de garanties publiques. (L.511-4-1 du Code monétaire et financier)	N/A
■ Rendement des actifs de la Société (R. 511-16-1 du Code monétaire et financier)	322

V. Déclaration de performance extra-financière et plan de vigilance

Informations (textes de référence)

■ Informations sur les conséquences sociales et environnementales relatives à la Société, aux filiales et aux sociétés contrôlées (L.225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	510-571
■ Informations sur les effets de l'activité de la Société quant au respect des droits de l'Homme et à la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale (L.225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	522 ; 557-562
■ Informations concernant la Société, les filiales et les sociétés contrôlées et relatives : <ul style="list-style-type: none"> ■ aux conséquences sur le changement climatique de l'activité et de l'usage des biens et services produits, ■ aux engagements sociétaux en faveur du développement durable, de l'économie circulaire, de la lutte contre le gaspillage alimentaire, de la lutte contre la précarité alimentaire, du respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable, ■ aux actions visant à lutter contre les discriminations et à promouvoir les diversités (L. 225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce) 	511-574
■ Accords collectifs conclus dans la Société, les filiales et les sociétés contrôlées et leurs impacts sur la performance économique de la Société, des filiales et des sociétés contrôlées ainsi que sur les conditions de travail des salariés (L.225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	531-545
■ Informations pour les sociétés exploitant au moins une installation figurant sur la liste prévue à l'article L.515-36 du Code de l'environnement (L.225-102-2 du Code de commerce)	N/A
■ Modèle d'affaires de la Société (R. 225-105 du Code de commerce)	4 ; 6-15
■ Informations sociales, environnementales et sociétales pertinentes au regard des principaux risques et politiques de la société, de ses filiales et sociétés contrôlées (R. 225-105 II du Code de commerce)	Chapitre 7
■ Plan de vigilance (L.225-102-4 du Code de commerce)	557-561

VI. Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Informations (textes de référence)

■ Information sur la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux (L.225-37-2 du Code de commerce)	74-78
■ Rémunération totale et avantages de toute nature versés, durant l'exercice, à chaque mandataire social de la Société par la Société, les sociétés qu'elle contrôle ou la société qui la contrôle (L.225-37-3 du Code de commerce)	78-93
■ Engagements de toute nature pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux (L.225-37-3 du Code de commerce)	78 ; 81-93

■ Conditions de conservation des actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux (L.225-197-1 du Code de commerce)	N/A
■ Conditions de levées et de conservations des options attribuées aux mandataires sociaux (L.225-185 du Code de commerce)	82
■ Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice (L.225-37-4 1° du Code de commerce)	31-45
■ Conventions conclues entre l'un des mandataires sociaux de la Société et une filiale de la Société (L.225-37-4 2° du Code de commerce)	46
■ Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital (L.225-37-4 3° du Code de commerce)	94-97
■ Modalités d'exercice de la direction générale (L.225-37-4 4° du Code de commerce)	48
■ Composition et conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil (L.225-37-4 5° du Code de commerce)	31-44 ; 53-60
■ Description de la politique de diversité appliquée aux membres du Conseil d'administration ainsi que des objectifs, modalités de mise en œuvre et résultats obtenus au cours de l'exercice écoulé (L.225-37-4 6° du Code de commerce)	50-51 ; 67-73
■ Informations sur la recherche d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes et résultats en matière de mixité dans les 10 % de postes à plus forte responsabilité (L.225-37-4 6° du Code de commerce)	30 ; 534 ; 558
■ Eventuelles limitations apportées par le conseil d'administration aux pouvoirs du directeur général (L.225-37-4 7° du Code de commerce)	48
■ Code de gouvernement d'entreprise élaboré par les organisations représentatives des entreprises auquel la Société se réfère (L.225-37-4 8° du Code de commerce)	46
■ Modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale (L.225-37-4 9° du Code de commerce)	25-27
■ Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (L.225-37-5° du Code de commerce)	97

Annexes

■ Tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des 5 derniers exercices (R.225-102 du Code de commerce)	495
■ Avis de l'organisme tiers indépendant chargé de vérifier les informations sociales et environnementales fournies dans le Rapport de gestion (L. 225-102-1 alinéa 3 et R.225-105-2 du Code de commerce)	572-574
■ Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise (I. 225-235 du Code du commerce).	98

États financiers Annuels

■ Comptes annuels	465-502
■ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	503-508
■ Comptes consolidés	149-269
■ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	270-276